

## LE POUVOIR PRÉPARE-T-IL L'IMPUNITÉ ?

# Silence troublant sur les dossiers de corruption



LIRE L'ARTICLE ET L'ENTRETIEN RÉALISÉS PAR H. OUALI EN PAGE 3

### QUATRE POLICIERS TUÉS DANS L'ATTAQUE DU DOMICILE DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

## LA TUNISIE DE NOUVEAU FRAPPÉE PAR LE TERRORISME



- Un groupe de terroristes a attaqué, avant-hier à l'aube, le domicile familial du ministre de l'Intérieur tunisien, Lotfi Ben Jeddou, entraînant le décès de quatre agents de l'ordre public
- Deux autres agents ont été blessés.

LIRE L'ARTICLE DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL MOURAD SELLAMI EN PAGE 11

### ENTRETIEN



PHOTO : B. SOUHL

**Nouria Benghabrit.** *Ministre de  
l'Éducation nationale*

## «L'ENSEIGNEMENT DE TAMAZIGHT DOIT ÊTRE OBLIGATOIRE»

LIRE L'INTERVIEW DE NABILA AMIR  
ET FATIMA ARAB EN PAGES 4 ET 5

## FORUM DES CHEFS D'ENTREPRISES REBRAB CLAQUE LA PORTE

■ Le patron de Cevital, Issad Rebrab, a déclaré hier, dans un entretien à TSA, sa décision de quitter le Forum des chefs d'entreprises (FCE) en raison d'un désaccord avec certains membres de cette organisation patronale dont il dénonce le comportement.

LIRE L'ARTICLE DE ALI TITOUCHE EN PAGE 7



#### » GRAND ANGLE

**Alger, grandeur  
et décadence**

P : 15

#### » CASSE-TÊTE

**Kidnapping :  
revoir l'arsenal  
juridique ?**

P : 16

#### » HORS-CHAMPS

**L'homme qui  
veut sauver  
le patrimoine  
musical algérien**

P : 17



**LE GRAND ÉVÈNEMENT !**  
**1 216 000 DA TTC**

SÉRIE SPÉCIALE 208 FENEC  
peugeot.fr



**GAGNEZ UNE 208 FENEC**  
SUR TIRAGE AU SORT

**1 PACK SUPPORTER OFFERT**  
**ET, POUR LES 150 PREMIERS,**  
**1 MAILLOT OFFICIEL !**

**PEUGEOT**

MOTION & EMOTION

LE POUVOIR PRÉPARE-T-IL L'IMPUNITÉ ?

# Silence troublant sur les dossiers de corruption

● Les années Bouteflika ont installé l'affairisme sans aucun scrupule au cœur même du pouvoir.

Les affaires de corruption – celles de Sonatrach en particulier – mettant en cause de hauts dignitaires du régime ont soudainement disparu de la chronique judiciaire algérienne. «Le traitement judiciaire de ces affaires en Algérie est pratiquement à l'arrêt», assène Djilali Hadjadj (lire l'entretien). Le mandat d'arrêt international lancé par le procureur d'Alger, Belkacem Zeghmati, depuis dix mois, contre l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil, sa femme, ses deux enfants et Farid Bedjaoui, n'est, à ce jour, pas encore exécuté. Un coup d'épée dans... le pétrole. Celui qui a régné durant une décennie sur le secteur énergétique court toujours. Il coule des jours tranquilles sans qu'aucune police ne vienne l'inquiéter. L'accusation suivie d'un mandat d'arrêt international de Khelil, ami du Président et membre du clan présidentiel, perçue comme une

petite «révolution» dans les annales de la justice algérienne, a tourné court. Le quart d'heure de «gloire» de la justice algérienne aura vécu... Les juges, qui à un moment avaient «des mains libres», vite ont été rattrapés par les mœurs politico-judiciaires qui plombent le pouvoir judiciaire. Pour étouffer l'affaire Khelil et son clan, des pressions auraient été exercées sur le juge chargé de l'instruction afin d'annuler le mandat d'arrêt au prétexte d'un «vice de procédure». C'est le début de l'opération de sauvetage du «soldat Khelil». Alors que la «guerre» faisait rage entre l'entourage du Président et le Département du renseignement et de la sécurité, sur fond de crise de succession, des tentatives d'exfiltration de Chakib Khelil du dossier Sonatrach 2 étaient déjà engagées. Le témoignage du ministre de la Justice au moment de la mise en cause de l'ancien ministre de l'Ener-

gie et des Mines a révélé l'ampleur du forcing politique contre la justice et du chantage fait à la chancellerie. «Si Amar (Amar Saadani), vous êtes venu, le jour même de votre installation à la tête du FLN, me proposer amicalement de préserver mon poste de ministre de la Justice en m'engageant à extirper Chakib Khelil de l'affaire Sonatrach 2, comme on extirpe un cheveu d'une pâte, selon votre expression», avait dévoilé Mohamed Charfi dans une tribune à El Watan du 8 février 2014. Le remaniement intervenu après l'intervention du secrétaire général du FLN, Mohamed Charfi perd son poste, prélude à une mise en veilleuse d'un des grands scandales de corruption à l'approche d'un scrutin présidentiel qui allait maintenir Abdelaziz Bouteflika au palais. D'aucuns pensaient que le quatrième mandat de Bouteflika allait être une impunité assurée pour les dignitaires du régime

qui ont trempé dans la grande corruption. Les dossiers de Sonatrach 1 et 2, l'autoroute Est-Ouest et Khalifa risquent fort bien de moisir dans les alvéoles sombres de la justice algérienne. Ainsi, l'opinion publique algérienne est suspendue aux juges des pays comme l'Italie et les Etats-Unis, d'où peut probablement surgir la vérité. A Milan, le juge, Fabio De Pasquale, en charge des transactions douteuses entre Sonatrach et la société italienne Saipem, semble déterminé à mener son enquête jusqu'au bout. Il aurait reçu le soutien du président du Conseil, Matteo Renzi. Les scandales de corruption qui ont rythmé la vie politique ces dernières années ont dangereusement entamé la crédibilité de l'Etat. Alors que le déficit démocratique mine le pays, les années Bouteflika ont installé l'affairisme sans aucun scrupule au cœur même du pouvoir.

H. Ouali

DJILALI HADJADJ. Président de la section algérienne de Transparency International

## «Le pouvoir protège Khelil et son réseau»

Le pouvoir algérien continue de protéger les siens. Pour ce faire il sollicite les autres pays dits «amis», dont les USA, pour aider Chakib Khelil et le vaste clan des Bedjaoui, estime Djilali Hadjadj.

Propos recueillis par Hacem Ouali



PHOTO: DR

Les affaires Sonatrach jugées au tribunal d'Alger semblent connaître des lenteurs. Pourquoi, selon vous ?

Il n'y a pas de lenteur. Pis. Le traitement judiciaire de ces affaires en Algérie est pratiquement à l'arrêt. Les raisons sont graves et toutes simples. La justice est inféodée au pouvoir qui est lui-même impliqué dans ces affaires. La corruption, à tous les niveaux des institutions de l'Etat, est un instrument du pouvoir et de pouvoirs. Les scandales de corruption à l'international se multiplient et les révélations viennent de l'étranger. Après les affaires Sonatrach 1 en 2010, Sonatrach 2 en 2013, verra-t-on l'éclatement de Sonatrach 3 en 2014 entre l'Algérie et l'Espagne ? Fort possible. Les relations commerciales, notamment en matière de gaz entre l'Algérie et l'Espagne, ne seront pas épargnées. Une intermédiaire – une fois n'est pas coutume – serait derrière au moins une partie de cette nouvelle affaire. Cette intermédiaire était une «amie» du roi d'Espagne, une «princesse» allemande de la jet-set, Corinna zu Sayn-Wittgenstein. Retenez ce nom que l'on a retrouvé dans des négociations cachées de gaz entre l'Algérie et l'Espagne. Cette «princesse» «met en contact des chefs d'Etat, des dirigeants politiques et de puissants entrepreneurs, le tout en échange d'émoluments conséquents», c'est-à-dire des commissions et autres pots-de-vin placés notamment en Suisse. L'année 2006 est celle où les affaires entre la princesse et le roi ont débuté, la presse espagnole d'investigation a démontré le rôle essentiel de la princesse allemande au profit de

grandes entreprises espagnoles. En 2007, notre «princesse» faisait partie de la délégation du roi d'Espagne en Algérie. C'est Chakib Khelil, ministre de l'Energie, qui sera désigné officiellement pour accompagner le roi Juan Carlos à Djanet pour une escapade pas uniquement touristique, loin des regards, en présence de notre «princesse» allemande. Il aurait été plus conforme par rapport au protocole que le roi, en pareil cas, se fasse accompagner par le ministre algérien de l'Intérieur ou celui du Tourisme. Ce fut le «début du commencement» du règlement des contentieux algéro-espagnols.

Cela fait maintenant dix mois qu'un mandat d'arrêt international est lancé contre l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil, sans que ce dernier ne soit inquiété. Bénéficie-t-il d'une protection ou est-ce les gouvernements étrangers qui ne coopèrent pas ?

L'actualité internationale de ces derniers mois foisonne de scandales de grande corruption impliquant des multinationales et où les gouvernements des pays riches sont de plus en plus permissifs, quand ils ne sont pas complices de ces pratiques. L'ampleur de ce danger hypothèque le devenir des conventions internationales contre la corruption, comme celle de 1997 de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), (organisation des pays riches) pénalisant la corruption de fonctionnaires étrangers dans les transactions commerciales internatio-

nales, et aussi celle des Nations unies de 2003. L'importance de la coopération internationale est essentielle pour contrer la corruption, coopération difficile à mettre en place. L'Algérie a le triste «mérite» d'apparaître comme un pays qui refuse de coopérer et tourne le dos à toute entraide judiciaire. Le pouvoir algérien continue de protéger les siens. Pour ce faire, il sollicite les autres pays dits «amis», dont les USA, pour sauver Chakib Khelil et le vaste clan des Bedjaoui, en usant de différentes pressions, dont un chantage économique et commercial et un partenariat sécuritaire.

Existe-t-il des velléités politiques d'étouffement des affaires de corruption qui impliquent des dignitaires du régime ?

Les affaires de corruption ne sont pas seulement étouffées. Le pouvoir étouffe et corrompt les institutions, dont la mission est de contrer ces affaires, et mène une lutte sans merci contre la société civile et tous ceux qui essaient de dénoncer les scandales.

La corruption sous toutes ces formes, notamment à l'international, est le fonds de commerce du pouvoir, à la fois pour enrichissement personnel, mais aussi pour des raisons de survie. Avec la manne pétrolière, le pouvoir a créé le «parti» de l'argent qui achète tout sur son passage et face à l'argent qui coule à flots à tous les niveaux, il n'y a presque pas de résistance. Et en même temps, l'argent a pris le pouvoir et la corruption en est le principal pourvoyeur. Les personnes sans scrupules se voient récompensées, tandis

que les personnes honnêtes sont persécutées et marginalisées. La légitimité de l'Etat en est gravement affectée. Par ailleurs, les ressources seront attribuées à des secteurs improductifs, comme la police, les forces armées ou d'autres organes de répression sociale, dans la mesure où ces «élites» au pouvoir cherchent à se protéger.

En Italie, la justice, qui a déjà lancé un mandat d'arrêt contre Farid Bedjaoui, connaît-elle des avancées ?

L'exécution de ce mandat n'est pas simple, le juge italien Di Pasquale est le seul à vouloir l'arrestation de Farid Bedjaoui et donc son extradition vers l'Italie. C'est un «colis encombrant», bien plus que ne l'était Abdelmoumen Khalifa, qui menace très sérieusement le pouvoir algérien.

Les Etats-Unis, l'Italie et la Suisse sont très actifs dans l'affaire de corruption entre Sonatrach et le groupe italien ENI-Saipem – scandale qui n'a pas encore tout révélé – mais pas pour les mêmes raisons. Ces pays, les Etats-Unis plus particulièrement, ont entre les mains un redoutable moyen de pression sur le pouvoir algérien. Cotée à Wall Street, la société italienne ENI fait l'objet d'une enquête du «Department of Justice american», les soupçons de corruption qui pèsent sur Sonatrach et ENI sont visiblement confirmés. La «securities & exchange commission» (SEC), le gendarme de la Bourse américaine, pourrait infliger à l'ENI (et sa filiale Saipem) une amende d'un montant maximum de 1,75 milliard de dollars. Aussi paradoxale que cela puisse paraître, la corruption entre Sonatrach et ENI-Saipem va plutôt profiter au Trésor américain, alors que cette amende devrait revenir à l'Etat algérien. La justice suisse collabore pleinement avec ses homologues américaine et italienne dans cette affaire. Une collaboration qui a abouti à l'identification de nouveaux mouvements financiers suspects, dont le transfert d'autres pots-de-vin à partir des comptes de Farid Bedjaoui dans des banques helvétiques vers des comptes d'un de ses proches qui a occupé différentes fonctions officielles ces dernières années. Les juges de Milan en charge

de ce dossier sont déterminés à poursuivre leurs enquêtes qui les ont menés jusqu'au Liban, une des places fortes du clan Bedjaoui. Par ailleurs, il faut relever l'arrestation en Italie, il y a quelques jours, de l'ancien ministre italien, Antonio Claudio Scajola, qui était en charge de l'Energie (de 2008 à 2010) et qui avait travaillé avec Chakib Khelil.

La presse fait état, ces derniers jours, des biens immobiliers que des dirigeants algériens possèdent en France. Pensez-vous que ces biens seraient mal acquis ?

Que ne ferait pas l'Europe qui se dit en crise pour équilibrer sa trésorerie et relancer son économie ? La mise en vente de la nationalité pour les étrangers non résidents bat son plein au sein des pays membres de l'Union européenne, c'est à qui mieux mieux, et on ne recule devant rien pour attirer l'argent des «nouveaux» riches des pays du Sud. Qu'importe la moralité des demandeurs et l'origine de leurs fonds. C'est là un nouvel instrument de captation de fonds extérieurs. Toutes les formules y passent : «Permis de résidence pour activité d'investissement», visas d'entrepreneur et d'investisseur, prétendants audit «visa gold». Où figurent les «riches» algériens dans cette ruée vers l'achat de nationalités européennes ? Une chose est sûre, ils sont de plus en plus nombreux, depuis au moins une dizaine d'années, à acquérir au prix fort une nationalité d'un pays européen, blanchissant très souvent l'argent mal acquis et qui ont toutes les facilités internes à faire fuir des capitaux à l'origine douteuse. Hypocrisie des Européens qui ferment les yeux sur l'origine de ces fonds, car après tout, ils récupèrent d'une main les pots-de-vin qu'ils ont versés de l'autre main. Ce que l'on appelle communément l'affaire des biens mal acquis (BMA) et qui impliquerait des dirigeants algériens, en fonction ou qui ne le sont plus, illustre l'importance de la notion de la déclaration de patrimoine des «agents publics». Terrible moyen de pression sur le pouvoir algérien : les inventaires de ces BMA sont tenus à jour par une série d'administrations et d'offices des pays d'accueil. H. O.



## CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DES NON-ALIGNÉS À ALGER

## Vieux discours, vraies préoccupations

Le Palais des nations était enveloppé, hier, d'un parfum des années 1970 à l'ouverture de la 17<sup>e</sup> Conférence ministérielle des pays non alignés. Cette résidence d'Etat, haut lieu des grandes messes diplomatiques, a arboré à l'occasion les couleurs du «tiers-monde» que les délégations de près de 80 pays étaient venues défendre comme au bon vieux temps de la lutte contre l'impérialisme. Tout a bien commencé avec l'allocation du sympathique du président bolivien, Evo Morales, dont le pays accueillera, courant juin, le sommet du groupe des «77» devenu aujourd'hui 133 pays et qui luttent solidairement pour leur développement. M. Morales a d'ailleurs invité les Non-Alignés à partager le combat du groupe des «77» pour l'amélioration des conditions socioéconomiques des pays membres. S'appuyant sur l'expérience de son pays, le président bolivien a mis en avant le «succès» de sa politique économique basée sur les «nationalisations et axée sur la reprise par l'Etat du contrôle et de l'exploitation des ressources naturelles». Il n'a pas manqué de souligner «l'opposition des puissances capitalistes» à cette politique en cours depuis une décennie qui a permis, d'après lui, de faire passer la Bolivie d'un pays «mendiant à un Etat émergent». Auparavant, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a planté le décor et donné le ton en faisant une plaidoirie en faveur d'une «mondialisation plus humaine». Ce néologisme diplomatique est contenu dans le discours du président Bouteflika à la conférence, grand absent de l'événement.

## BOUTEFLIKA, LE GRAND ABSENT

Une mondialisation plus humaine ? Voilà un concept qui cadre très mal avec un monde de plus en plus financiarisé, où les faibles ont de moins en moins de place.

Les participants à la 17<sup>e</sup> Conférence ministérielle des pays non alignés à Alger

Cet appel de Bouteflika prononcé sous une forme incantatoire ne risque pas, en effet, de sortir au-delà des travées du Palais des nations. Encore moins cette déclaration du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, pour qui la revendication d'un nouvel ordre économique international «reste une exigence» ! Il ne manquait au décor du Palais des nations que Houari Boumediène pour restituer l'ambiance du sommet de... 1973. Déjà que l'Arabie

Saoudite, les Emirats et le Qatar réputés pour leur alignement américain n'ont pas jugé utile de dépêcher leurs ministres des Affaires étrangères. Ils se sont contentés d'envoyer des représentants subalternes à la conférence d'Alger, juste pour faire acte de présence. Le constat vaut aussi pour le Maroc qui a délégué l'adjoint de son représentant à l'ONU et son ambassadeur à Alger. Le vice-ministre des Affaires étrangères du royaume d'Arabie Saoudite,

Abdelaziz Ben Abdallah Ben Abdelaziz, a certes déclaré le «soutien» de son pays au Mouvement des Non-Alignés (MNA) ainsi qu'à ses «orientations». Mais il a dû faire la moue face au ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, dont le pays est président en exercice du MNA, qui appelait à «renforcer les Non-Alignés pour plus d'efficacité et pour contribuer à la paix mondiale». De même que l'appel de Abdelmalek Sellal aux Non-Alignés à «unir leurs efforts pour éradiquer le terrorisme dans le monde», ne devait pas intéresser les délégués des monarchies du Golfe qui financent et arment les terroristes en Syrie.

Mais au-delà de sa tonalité quelque peu ringarde eu égard à la réalité du monde aujourd'hui, cette conférence d'Alger a eu ce mérite d'avoir montré l'engagement des uns et des autres, ne serait-ce que dans le discours, à se solidariser avec les faibles dans tous les sens du terme. Forcément, les monarchies du Golfe qui s'inscrivent et souscrivent aux agendas diplomatiques occidentaux, devaient être mal à l'aise dans ce monde d'en bas peuplé de pays pauvres.

Il faut noter par ailleurs que le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a pu s'adresser, via vidéoconférence, aux participants et saluer les efforts déployés par le mouvement dans «la résolution des conflits et la réduction de la pauvreté dans le monde». Il a aussi souligné que le MNA «a défendu des valeurs universelles, comme le respect des droits de l'homme et l'égalité pour tous les peuples et toutes les nations». Cette 17<sup>e</sup> conférence du MNA, placée sous le thème de la «Solidarité renforcée pour la paix et la prospérité», sera sanctionnée aujourd'hui par un document final, une déclaration d'Alger, une déclaration sur la Palestine et un rapport général.

Hassan Moali

## Le Maroc «hors d'état de nuire»

Il y a avait hier une atmosphère de guerre froide au Palais des nations. Le Maroc, qui s'est fait représenter par l'adjoint de son représentant à l'ONU et son ambassadeur à Alger, a dû regretter d'être là. Il a vainement tenté, le premier jour, de présider la très sensible commission politique de la conférence qui a été confiée finalement à l'Equateur. Deuxième déconvenue : sa mise à l'écart des discussions sur l'avenir de la Libye. Réputé pour sa maîtrise du lobbying, le Maroc n'a pas réussi cette fois à dicter sa loi en Algérie.

Comme ses homologues du Golfe, le royaume s'est contenté de marquer sa présence sans pouvoir influencer sur le cours des débats.

Il est même probable qu'il subisse un ultime camouflet avec la probable adoption d'une déclaration de soutien au combat du peuple sahraoui. Une chose est certaine, le Maroc est hors d'état de nuire au Palais des nations où il est entouré de pays ayant souffert et qui souffrent encore du colonialisme.

H. M.

LA LIBYE ET LA SYRIE :  
LES PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS

Sitôt les discours d'ouverture terminés, un groupe de diplomates s'affairait à rejoindre une salle attenante à la plénière pour parler de la Libye loin des caméras. Pilotée par l'Algérie, cette initiative visant à trouver une issue à la crise libyenne a été lancée en marge de la conférence. Autour du secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil El Arabi, les MAE algérien, libyen, égyptien, tunisien et malien échangeaient en coulisses sur la conduite à tenir pour régler la crise libyenne. Un communiqué devrait sanctionner cette médiation des pays en conclave sur lesquels le MAE libyen fonde de gros espoirs. «Nous espérons que nos amis algériens puissent convaincre les autres d'entreprendre une démarche pour trouver une issue à notre crise», a déclaré, le MAE libyen, Mohamed Abdelaziz, à la presse. Par ailleurs, un groupe planchait sur une autre initiative concernant la Syrie, pendant que la question palestinienne faisait l'objet d'une rencontre publique des délégués de plusieurs pays.

H. M.

## RÉVISION DE LA CONSTITUTION

## Ouyahia entamera les consultations dimanche prochain

Le calendrier fixé pour la révision constitutionnelle n'est nullement chamboulé par le rejet quasi total de la démarche présidentielle exprimé par de larges secteurs de l'opposition. Le ministre d'Etat et directeur de cabinet de la présidence de la République, Ahmed Ouyahia, va entamer les consultations à partir de dimanche prochain. «Dans le sillage des invitations qu'elle a adressées le 15 mai aux personnalités, partis, organisations, associations et compétences pour prendre part à la concertation sur le projet de révision de la Constitution, la présidence de la République entamera ces rencontres le dimanche 1<sup>er</sup> juin 2014», est-il indiqué dans un communiqué rendu public hier. La présidence de la République donne, dans le même communiqué, le nombre exact des invités qui ont composé leur ticket pour émettre leur avis sur la révision de la Loi fondamentale du pays. En tout, 150 invitations ont été adressées à des personnalités, des partis, des organisations, des associations et des professeurs d'université. La présidence de la République affirme ainsi que «30 personnalités sur 36 destinataires d'une invitation ont confirmé leur participation, 52 partis politiques sur 64 invités, 37 organisations et associations nationales destinataires d'une invitation et 12 professeurs d'université sollicités».

Autrement dit, six personnalités ont décidé de boycotter ces consultations, dont Mouloud Hamrouche, Ali Benflis, Khaled Nezzar, Sid Ahmed Ghazali, Ahmed Benbitour et Ahmed Taleb Ibrahim. Certains de ces personnalités ont eu à participer aux consultations menées en 2011 par le président du Sénat, Abdelkader Bensalah. Elles semblent avoir été déçues par les résultats de cette concertation reflétées par les propositions soumises aux invités.

Douze formations politiques ont également décliné l'invitation de la présidence de la République dont les membres de la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (RCD, MSP, Ennahda, FJD et Jil Jadid. Aussi, les Forces du changement, un conglomerat de partis ayant soutenu Ali Benflis lors de l'élection présidentielle du 17 avril dernier, ont décidé de ne pas aller parlementer avec l'ancien Premier ministre, arguant que «l'approche fondée exclusivement sur une révision limitée et sélective de la Constitution n'est pas la voie la plus indiquée pour la recherche d'une solution à la grave crise politique et institutionnelle à laquelle le pays est confronté». Le plus vieux parti de l'opposition, le FFS en l'occurrence, boycotte lui aussi ces consultations. Mais l'un des membres de son présidium, Mohand Amokrane Chérifi, y ira en sa qualité de conseiller principal de l'Institut des Nations unies pour l'information et la recherche. De son côté, Bouguerra Soltani, ancien ministre et ex-président du MSP, participera à ces consultations en tant que personnalité nationale, contrairement à sa formation. La présidence de la République axe ainsi sur les participants et décide, en dépit de la défection de la majeure partie de l'opposition, d'engager, sans tarder, ces consultations. Ainsi, durant la première semaine, Ahmed Ouyahia recevra au siège de la présidence de la République à El Mouradia, «neuf personnalités nationales, huit partis politiques, le président du groupe du tiers présidentiel au Conseil de la nation et deux organisations nationales». Ces rencontres seront «rapportées quotidiennement par les organes publics de presse qui en assureront la couverture». De son côté, la présidence de la République publiera hebdomadairement un communiqué faisant le point des rencontres tenues durant la semaine concernée. «Chaque personnalité, parti ou organisation pourra organiser sa propre rencontre de presse ou diffuser son propre communiqué, à l'issue de la rencontre qu'elle aura eue dans le cadre de ces concertations», ajoute la Présidence qui promet «une Constitution consensuelle» qui consacrera un Etat de droit.

M.A. O.

## ILS S'OPPOSENT À «LA PARITÉ HOMMES-FEMMES»

## Les islamistes s'agitent

La parité hommes-femmes dérange... les islamistes. Proposée par la commission Azzouk Kardoun comme une mesure devant être intégrée dans la nouvelle Constitution, elle suscite déjà une levée de boucliers. Comme pour le système de quotas réservés aux femmes dans les assemblées élues, imposé aux partis à l'occasion des élections législatives et locales de 2012, la proposition d'introduire l'article 31 bis dans la prochaine Loi fondamentale suscite déjà la polémique que l'on peut qualifier de stérile. Celle-ci est nourrie actuellement par le président du Front du changement (FC), Abdelmadjid Menasra. Omettant tous les débats sur l'équilibre des pouvoirs, le fonctionnement des institutions et même le respect de la Constitution, le président du FC, un nouveau parti islamiste, focalise toute son énergie sur l'article 31 bis proposé par la commission d'experts chargée par le président Bouteflika, en 2013, d'élaborer la mouture de la nouvelle Constitution. Un article qui stipule que «l'Etat œuvre à la concrétisation de la parité hommes-femmes en tant qu'objectif final et en tant que facteur d'émancipation de la femme, d'épanouissement de la famille, de cohésion et de développement de la société». Abdelmadjid Menasra menace de mener campagne contre «cette mesure jugée contraire aux principes de la religion et des constantes nationales». «Cet article reste flou. Il ne précise pas son objectif et le domaine dans lequel cette parité devra être effective. Si ceux qui la proposent visent les institutions élues, nous dirons que cela n'est pas démocratique. Si on impose un quota pour les femmes, cela devient une désignation et non pas une élection», souligne Rebouh Idris, chargé de communication du FC, contacté hier. Notre interlocuteur tente toutefois d'expliquer la position de son parti sur la «question des femmes». «En Algérie, la femme n'est pas un problème. Elle occupe des postes de responsabilité à tous les niveaux et cela n'est jamais remis en question. Pour nous, le plus important c'est la compétence. L'homme ou la femme ne doivent être jugés que sur leurs compétences», dit-il, estimant que l'article en question «serait dicté à l'Algérie par des organisations étrangères». Pourquoi une telle disposition dérange-t-elle Abdelmadjid Menasra ? Visiblement, ce transfuge du MSP refuse de s'adapter avec l'évolution du monde et de la société algérienne. Son discours sur cet article qu'il qualifie de «flou» et sa position par rapport à la femme font apparaître le vrai visage de cette islamiste radicale. Il s'agit dès qu'il s'agit de la situation des femmes, alors que les propositions de la présidence de la République en vue d'aller à une Constitution «consensuelle» offraient beaucoup de matière à débattre.

Madjid Makedhi

NOURIA BENGHABRIT. *Ministre de l'Education nationale*

# «L'enseignement de tamazight

Entretien réalisé par  
Nabila Amir et Fatima Arab

Les vieux démons se réveillent ! Vous avez subi des attaques pour vos origines prétendument juives. Qu'est-ce qui motive cette hostilité ?

Je pense très sincèrement que c'est un combat d'arrière-garde. Pour les vieux démons, on n'est plus aux années 1970 ou 80, on est en 2014. Je suis une Algérienne, sans complexe.

**Et pour vos origines ?**

C'est une méconnaissance totale et dramatique, et une absence de culture qui trahit ceux qui ont colporté ces informations. Mon grand-père, le fondateur de la Mosquée de Paris, était un grand humaniste. On reproche à cet homme son humanisme, lui, qui durant la Deuxième Guerre mondiale a sauvé des Juifs aux côtés des Arabes qui ont vécu dans la paix totale. Ce qui dérange est de porter aujourd'hui un nom qui représente cette paix fondée sur un grand humanisme.

**L'école algérienne est-elle sinistrée ?**

Très honnêtement non. Non ; pourquoi ? Parce qu'ayant eu à suivre toute l'évolution du système et ayant eu également à mener des enquêtes, j'ai constaté qu'il y a une telle complexité du système que vous pouvez avoir des zones et des classes où ça fonctionne de manière remarquable comme vous pouvez avoir effectivement des lieux, des espaces où les choses ne vont pas du tout bien. Lorsqu'on dit avoir près de huit millions et demi d'élèves scolarisés, ce serait à mon sens injuste de dire que l'école est sinistrée. Si je qualifie l'école de sinistrée, c'est aussi ne pas rendre hommage à ceux qui font des efforts gigantesques, et c'est, dans ce cas-là, partager simplement le point de vue de certains... Je n'ai jamais dit que l'école est sinistrée et ce n'est pas à moi de le dire maintenant. Seulement, je confirme que l'école vit un malaise.

**Je vous ai posé la question en référence à vos positions. Lorsque vous étiez au Crasc vous avez été critiqué à l'encontre du secteur éducatif. Faites-vous le même constat aujourd'hui en étant à l'intérieur du système ?**

En réalité, il y a des choses qui m'ont étonnée dans un sens comme dans l'autre. Je commence par les points positifs : le secteur a acquis un niveau de professionnalisme. Je prends juste l'exemple de l'organisation des examens. Je ne vous le cache pas, j'ai été extrêmement surprise surtout lorsqu'on voit la délinquance dans certains domaines et dans certains secteurs, notamment en rapport avec la règle de droit et de procédures. J'ai visité l'ONEC et au moment

du déroulement de l'ensemble du processus, j'ai été impressionnée. C'est comme une machine de guerre.

**Votre désignation à la tête de ce ministère coïncide justement avec les examens de fin d'année. Il s'agit là de votre premier test. Comment se présente l'organisation de ces épreuves ?**

Du point de vue organisationnel, je pense que nous sommes fin prêts. Bien évidemment, un pays aussi vaste que l'Algérie ne nous permettrait pas de donner des garanties à 100%. Ce sont des établissements qui fonctionnent avec des êtres humains et il suffit d'une petite allumette pour créer une situation insoutenable aux conséquences néfastes. Mais en ce qui nous concerne, on regarde du côté de la mécanique. Je distingue entre la mécanique qui est bien huilée et bien rodée et cette mécanique appliquée dans les contextes, que vous connaissez mieux que moi, où il y a des enjeux et des jeux. Ceci dit, j'ai rencontré les syndicats il y a une quinzaine de jours et il me semble qu'il y a, c'est du moins ce que j'ai ressenti vis-à-vis d'eux, un esprit de responsabilité partagée. La plupart sont des parents d'élèves. Ils ont des enfants et ils sont unanimes à dénoncer le phénomène de la triche. Je crois que si l'on tente de rééditer le scénario de l'année dernière, c'est toute l'Algérie qui en subira les conséquences.

**L'année dernière un dispositif antitriche rigoureux avait été mis en place, mais cela n'a pas empêché les candidats de frauder. Qu'en est-il pour cette année ?**

Juste pour cibler. Oui, il y a eu fraude l'année dernière. Oui, dans certains établissements, mais c'était une minorité. Des 600 000 candidats, il y a eu 2300 fraudeurs. Même s'il y en avait un seul, ce serait un de trop et ce n'est pas à moi en tant que pédagogue de le minimiser. C'est juste pour repositionner la question dans son ensemble, ce qui s'est passé l'année dernière est condamnable et ce qui s'est passé cette année est aussi catastrophique. Des élèves ont saccagé un lycée parce qu'ils ont été empêchés d'y entrer. Ce genre de comportements est indicateur d'un malaise. L'année dernière, il y a eu aussi dans certaines régions une complicité parents/enfants. C'est du jamais vu dans les annales de l'histoire : comment des parents deviennent complices d'une fraude. A quel type d'éducation et à quel type de valeur sommes-nous confrontés ? Cela signifie qu'il s'agit là de la partie émergée de l'iceberg. Il y a une nécessité de déployer et de développer une charte d'éthique.

**L'année dernière, le ministre de l'Education avait décidé d'appliquer la loi contre les tri-**



PHOTO : B. SOULHI

**cheurs, mais le Premier ministre a court-circuité cette décision en allégeant les sanctions...**

Oui, mais les tricheurs ont tous été sanctionnés. L'on retiendra cependant la remise en cause par le Premier ministre des décisions du ministre de l'Education nationale.

C'est la crédibilité de celui-ci qui a accusé un coup... Là, nous sommes vraiment dans le domaine du politique et d'une gestion politique d'une situation. Nous pourrions aussi accrédi-ter l'idée que si une telle décision a été prise, c'est qu'elle pouvait s'imposer aussi, certainement de l'extérieur mais aussi par rapport à un contexte géostratégique. L'année dernière, et c'est une première, un dispositif antitriche rigoureux avait été mis en place, mais la nouveauté pour cette année et pour que nul ne puisse ignorer la loi, nous avons essayé, en tant que ministre, de mettre l'information au plus près de l'élève. Nous avons envoyé des dépliants en même temps que les convocations, nous avons affiché le contenu de la loi contre la triche dans les salles de classe. On peut retenir l'effet de surprise l'année dernière, cette année, les candidats ne peuvent pas dire qu'ils ne connaissent pas la loi et nous serons intransigeants. Les tricheurs seront exclus pour une durée de cinq ans. Est-ce que l'enjeu vaut l'exclusion ? Nous avons également mis trois surveillants et pour jouer un rôle dissuasif, nous avons élaboré des autorisations. Nous avons constaté que lorsque les épreuves débutent, il y a une navette entre la classe et les toilettes. Le fait de prendre une autorisation a un rôle dissuasif. S'il y a des infractions, la loi sera appliquée dans toute sa rigueur.

**Aujourd'hui, le secteur est confronté à une problématique grave qui est le seuil des cours. Une exception qui est devenue une exigence.**

**Comment allez-vous agir pour rétablir la situation ?**

Vous avez raison de dire que ce problème s'est installé dans le temps. Cette mesure dure depuis 7 ans. Ce qui était une situation exceptionnelle en 2008, à cause de la longévité des grèves, est devenue aujourd'hui un droit. Elle s'est non seulement imposée mais, mieux encore, dans certaines wilayas, on nous demande de faire au-delà du seuil : c'est-à-dire le seuil du seuil ! Ceci est grave. Là on aura une Algérie à configuration multiple : seuil 1, seuil 2, seuil 3. Peut-on appeler cela un baccalauréat national, qui, lui, est un grade universitaire ? Vous savez qu'aujourd'hui le taux d'échec en première année à l'université se situe entre 70 et 80%. La mise en œuvre de ce qui était exceptionnel et qui est devenu au fil des négociations un acquis a causé d'énormes contraintes à l'enseignement supérieur.

**Comment allez-vous endiguer ce problème ?**

De diverses manières : la première en expliquant qu'aujourd'hui comparativement aux autres pays, l'Algérie est loin du peloton de tête en matière de semaine d'enseignement. Nous faisons 30 semaines d'enseignement et ailleurs, c'est entre 38 et 40. C'est la même chose en matière d'heures d'enseignement. En faisant cette comparaison et en nous mettant à niveau sur l'international, nous remettons les pendules à l'heure. Actuellement, notre objectif est de redonner du sens à la réforme du système éducatif qui a été mise en œuvre mais qui n'a pas bénéficié, malheureusement, de toutes les conditions. Parmi ces dernières, une est importante : la stabilité. La réforme appliquée à partir de 2002 a été un peu en décalage, en fonction des contextes, surtout politique. En somme, il y a eu une sorte de désarticulation.

**Vous confirmez que la réforme a été vidée de sa substance ?**

Vidée de sa substance non, mais le fait qu'il n'y ait pas une mise en cohérence l'a affaiblie. La réforme a été insuffisamment prise en charge en termes d'explication et de sensibilisation. Lorsque la commission Benzaghoul a finalisé le projet de réforme, nous avons établi un pronogramme et on a expliqué que pour le mettre en œuvre, il faut, absolument, se mettre en lien, non seulement avec la société mais avec l'ensemble des acteurs. Si on applique la réforme par petits bouts, inévitablement nous perdons son fil conducteur. Depuis que je suis à la tête du ministère, j'ai lu des dizaines de rapports et je déduis que nous avons les ingrédients nécessaires pour mettre sur les rails cette réforme. De mon point de vue, il y a un optimisme parce que tous les ingrédients sont là et ces derniers ont été préparés par mes prédécesseurs. Si nous mettons en synergie ces ingrédients, je pense que le saut qualitatif dont tout le monde rêve peut devenir une réalité.

**Mais avec l'application de cette réforme, il y a eu un désordre. Les parents, les élèves, les enseignants se plaignent de la surcharge des programmes et du contenu des manuels...**

Dans le désordre, il y a eu beaucoup de confusion. Le rapport Benzaghoul n'a pas été mis à la disposition de la communauté éducative pour lequel tout le monde est partie prenante. Il fallait vendre la réforme Benzaghoul. Il fallait la mettre à la disposition de tout le monde. Une réforme a besoin d'être expliquée.

FIND NEW ROADS

CHEVROLET

**SOYEZ CONNECTÉS**

CHEVROLET SAIL 1.2 ESSENCE

**950 000** DA TTC

LIVRAISON IMMÉDIATE

**Blue Tech**

ÉDITION

KIT BLUETOOTH OFFERT + CLIMATISATION  
DIRECTION ASSISTÉE + RADIO CD MP3  
LÈVE VITRES ÉLECTRIQUES AV/AR...

INFORMATION CHEVROLET  
021 98 00 61

DIAMAL

3 GARANTIE ASSISTANCE



# doit être obligatoire»

Une évaluation de la réforme a été faite par les services de ce département. Baba Ahmed avait annoncé quelques mesures pour la rentrée 2014-2015, comme l'allègement du programme et la deuxième session du bac. Ces mesures sont-elles toujours d'actualité ?

A mon avis, le système éducatif, qui est le relais d'autres «systèmes», est passé par une période chaotique. A une certaine étape, tout en s'occupant de l'application de la réforme et de son suivi, il fallait faire face à des situations d'urgence générées par d'autres. Il y avait les grèves... Tout ce que je peux vous dire, c'est que tout le travail fait auparavant sera poursuivi. D'ailleurs les assises nationales de l'éducation se tiendront à la mi-juillet. Nous avons été perturbés par des dysfonctionnements dans certaines régions. Dans certains cas, il n'y a pas eu suffisamment d'enseignants. Ce sont des facteurs qui ont constitué un argument pour maintenir le seuil. Il y a eu même des revendications de fixer un seuil dans le seuil...

Il n'y a pas que les assises nationales de l'éducation... Baba Ahmed a annoncé certaines mesures pour la rentrée de 2012-2015, comme l'allègement des programmes et la programmation de la deuxième session du bac...

Après la fin des examens et tout le travail y afférent, nous allons organiser les assises de l'éducation avec l'ensemble

des partenaires, parents d'élèves, pédagogues, syndicats des enseignants et la presse. Nous avons également les rapports finalisés sur tous les aspects développés dans le cadre du débat engagé sur la réforme. C'est un processus qui n'a pas été interrompu. Il se poursuit.

**Vous avez rencontré les représentants des syndicats et ceux des parents d'élèves. Des échanges ont eu lieu durant plusieurs jours. Peut-on connaître les propositions qui ont émergé à l'issue de ces rencontres ?**

Les propositions émanent aussi de tous les acteurs sur le terrain. En dehors des questions pédagogiques qui ont constitué une part importante de ces rencontres, des propositions ont concerné les questions liées à la surcharge des classes et des programmes.

La position contre le seuil fixé des cours concernés par l'examen du bac appelé communément «ataba» a fait vraiment l'unanimité. Cette unanimité signifie qu'il y a une certaine maturité concernant cette question, qui n'existait pas il y a quatre ou cinq ans. Il n'y a pas un seul syndicat, parmi ceux que j'ai rencontrés, qui ait demandé à ce qu'il y ait maintien de cette mesure. Les parents d'élèves non plus n'ont pas fait part d'une telle revendication. Je pense qu'il y a un consensus autour de la nécessité de se pencher que la qualité de l'enseignement. L'été sera studieux ; nous allons donc tenir des tables de négociations autour de points bien précis. Prenons l'exemple de la surcharge des programmes. Nous comptons tenir un

plateau sur la question où tout le monde donnera son avis. Puisque ce sera entre la mi-juin et la mi-juillet, probablement vers le 20 juillet, nous tiendrons les assises. Des mesures de salubrité publiques vont être prises et je le répète encore une fois avec l'ensemble des acteurs du secteur.

**Avez-vous les mains suffisamment libres pour réaliser les choses comme vous les concevez ? Vos prédécesseurs n'y ont pas toujours réussi...**

Est-ce la politique ou le mode de management ? Le politique a souvent le dos trop large... Ce que je peux dire en mon âme et conscience, en tant que ministre de l'Éducation nationale, c'est qu'il y a une conjoncture favorable et une solidarité gouvernementale, et, honnêtement, au moins avec les deux collègues de l'Enseignement supérieur et de la Formation et de l'Enseignements professionnels. On ne peut pas mettre en œuvre tout ce qu'on est en train de faire sans l'appui de ces deux ministères. C'est dans cette optique que nous allons mettre en place, juste après les examens, l'observatoire de l'éducation et de la formation professionnelle composé des trois ministères (Éducation nationale, Formation et Enseignement professionnels, et Enseignement supérieur).

**Comme le pacte signé avec les syndicats ?**

Les syndicats demandent l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles ; un pacte a été signé avec le gouvernement. Il s'agit maintenant de le mettre en place... Il y a tous les ingré-

dients pour réaliser ce saut qualitatif. Il fallait cumuler des années durant, on ne pouvait pas le réaliser à partir de rien... C'est tout à fait normal, il faut ajuster à fur et à mesure. Je répète encore une fois, il ne peut y avoir de démarche ou de réforme sans ajustement.

**Cet ajustement est-il suffisant pour redonner au baccalauréat sa valeur et au niveau scolaire sa crédibilité ?**

Sur la question de la valeur, moi, je vous renvoie la théorie économique de l'offre et de la demande. Je m'explique : avant, nous étions une minorité à avoir décroché le bac, actuellement, il y a une moyenne de 40 à 45% des élèves qui décrochent annuellement leur baccalauréat. Même la licence et le doctorat n'ont pas la valeur des années précédentes, selon cette logique. Durant de longues années, on s'est focalisé sur la certification. On a axé tous les efforts là-dessus et on s'est peu soucié de ce que représentait réellement cette certification. Le défi maintenant, c'est de centrer les efforts sur la qualité du diplôme et accorder beaucoup d'importance à l'expérience qu'à l'ancienneté. Il y a trois leviers à relancer, celui de la refonte pédagogique, l'amélioration de la professionnalisation des enseignants et la gouvernance. C'est avec le pilotage de ces leviers dans le cadre d'une approche où les partenaires sociaux ont leur place que l'on pourra redonner cohérence à notre démarche et on pourra ensuite passer à autre chose.

**Quelle est la première décision que vous allez prendre ?**

Mettre en place les dispositifs d'évaluation et d'observation. Une école qui n'est pas suivie et évaluée régulièrement et où il y a peu de recherche ne peut jamais être une école performante.

L'Institut national de recherche en éducation doit absolument retrouver sa place, d'où notre objectif de changer le statut de cet établissement de recherche. Pour évaluer la réforme et prendre les décisions nécessaires, il faut que nous disposions d'enquêtes et de recherches. Dans ce domaine, le secteur était fermé, si je prends ma casquette d'avant. Il faut aussi réactiver les appareils d'analyse des résultats des examens pour disposer d'outils de pilotage du réajustement tant recherché.

**Y aura-t-il des décisions concernant l'enseignement de tamazight ?**

Pour tamazight, il faut engager une réflexion et pas uniquement sur les caractères.

Il y a un travail qui se fait sur l'académie de tamazight. Cette académie est fondamentale si on veut avancer dans la normalisation.

**Le statut facultatif de l'enseignement de tamazight est présenté comme une entrave à la promotion de cette langue...**

C'est une deuxième réflexion à lancer. Je suis tout à fait d'accord qu'il ne faut surtout pas «ghettoïser» cette langue. Eu égard à son statut aujourd'hui de langue nationale, il faut qu'elle se positionne. Et pour se positionner il faut que son enseignement soit obligatoire.

N.A. et F.A.



**Fromagerie BEL ALGERIE, Spa au capital social de 2 358 693 000 DA**

## Avis d'appel d'offres national ouvert n° 01/2014

La société Fromagerie Bel Algérie SPA, sise au 42 rue de la Madeleine, Hydra, Alger, lance un avis d'appel d'offres national pour le transport de marchandises.

**Cet avis appel d'offres est destiné aux transporteurs spécialisés dans le transport frigorifique et le transport sec catégorie 20 tonnes.**

Les transporteurs qualifiés et intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges en faisant une demande à l'adresse mail suivante :

**appels-offres@groupe-bel.com**

Les demandes par mail doivent être accompagnées :

- ✓ D'une présentation du transporteur
- ✓ D'une copie du registre du commerce
- ✓ D'une copie des polices d'assurance de la flotte

La date de dépôt des offres est fixée au 10e jour à compter de la première parution de cet avis dans la presse nationale. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée des dépôts des offres est prorogée au jour ouvrable suivant.

## EPE/SPA RAIL-LOGISTIC

### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 02/2014

L'Entreprise RAIL-LOGISTIC Spa lance un avis d'appel d'offres national pour «travaux de réalisation d'une plateforme pour l'entreposage de conteneurs», sise zone industrielle de Rouiba.

Les entreprises spécialisées intéressées peuvent retirer le cahier des charges au siège administratif sis 3, rue des Frères Boulahdour, Alger-Centre, contre paiement de la somme de 10.000 DA et une procuration dûment visée pour le représentant de l'entreprise.

Les offres contenant les pièces réglementaires doivent être déposées sous double enveloppe à l'adresse suivante :

**EPE/SPA RAIL LOGISTIC**

**Direction des moyens**

**3, rue des Frères Boulahdour, Alger**

au plus tard 30 jours à partir de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux, soit le 01.07.2014 à 13h00, passé ce délai, aucune offre ne sera acceptée.

L'enveloppe intérieure portera en plus le nom et l'adresse du soumissionnaire.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne doit porter que la mention suivante :

**Avis d'appel d'offres n° 02/2014**

**Confidentiel «A ne pas ouvrir»**

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres. Les offres incomplètes ou comportant des documents non valides seront déclarées irrecevables et rejetées.

L'ouverture des plis aura lieu le jour correspondant à la date et l'heure limites de dépôt des offres en séance publique devant et en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

## EXAMEN DE FIN DU CYCLE PRIMAIRE

# Epreuves abordables, soulagement pour les parents

**M**ercredi 11h, place du 1<sup>er</sup> Mai à Alger. Devant le portail de l'établissement Aïssat Idir, des parents attendent avec impatience la sortie de leurs enfants. Une demi-heure plus tard, comme lors de la sortie des classes, les candidats, tout sourires, rejoignent en courant leurs familles. C'est le grand soulagement ce matin pour ces candidats à l'examen de fin de cycle primaire (ex-6<sup>e</sup>). La joie se lisait sur le visage de tous les chérubins. Les sujets de maths et de langue arabe étaient très abordables. Soulagé, Mabrouk, une fois le portail de son école franchi, court vite vers sa maman pour lui exprimer sa grande émotion. Tout souriant, l'enfant de 11 ans a trouvé les sujets de mathématiques et d'arabe «très faciles». D'ailleurs, il nous a confié que c'est sans peine qu'il a résolu tous les exercices de maths avant même la fin du temps imparti à cette matière. «Celui-là est un triangle droit et le second est un rectangle», répondait-il à sa mère qui lui demandait de lui fournir ses réponses. C'est l'exercice n°2 du sujet de maths, où il est demandé aux candidats de nommer les figures géométriques qui leur ont été proposées. Au menu, trois autres exercices et un problème. Pour le sujet d'arabe, les élèves ont planché sur le thème



L'examen n'était pas trop compliqué, selon les élèves

«Les bienfaits des livres». «C'est sûr que tu as répondu comme tu viens de m'expliquer ?», demande une autre dame à sa fille, devant l'école Ibnou Nass, avant qu'elle ne s'inquiète de savoir si elle a ramené son brouillon pour vérifier ses réponses. Pour Amina, les deux examens étaient à sa portée. «Sahel bezzeff», lance-t-elle très contente à l'adresse de sa mère, à la sortie de l'école Menani I. Dans cet établissement, les candidats venus des écoles privées et publiques ont été mélangés dans les mêmes salles d'examen. Samir, lui aussi, sort satisfait de ces épreuves ; il a même oublié sa jaquette à l'école,

tellement il était pressé de rassurer son père qui l'attendait devant le portail. «Difficile ? Je te jure qu'un élève de 3<sup>e</sup> année primaire pourrait le faire», nous défie-t-il. Du coup, c'est déjà la fête pour certains parents d'élèves qui n'ont pas hésité, une fois la joie de leur enfant ressentie, de lancer des youyous. Il faut dire que c'est une délivrance pour eux qui étaient, avant ces épreuves, très inquiets et stressés. Surtout en ce qui concerne l'épreuve de français pour laquelle beaucoup de parents n'ont pas manqué de nous livrer leurs craintes. A noter que les candidats ont eu droit au repas de midi gratuit-

tement au niveau de l'ensemble des centres d'examen. Au menu, dans les établissements de la capitale, du pain, du fromage, du chocolat, de l'eau minérale, une brique de jus et des biscuits. Le matin, avant le début des épreuves, les bambins ont reçu des bonbons. Il est fort à parier que le taux de réussite à cet examen, dont l'annonce des résultats est prévue pour le 14 juin, serait important eu égard aux impressions que nous ont livrées les candidats. Mais pour ceux qui essuieront un échec, une autre chance de rattrapage leur sera donnée le 25 juin prochain. Bienvenus au CEM, chérubins ! **Rabah B.**

PHOTO: B. SOUHLI

## SON LEADER CONDAMNÉ À UN MOIS DE PRISON

### La CNDDC organise une nouvelle marche à Ouargla

**A**u moment où Tahar Belabès, leader de la Coordination nationale de défense des droits des chômeurs, comparait devant la cour de Ouargla pour répondre une nouvelle fois, en compagnie de quatre autres chômeurs, d'une accusation d'attroupement non autorisé, les membres du bureau de la CNDDC tenaient une assemblée pour donner les dernières retouches aux préparatifs de la marche du 29 mai. La cour de Ouargla a entre-temps confirmé le jugement rendu par la première instance, quelques mois plus tôt, à l'encontre de Belabès et ses amis, à savoir un mois de prison ferme et une amende de 50 000 DA pour Tahar Belabès et un autre chômeur, tandis que les deux autres ont bénéficié d'une relaxe. Cette nouvelle condamnation, jugée «excessive et inutile» par Abdelmalek Ihek, coordinateur général de la CNDDC, a attisé la colère des chômeurs. «Ils sont encore plus déterminés à dénoncer l'arbitraire aujourd'hui à Ouargla».

#### COLÈRE ET INDIGNATION

Ils annoncent une grande marche, peut-être pas une nouvelle «Milyonia» mais une manifestation qui mobilisera beaucoup de monde et qui aura pour point de départ l'agence BADR sur l'avenue de la Palestine, vers le siège de la wilaya, soit quelque 200 m à parcourir. Au programme, «stopper les poursuites judiciaires et la matraque policière» «appeler Sellal à rendre publics les résultats de la commission venue la semaine dernière à Ouargla», «demander des comptes au gouvernement, un mois après l'élection présidentielle». Voilà donc les slogans que prépare le quartier général de la CNDDC, à Gherbouz, pendant que les diplômés en hydrocarbures de l'université de Ouargla battent le pavé devant la wilaya pour demander au wali de Ouargla d'obliger Sonatrach, qui leur a fait passer un test d'embauche dans le cadre de l'offre no29/13/DRH/AST du 3 janvier 2013, de concrétiser le recrutement des 30 diplômés. La rue ne cesse de voir des chômeurs se regrouper pour dénoncer les mêmes dépassements, le même manque de transparence et les mêmes marques de mépris qu'ils subissent les chômeurs devant les guichets de l'ANEM et au niveau des entreprises pétrolières. Les foyers de tension se multiplient et il ne se passe pas un jour sans qu'une nouvelle catégorie de demandeurs d'emploi ne se manifeste et occupent la rue. La CNDDC continue pour sa part, depuis une quinzaine de jours, ses tentatives d'organiser une «vraie marche» au lieu des sit-in quotidiens tolérés par les forces de l'ordre parce que confinés à la seule placette en face de l'agence BADR, le soir, et l'agence Air Algérie, le matin.

#### QUAND LE DG DE L'ANEM ENQUÊTE À L'ANEM

Eux contestent la présidence de la commission d'enquête, dépêchée par le Premier ministre, par le propre directeur de l'Anem, Mohamed Tahar Chaïlali, en compagnie de Fodil Zaïdi, directeur général de l'emploi et de l'insertion au ministère du Travail. Cette commission a sillonné les instances de l'ANEM 48 heures durant pour quitter en queue de poisson la ville, jeudi dernier, sans aucune mesure concrète au profit des chômeurs, hormis de nouvelles promesses d'amélioration de la qualité de l'accueil. La CNDDC estime que le DG de l'ANEM ne fait que cautionner les dépassements de ses subordonnés et fait du limogeage des directeurs de l'agence de wilaya et de celle de Ouargla I son fer de lance. Bref, une nouvelle fois, le gouvernement est mis au pied du mur par la CNDDC qui demande des comptes et du concret allant au-delà de l'annonce de chiffres officiels, à savoir 11 011 demandeurs d'emploi au niveau de la wilaya de Ouargla et 7 253 placements effectifs au niveau des entreprises de Hassi Messaoud au 31 décembre 2013, selon la liste électronique notifiée par l'ANEM au wali de Ouargla. **Houaria Alioua**

## PÉDAGOGUES, ENSEIGNANTS ET PARENTS D'ÉLÈVES POUR LA SUPPRESSION DE L'EXAMEN

**L**a réforme du système éducatif imposant l'examen de 5<sup>e</sup> année du cycle primaire s'inscrit dans une logique contradictoire de la loi sur l'orientation scolaire qui correspond à une scolarisation obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, soit 9 années de scolarité, qui est un droit consacré par les Lois fondamentales du pays. C'est du moins ce que relèvent de nombreux spécialistes en la matière. Enseignants, parents d'élèves et pédagogues trouvent inutile l'organisation de cet examen pour le passage au cycle secondaire qui pénalise les enfants sur le plan pédagogique et psychologique d'une part, et qui mobilise des moyens matériels, humains et pédagogiques d'autre part. Plus de 81 000 surveillants, 15 000 correcteurs et 3350 observateurs sont mobilisés pour assurer le déroulement de cet examen. Accéderont à la première année de l'enseignement moyen ceux qui obtiendront une moyenne égale ou supérieure à 5 sur 10. La moyenne est calculée sur la base de la moyenne annuelle de l'année scolaire ajoutée à la moyenne générale de l'examen divisée par deux, selon l'Office national des examens et concours (ONEC). Une session de rattrapage est prévue un mois après, soit le 25 juin. L'objectif de cette évaluation est bien sûr d'éliminer les élèves médiocres, qui finiront par abandonner et

leur nombre ne fera qu'augmenter au vu de la qualité de l'enseignement et de la formation au niveau du cycle primaire. Un point négatif d'une ineptie qui n'obéit à aucune logique, estime Ahmed Tessa, pédagogue. Pour lui, cet examen porte préjudice à l'équilibre mental des élèves à cause de la pression exercée par les parents et par le système. Comme cela angoisse aussi les parents qui se réfugient dans des solutions de facilité en ayant recours aux cours de soutien payants, a souligné M. Tessa, avant de rappeler que l'examen de 6<sup>e</sup> a été instauré par les Français au XIX<sup>e</sup> siècle pour éliminer les enfants des pauvres et des ouvriers, on l'appela à l'époque le baccalauréat de l'école primaire. «L'examen de 6<sup>e</sup> et le brevet sont les symboles de la pédagogie sélective qui crée l'apartheid scolaire», a-t-il estimé. Il appelle ainsi à supprimer les examens basés sur le bachotage et le paracaurisme, «sources de pression et de business», a-t-il signalé. Pourquoi ne pas revenir aux méthodes utilisées durant des années, tenir compte de toutes les notes de l'année pour justement éviter cette angoisse qui pourrait faire échouer, à travers cette compétition, quelques bons élèves ? Meriane Meziane, enseignante et président du Snapect, estime que le moment est venu pour supprimer cet examen qui est en

contradiction avec la loi d'orientation scolaire. Outre l'appréhension face à ce concours qui engendre stress et angoisse, «le plus grave c'est lorsqu'un élève est recalé et qu'il se retrouve avec des plus jeunes que lui. Un obstacle psychologique que l'enfant aura du mal à surmonter», a-t-il estimé. Et de proposer la création d'une classe spécifique pour préparer les recalés au cycle secondaire au lieu d'organiser une session de rattrapage et de les faire passer avec un niveau faible. L'examen de 5<sup>e</sup> est inutile, pour le président de la Fédération des parents d'élèves, Hadj Bachir Delalou. Il estime qu'il est aberrant d'organiser un examen et mobiliser des moyens extraordinaires pour faire composer des bambins sur trois matières alors qu'ils ont travaillé durant toute l'année sur 9 matières. Pour lui, il est temps d'ouvrir ce dossier et écouter les spécialistes en la matière, à savoir les pédagogues : «Nous attendons les assises nationales que compte organiser le ministre de l'Éducation.» Pour le président de l'Association nationale des parents d'élèves, Khaled Ahmed, il est plutôt urgent de réorganiser le cycle primaire en le rallongeant d'une année et faire passer un examen avec deux matières en plus des trois (sciences et histoire-géographie) et supprimer la session de rattrapage. **Djamila Kouria**

**SOLUTIONS INFORMATIQUES**  
Nous vous proposons  
des Solutions  
Informatique  
Personnalisées :  
(Superette, Vêtement  
Restaurant, Cosmétique)  
Spécialiste de Développement des logiciels  
www.bpsol-dz.com  
0775 39 67 50 / 0551 99 32 13

**LA TUNISIE a Partir de 35.000DA**  
-----LA SEMAINE HOTEL 4\*\*\*\*\*  
**MAROC** **TURQUIE**  
AGADIR - MARRAKECH ANTALYA - ISTANBUL  
www.get-tours-dz.com  
PLUSIEURS DEPARTS AU MOIS D'AOUT  
HOTELS 4\*\*\*\* ET 5\*\*\*\*  
BILLETS D'AVION INCLUS  
ALL INCLUSIVE ET DEMI PENSION  
TRANSFERTS-GUIDES-ASSISTANCE-VISAS  
**GET TOURS**  
130.000 DA TOUT COMPRIS 180.000 DA TOUT COMPRIS  
021-66.24.12\*\*\*0561.222.300

**IFOSHE**  
Institut de Formation Sécurité, Hygiène et Environnement  
Agréé par l'Etat  
Organise des journées techniques sur La  
Prévention Routière  
ALGER le 12 juin - / / BEJAIA le 15 juin - / / HASSI MESSAOUD le 18 juin /  
Nous programmons des inscriptions pour d'autres dates  
Pour plus d'informations, Tél. 06 61 63 50 50 / 05 52 53 28 86  
Email: hseconsulting06@gmail.com / site web: www.ifoshe.com



## ÉCONOMIE

FORUM DES CHEFS D'ENTREPRISES

# Rebrab claqué la porte

● Le projet de Cevital de trituration de graines oléagineuses dort depuis dix années dans les tiroirs du gouvernement.

Issad Rebrab, patron de Cevital, une entreprise qui fait l'essentiel du chiffre d'affaires du Forum des chefs d'entreprises (FCE), est définitivement en désaccord avec cette organisation patronale. Et pour cause, certains des patrons du FCE jouent aux mauvais espions auprès des autorités. «Il était vraiment triste de découvrir que certains confrères intoxiquent certains décideurs en leur rapportant des propos déformés. Des confrères qui sont très proches de certains décideurs. Et certains de ces confrères sont membres justement du Forum des chefs d'entreprises que j'ai finalement décidé de quitter», révèle Issad Rebrab sur un ton amer, interviewé hier par le site d'informations TSA. Le patron de Cevital a déploré, par la même occasion, ces comportements pour le moins frauduleux et honteux, auxquels s'adonnent des patrons du FCE à son encontre. L'intox à laquelle se livrent les mauvaises langues du FCE est à l'origine du blocage dont sont sujets ses projets. Face à de telles révélations, le FCE serait incapable désormais de cacher la poussière sous le tapis quant à ses connivences avec le pouvoir. Le soutien apporté par l'organisation au quatrième mandat de Bouteflika en dit déjà trop. Issad Rebrab dit avoir mené une enquête pour débusquer ces patrons qui faisaient le coup du père François. «J'ai décidé de ne plus renouveler mon adhésion au FCE car je ne



Complexe Cevital à Béjaïa

pouvais pas m'asseoir à la même table que ces gens-là. Des gens que j'ai aidés. C'est ce qui m'a fait très mal.» La déchirure fait pleurer un colosse. Le patron de Cevital, qui s'appliquait pourtant, contre vents et marées, à créer des emplois et des richesses dans une économie totalement anesthésiée par le clientélisme, subit les pires persécutions dans son propre pays. Bloqué en Algérie, le patron de Cevital bénéficie de toutes les bénédictions des dirigeants africains et européens, notamment français et espagnols. Cevital vient de rallier les fleurons, mais non des moindres, des industries française et

espagnole, à l'image d'Oxxo et de FagorBrandt. En Algérie, les projets de Cevital font face à d'énormes écueils. Son projet de trituration de graines oléagineuses dort depuis dix années dans les tiroirs du gouvernement. Tout comme son projet de pétrochimie «qui pourrait à lui seul créer près de 3000 PME-PMI et engendrer de 600 000 à 900 000 emplois», explique Issad Rebrab dans son interview accordée à TSA. Le même sort a été réservé à son troisième projet dans le domaine de la sidérurgie. Les Qataris ont été privilégiés à Bellara (Jijel), alors que le complexe d'ArcelorMittal (Annaba)

des Indiens s'est vu renflouer ses caisses par l'argent des banques nationales sans que l'on associe un seul industriel algérien. Les révélations d'Issad Rebrab ont fini par lever le voile sur certains motifs de ce blocage.

Des patrons du FCE tirent les marions du feu en le discréditant auprès des autorités du pays. «Je ne peux rester et m'asseoir avec de tels confrères : au lieu d'essayer de travailler à promouvoir l'économie nationale, ils tentent d'avoir des faveurs en enfonceant leurs confrères», conclut le patron de Cevital, visiblement déçu.

Ali Titouche

## FIA Lancement de la 47<sup>e</sup> édition

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a officiellement inauguré hier au Palais des expositions des Pins maritimes, à Alger, la 47<sup>e</sup> édition de la Foire internationale d'Alger (FIA). Accompagné de plusieurs membres du gouvernement et de représentants du corps diplomatique accrédité à Alger, il a entamé sa tournée par le stand des Etats-Unis d'Amérique, invités d'honneur de cette édition. Sellal a exhorté les opérateurs américains à investir davantage dans des secteurs «d'avenir», en citant entre autres l'industrie, le tourisme et l'énergie. Il a ensuite visité les stands de nombreux participants étrangers et locaux.

Le ministre du Commerce, Amara Benyounès, a affirmé pour sa part que la FIA permettra des rencontres d'affaires entre des opérateurs économiques algériens et étrangers. «C'est aussi une occasion de promouvoir le produit national. Nous espérons que des contrats de partenariat seront signés à cette occasion», a ajouté le ministre. La présence d'un nombre important d'entreprises étrangères est la preuve manifeste, selon lui, d'un intérêt grandissant de celles-ci envers le marché algérien. Cette manifestation économique, qui s'étalera jusqu'au 2 juin, réunit 1045 entreprises nationales et étrangères. Les quelque 600 entreprises étrangères présentes à la FIA viennent de 37 pays, dont 27 sous pavillons officiels : 8 pays d'Europe, 8 pays arabes, 4 des Amériques, 5 d'Asie et 2 d'Afrique. Une cinquantaine de firmes étrangères venant d'Espagne, d'Italie, d'Inde, d'Iran, d'Afrique du Sud, de Belgique, d'Ukraine, du Burkina Faso, du Yémen et du Mali participent à titre individuel à cette édition. Censée promouvoir le produit national et l'investissement, l'édition de 2014, à l'instar des précédentes, n'est en réalité qu'une vitrine pour les opérateurs étrangers aux fins de faire davantage dans le commerce qu'autre chose.

H. L.

NAZIM ZOUIOUECHE. Ancien directeur général de Sonatrach

## «L'Algérie devra faire des efforts sur les prix du gaz»

Propos recueillis par  
Melissa Roumadi

Gazprom et ENI sont parvenus cette semaine à un accord pour l'indexation des prix du gaz russe sur ceux du marché spot. Quelles seraient, selon vous, les conséquences de cet accord sur le marché ?

La conséquence la plus dramatique est que cet accord risque d'entraîner une baisse des prix du gaz sur le marché européen. Gazprom est un géant du gaz. C'est aussi le principal fournisseur de l'Union européenne. Si l'ENI, qui est également un géant du marché de l'énergie, a obtenu une telle concession de la part de Gazprom, il faudra s'attendre à ce que les autres consommateurs de gaz demandent les mêmes concessions de la part de leurs fournisseurs.

Le plus grave est que cette décision ne concerne pas uniquement l'indexation des prix du gaz sur ceux du marché spot, mais il s'agit bien de l'abandon d'un système régissant le marché du gaz depuis plusieurs décennies. Lequel système repose sur trois principes : l'indexation des prix du gaz sur ceux des produits pétroliers, les contrats à long terme et le principe de take or pay.

C'est une décision qui aura de lourdes conséquences, desquelles l'Algérie ne pourra pas échapper. Je suis



Nazim Zouioueché

sûr que les acheteurs de gaz algérien finiront pas demander à être alignés sur cette procédure.

Il ne faut pas non plus perdre de vue l'immense contrat passé par Gazprom avec la Chine. C'est un contrat très important. Un contrat de 300 milliards de dollars pour la fourniture de gaz russe à la Chine sur une dizaine d'années.

Gazprom est d'ailleurs motivé par plusieurs facteurs. Il s'agit en premier lieu d'une réponse à la situation engendrée par la crise ukrainienne. C'est aussi

le fait que Gazprom veut se battre pour conserver ses parts de marché.

Que pourrait faire Sonatrach pour faire face à cette nouvelle situation ?

Sonatrach devra étudier le marché et les conséquences de ces accords sur le marché afin de s'adapter. Elle pourra aussi agir via le Forum des pays exportateurs de gaz auquel prend part la Russie. Il y a une rencontre de prévue prochainement. L'Algérie pourrait ainsi interpellier la Russie sur les motivations des décisions prises et des conséquences que cela induit sur le marché. D'autant que c'est une décision unilatérale alors que la Russie aurait pu poser le problème à travers le FPEG.

Sonatrach ne doit pas perdre de vue qu'elle risque de perdre des parts de marché.

Cependant les choses ne semblent plus se passer au niveau politique, mais ce sont les préoccupations pragmatiques qui priment...

Il est clair qu'aujourd'hui ce ne sont plus les grands principes politiques qui priment et que les producteurs sont plus préoccupés par la préservation de leurs parts de marché. Ils sont prêts à certaines choses pour protéger ou même augmenter leurs parts de marché. Il est clair que la Russie dispose d'énormes réserves de gaz, elle peut donc se permettre de faire ce genre de concessions.

Le marché asiatique constitue-t-il une réelle alternative pour Sonatrach ?

Le marché asiatique reste un marché porteur puisque c'est là où les prix sont les plus élevés. Mais celui-ci présente certains problèmes. Il s'agit en premier lieu du fait de l'éloignement géographique. C'est un marché qu'on ne peut donc pas alimenter par gazoduc. Et vu la distance, il y a beaucoup de fournisseurs qui accèdent plus aisément à ce marché. Il y a d'abord le Qatar qui a misé sur le GNL. D'autres fournisseurs comme l'Australie, l'Indonésie et Brunei qui sont de sérieux concurrents. N'oublions pas non plus et surtout la Russie qui a démontré grâce au contrat décroché avec la Chine qu'elle était prête à alimenter le marché asiatique.

A moyen terme, d'énormes quantités de GNL risquent de se déverser dans le bassin pacifique. Cela ne risque-t-il pas d'induire un effondrement du marché ?

C'est certain. C'est un marché très important et qui suscite beaucoup de concurrence. Beaucoup de fournisseurs risquent d'être de sérieux concurrents pour l'Algérie, car disposant de paramètres plus favorables comme la distance et la disponibilité. C'est là que se situe le problème. Car cela veut dire pour l'Algérie consacrer une partie de son gaz au GNL pour essayer de gagner

quelques parts de marché, et aussi faire des efforts sur les prix.

Pour faire face à la concurrence, si on veut prendre des parts de marché, il faudra impérativement faire des efforts sur les prix du gaz. Comme vous l'avez dit, il n'y a pas de politique dans le marché, c'est juste une question de pragmatisme.

Ne croyez-vous pas que Sonatrach devrait changer de stratégie pour ne plus être qu'un fournisseur de gaz et investir dans la transformation et la création de valeur ajoutée ?

C'est clair. Et l'Algérie pourrait faire beaucoup de choses dans ce sens. On pourrait ainsi investir dans la pétrochimie pour créer de la valeur ajoutée.

On pourrait également utiliser le gaz dans des unités hybrides pour la production d'électricité solaire. On pourrait imaginer qu'on puisse demain exporter de l'électricité solaire. Je pense que l'Europe pourrait être preneuse. C'est l'une des possibilités.

Cela nécessite bien évidemment de remettre à plat toute la stratégie du secteur. On ne peut plus continuer à fonctionner selon la stratégie des années 70. Il faut réévaluer les choses, s'adapter à la nouvelle donne, revoir notre potentiel et quels sont nos besoins réels. Il ne faut pas non plus oublier la demande sur le marché national lequel est fortement demandeur.

M. R.

## PROJET DE MARCHÉ À BOUMATI

# Le retard dans la réalisation favorise l'informel

● En attendant la réalisation de cette nouvelle structure commerciale, les marchands informels sont dans l'expectative.



Le commerce informel est toujours là

Les travaux de réalisation d'un marché à Boumati, dans la commune d'El Harrach, avancent à petits pas. «Les travaux accusent beaucoup de retard. Cela fait quelques années déjà que nous attendons ce marché. Nous avons mis tous nos espoirs dans cette nouvelle structure commerciale qui aura le mérite d'éradiquer le commerce informel d'une part, et de l'autre offrir du travail stable à nos jeunes», dira un représentant des habitants de Boumati. «La liste des bénéficiaires a été élaborée une première fois par les services de la wilaya déléguée. D'après les échos qui nous étaient parvenus à l'époque, la liste comptait 500 bénéficiaires, mais nous n'en savons pas plus», poursuit-il. «Ce qui est important pour

nous, c'est que les pouvoirs publics donnent la priorité aux jeunes du quartier qui, pour certains, ont 20 ans d'activité dans ce marché», dira un autre représentant des habitants. Le quartier de Boumati compte 6 fractions, dont Rabia, Bouchama, cité des 234 Logements, cité des 180 Logements, cité Domal et Fabrika. Ces lotissements ont une population d'environ 5000 habitants. «Chaque famille à Boumati a au moins un membre qui travaille dans le marché informel, d'où la nécessité de donner la priorité aux jeunes issus de ces familles. Nous souhaitons que la liste des bénéficiaires soit élaborée dans la transparence la plus totale», suggère-t-on. D'après le président de l'APC d'El Harrach, «les travaux de charpente métallique sont

achevés à 100%. Restent les gros œuvres qui sont en cours de réalisation». «Il est vrai que les travaux ont pris du retard. Mais cela est dû aux difficultés qu'a rencontrées l'entreprise Batimetal lors de la réalisation des travaux de fouilles. La nature marécageuse du sol a ralenti considérablement le projet. Il a fallu à certains endroits creuser jusqu'à 6 m de profondeur. Maintenant que les travaux de fouilles sont terminés, la cadence des travaux augmentera», ajoute-t-il. En attendant que les travaux de cette structure soient entièrement achevés, les marchands informels occupent toujours les moindres recoins du quartier, lui conférant des allures de souk où tout se vend et non pas un lieu d'habitation. «Au fil du temps, il est devenu

très difficile de nous déplacer dans les rues du quartier, tant les marchands informels occupent tout l'espace. Dans les cas d'urgences médicales, nous avons d'énormes difficultés à évacuer nos malades. Cette situation ne peut donc pas durer éternellement. Il faut délocaliser ces marchands dans les plus brefs délais, car il y va de notre cadre de vie et de la sécurité de nos enfants», dira un habitant d'un immeuble «assiégé» par les étals des marchands informels. Cette situation anarchique qui prévaut à Boumati dure depuis une trentaine d'années, il est temps pour les pouvoirs publics y remédier de façon définitive, à l'instar de Bachedjarah, où les marchands informels ont été délogés après plusieurs décennies d'occupation illégale du quartier. **K. Saci**

## DROIT DE RÉPONSE

## TERRE-PLEIN FLEURI LES PRÉCISIONS DE LA WILAYA D'ALGER

D'abord, il y a lieu de préciser que tous les travaux menés sur le CW 119 (Frais-Vallon-Chevalley) sont le résultat des recommandations du Schéma directeur de réduction de la vulnérabilité du massif de Bouzaréah aux catastrophes naturelles, lancé à la suite des inondations de 2001 et qui couvre neuf communes (Aïn Bénian, Hammamet, Raïs Hamidou, Béni Messous, Bouzaréah, Bologhine, El Biar, Oued Koriche et Bab El Oued).

Les recommandations du Schéma directeur portent principalement sur l'identification des bassins versants à haut risque vis-à-vis de l'aléa inondation, la préconisation d'un zonage réglementaire du risque inondation, l'augmentation de la capacité du système d'assainissement dans certaines zones du massif de Bouzaréah, la préconisation d'un programme de travaux sur le bassin versant côtier et, enfin, la mise en œuvre de mesures visant à diminuer le ruissellement et le transport solide par le traitement et l'aménagement des oueds, notamment en milieu urbain.

Ainsi, et dans le cadre de la mise en œuvre de ces recommandations, il a été procédé à la réalisation du doublement du collecteur de oued M'Kacel sur une longueur de 5 km avec un diamètre de 4 m, qui offre une capacité de rétention nettement supérieure en cas de crue, de 63m<sup>3</sup>/s. A ce grand ouvrage hydraulique souterrain, sont en cours de raccordement les principaux affluents constitués de oued Baranès, oued Sidi Medjber, oued Frais-Vallon, oued Scotto Nadal et oued Chemin du Fort, qui drainent en amont l'essentiel des eaux de ruissellement, réduisant ainsi de manière considérable le cumul des eaux pluviales qui s'écoulent en surface sur le CW 119. La réalisation du canal du terre-plein du CW 119, dont il est question, intervient pour compléter les différentes étapes du processus de rétention, depuis le bassin versant jusqu'au rejet en mer des ruissellements. Ainsi, il prend en charge la seule et infirme partie des eaux pluviales qui ne sont pas déjà drainées en amont par les affluents de oued M'Kacel.

Aussi, pour le rôle qui lui est assigné, ce canal est suffisamment dimensionné. Il est connecté en cinq endroits à oued M'Kacel. Il est conçu en forme de galerie de 1 m de hauteur sur 1 m de largeur, entrecoupé tous les 18 m par des ouvertures grillagées en surface. Elles sont de 3 m de longueur dans la partie haute et de 6 m dans la partie basse du CW 119. Par ailleurs, et s'agissant des procédés de réalisation de l'ensemble des ouvrages constitutifs de ce grand projet intégré d'assainissement, il convient de signaler que seuls les aspects fonctionnels et techniques ont présidé à leur choix. Enfin, et pour garantir à ce dispositif toutes les conditions d'un fonctionnement fiable et efficace, un système de contrôle et de surveillance des risques de débordement a été prévu et sera très prochainement installé.

PHOTO : SALIM M.

## SUR LE VIF

## SUICIDE



Braver le danger reste un jeu pour des jeunes n'ayant rien à perdre dans une société qui les ignore.

PHOTO : SAMI K.

### MAHELMA : DEUX NOUVELLES STRUCTURES COMMERCIALES

Un marché de proximité de fruits et légumes, composé de 44 locaux, sera prochainement réceptionné par l'APC de Mahelma, apprend-on localement. Un autre marché couvert est également en cours de réalisation à la cité des 1310 Logements. «L'avancement des travaux est de 80%», dira un responsable de l'APC. Ces nouvelles structures permettront d'organiser l'activité commerciale, d'autant plus que le nombre de marchands informels dans la commune ne cesse de croître. Néanmoins, ces nouvelles structures ne peuvent à elles seules résorber le phénomène du commerce anarchique qui gangrène la commune. «Dans le cadre de la lutte contre le commerce informel, nous avons d'autres projets de réalisation de marchés de

proximité, mais nous butons contre le problème de l'absence d'assiettes foncières», assure-t-il.

### COUFFIN DU RAMADHAN À DAR EL BEIDA : 3030 FAMILLES RECENSÉES

Dans le cadre de l'opération «Couffin du Ramadhan», les services de l'APC de Dar El Beida ont recensé quelque 3030 familles nécessiteuses. «Ces familles recevront cette année 12 000 DA, soit une augmentation de 2000 DA par rapport à l'année dernière», dira le président de l'APC de Dar El Beida, M. Gamgani. «Afin de préserver la dignité des ces familles dans le besoin, l'aide leur sera octroyée par le biais de la Poste. Toutes les familles recevront leur argent lors de la première semaine du mois de Ramadhan», ajoute-t-il. Cette aide est considérée comme précieuse par ces familles, car les prix des

denrées alimentaires connaissent des augmentations. «C'est une aide qui n'est pas suffisante, mais elle est la bienvenue», dira une mère de famille. Outre cette opération devenue une tradition dans toutes les communes d'Algérie, la municipalité de Dar El Beida a concocté un programme culturel varié et éclectique. Les soirées du Ramadhan seront animées grâce à la mise en œuvre d'un programme qui comporte des tournois sportifs, des fêtes foraines, des concours de lecture du Coran, etc.

### HORAIRE DES PRIÈRES Alger et ses environs

JEUDI 29 MAI 2014

Fadjr.....	03:37
Chorouk.....	05:33
Dohr.....	13:20
Asser.....	16:35
Maghrebe.....	19:58
Ichâ.....	21:40



LE PROGRAMME DE PRÉVENTION A ÉCHOUÉ

## Les élèves en mauvaise santé bucco-dentaire

● Au moins 50% des enfants scolarisés ont des caries. Des caries qui peuvent entraîner l'infection d'autres organes comme le cœur ou les yeux et influer sur l'état de santé général de l'enfant.



Beaucoup d'élèves ont des problèmes dentaires

De belles dents, une haleine fraîche, n'est-ce pas là le souhait de tout un chacun ? Mais il n'en demeure pas moins vrai que la santé bucco-dentaire des Algériens, et notamment celle des enfants, est très préoccupante. Les chiffres sont effrayants. 50% des enfants ont au moins une carie. Véritable plaie ouverte, elle peut entraîner l'infection d'autres organes comme le cœur ou les yeux et influer sur l'état de santé général de l'en-

fant. Selon la coordination des unités de dépistage et de santé scolaire d'Arzew, «un élève sur deux a des caries. Le constat est alarmant, surtout au vu des conséquences que cela peut avoir sur l'organisme (sur le cœur et les reins par exemple)».

La coordination, qui a assuré le dépistage de 25 000 élèves répartis sur 177 établissements scolaires, tous cycles confondus, souligne que, malgré les campagnes de sensibilisation, les enfants conti-

nent de négliger l'hygiène bucco-dentaire. Et encore, ces chiffres sont sous-évalués parce que le dépistage ne se fait pas toujours dans des conditions optimales. Selon une enquête nationale sur la santé bucco-dentaire des enfants, réalisée par l'Institut national de santé publique (INSP), environ 74% des enfants présentent des caries dentaires et ne sont pas soignés dans la plupart des cas. Le programme national initié par le ministère de la Santé

en matière de santé bucco-dentaire, visant à réduire la prévalence de cette pathologie à 20%, n'a pas été atteint à Oran. Le programme national de la santé bucco-dentaire en milieu scolaire est principalement axé sur la prévention. Il est ainsi conseillé d'organiser des journées de sensibilisation au profit des parents et des enfants, car l'éducation reste le meilleur moyen de lutte efficace contre les problèmes dentaires.

Nayla Hammoud

## CÉRÉALICULTURE

### La production en baisse

La faible pluviométrie enregistrée au titre du mois d'avril (0 mm), comparativement à celle de 2013 (350 mm) a, de ce fait et après une sortie effectuée par les délégués sur site, contraint les services agricoles de la wilaya. «Comparativement à nos prévisions pour cette année qui étaient de l'ordre de 862 000 quintaux, il est prévu pour cette année

une production de 519 000 quintaux, toutes variétés confondues», poursuit-il. La campagne moissons-battages, qui a débuté le 2 mai, enregistre déjà une chute de 30% comme l'attestent les premières moissons.

En effet, le rendement de l'orge a été de 9 quintaux à l'hectare contre 16 quintaux à l'hectare pour 2013. Tout comme l'avoine qui enregistre 8 quintaux à l'hectare contre 12,5 quintaux l'année écoulée. Par ailleurs, et selon cette même source, la

qualité et le poids spécifique de l'épi jugé trop chétif par les fellahs, contribuera également à la révision à la baisse des rendements.

Par ailleurs, la CCLS (Coopérative de céréales et légumes secs) a déjà procédé à la collecte de 3 604 quintaux à l'hectare pour une capacité de 450 000 quintaux à l'hectare. Notre source ajoute que 102 moissonneuses-batteuses ont été prévues pour le besoin, dont 53 ont déjà été engagées sur le terrain. Hadj Sahraoui

## VIE ASSOCIATIVE

### La Société d'Oncologie médicale est née

Les dix membres du Bureau de la Société d'Oncologie médicale de l'Ouest ont été élus, lundi dernier, au cours de l'assemblée générale qui a regroupé les médecins et praticiens spécialisés en oncologie ainsi que de nombreux invités du corps médical et de la société civile. Le vote a eu lieu au

sein du Centre des cancéreux sis à la rue Mirauchaux à Haï El-Emir. Le bureau a ensuite élu, en qualité de président d'honneur, le professeur Louafi Djilali, doyen et chef de service d'oncologie au CHUO. Dans une première déclaration à la presse après son élection, le professeur

Louafi a indiqué que la Société savante va désormais s'atteler avec ses pairs à la prise en charge médicale des patients atteints de cancer, à la formation médicale continue pour la mise à niveau et l'organisation de séminaires et de rencontres scientifiques et médicales. Teggur Kaddour

## CHTEIBO

### LE CADRE DE VIE EST PRÉCAIRE

Les habitants de la localité de Nedjma (ex-Chteibo), dépendant de la commune de Sidi Chahmi, sont confrontés actuellement au récurrent problème de la viabilisation des voies d'accès. En effet, les rues, ruelles et pénétrantes de ce quartier populaire avaient un besoin pressant d'être viabilisées et donc d'être goudronnées.

Une entreprise a été désignée à cet effet, laquelle a entrepris, à la grande satisfaction des citoyens, les travaux de décapage. Après quoi, des engins ont déposé des monticules de tuf à même d'être étalés sur ces voies d'accès. Or et à ce jour, aucune reprise des travaux n'a eu lieu, suscitant dès lors le mécontentement des riverains. Ces derniers sont confrontés à cette poussière envahissante provoquée par ce tuf. «Nous sommes contraints d'arroser devant nos portes pour empêcher la poussière de pénétrer, mais sans résultat», diront ces habitants d'El Biodh à l'extrémité de ce quartier. Ces dernières averses ont eu pour conséquence, déplore un autre habitant, de rendre impraticable notre ruelle transformée en gadoue qui vous colle aux pieds. A quand la fin de ce cauchemar ? s'interrogent-ils. Une question qui trouve sa réponse auprès d'un responsable de la commune de Sidi Chahmi dont dépend cette localité : «Le tout Chteibo est en chantier en vue de la réalisation des travaux de viabilisation et de lui amener du gaz naturel. L'entreprise s'active à achever les travaux dans les meilleurs délais». H. S.

### LE DIRECTEUR DE L'EHS CANASTEL NOUS ÉCRIT

Suite à notre article, paru hier en page 7, intitulé «des enfants sont morts suite à l'arrêt du service de cardiologie», le directeur de l'EHS en pédiatrie de Canastel a formulé ces précisions : «Le service de chirurgie cardiaque de l'EHS Canastel n'a jamais été fermé depuis son ouverture en 2012 à ce jour et les statistiques contenues dans votre article sont la preuve de son niveau d'activité. Aucun décès n'a été enregistré dans ce service durant le mois de mai 2014 à ce jour et les hospitalisations continuent d'être effectuées par la prise en charge des cas de cardiologie médicale et en prévision du lancement de la chirurgie cardiaque à compter du mois de juin prochain. En raison de la délicatesse de la spécialité chirurgicale prise en charge, un programme d'équipements à acquérir a été arrêté et dont 90% ont été réceptionnés. L'ensemble des dispositions ont été prises pour le lancement progressif de l'activité de chirurgie cardiaque à compter du mois de juin 2014. L'activité de cardiologie interventionnelle et de cathétérisme cardiaque sera lancée dès l'achèvement de l'installation de la salle de cathétérisme et qui ne saurait dépasser l'année en cours».

### NOTE DE LA RÉDACTION

L'article en question n'a fait que relater une réalité que le journaliste a constatée sur place qui, au demeurant, est connue et vérifiable à tout moment : l'arrêt et le non-fonctionnement de l'activité de la chirurgie cardiaque assurée par un seul cardiopédiatre de cet EHS de Canastel qui se trouve actuellement en formation en France. Le Directeur de cet EHS l'avoue lui-même dans son écrit en annonçant «le lancement de la chirurgie cardiaque à compter du mois de juin prochain.» Le même article n'a rapporté aucun décès survenu à l'intérieur de ce service, mais a repris la déclaration rendue publique du Comité d'initiatives et de vigilance citoyennes (CIVIC) qui cite la mort d'enfants (en dehors de l'EHS) pour cause de non-fonctionnement du service de chirurgie cardiaque de cet EHS.

### OÙ SORTIR À ORAN ?

► **SALLE EL MAGHREB** : 18 h : concert de jazz, tango et flamenco dans le cadre du 15ème Festival traditionnel culturel européen en Algérie.

► **CINÉMATÈQUE** : 15 h, projection du film américain d'action «Benjamin Gates et le Trésor des Templiers», réalisé en 2004 par le cinéaste Jon Trutelaud. T. K.

### HORAIRE DES PRIÈRES

Fajr	04h06
Dohr	13h00
Asr	16h49
Maghreb	20h10
Isha	21h48

MARCHÉ DE GROS ET ZONE INDUSTRIELLE

# Difficile cohabitation

● Le va et vient des camions de fruits et légumes gêne la circulation et l'activité des autres opérateurs économiques.

Implanté à l'entrée nord de la zone économique d'activité (ZEA) de Sétif, le marché de gros des fruits et légumes devient encombrant à cause des problèmes de circulation qu'il engendre quotidiennement. Les navettes de véhicules et camions de différents tonnages bloquent non seulement l'accès de la dite zone, mais provoquent un embouteillage monstrueux au niveau de la sortie nord de l'espace qui paradoxalement accueille des étrangers des quatre coins de la planète.

Véritable fourmilière où l'on brasse quotidiennement des milliards de dinars, l'espace commercial pose problème aux opérateurs économiques exacerbés par l'emplacement du marché et de l'état des lieux. «Pour rejoindre son poste de travail au niveau de la ZEA, il faut se lever tôt ou effectuer un véritable parcours du combattant. On n'est pas contre le marché de gros mais son implantation et l'état de dégradation des routes dérangent plus d'un. Nous ne pouvons plus rester indifférents devant cette situation de plus en plus intenable. Nous avons salué le début de l'opération de réhabilitation de la zone, mais nous avons vite déchanté, car la lenteur des travaux nous laisse perplexes. Pour l'intérêt général, le chantier qui avance à pas de tortue doit passer à une vitesse supérieure. Nous interpellons les responsables concernés pour instruire l'entreprise chargée de l'opération à renforcer ces équipes», soulignent des opérateurs économiques n'ayant pas omis d'émettre d'autres réserves importantes et graves à la fois.



«Trouvez vous normal qu'on plante aux abords d'un évitement emprunté quotidiennement par des centaines de véhicules roulant à la vitesse d'un TGV (train à grande vitesse) un relais de repos ? Pour quelles raisons certains élus, pourtant connaisseurs en la matière, n'ont pas levé le petit doigt pour s'opposer à ce gaspillage d'argent, destiné au préalable à la rénovation de la ZEA qui ne retrouve toujours pas le bout du tunnel ?» s'interrogent nos interlocuteurs qui conçoivent mal le fait que le béton armé recouvre des trottoirs traversés par des câbles électriques. Pour avoir un autre son de cloche, nous avons pris attache avec le maître d'ouvrage, à savoir le directeur de la petite et moyenne entreprise (PME-

PMI), Aïssa Belouati, qui a bien voulu éclairer nos attentes: «Sélectionnée en décembre 2013, l'entreprise qui a été chargée des travaux dispose de 18 mois pour boucler l'opération. Je vais personnellement vérifier les remarques émises par les opérateurs économiques. Pour donner un grand coup aux travaux, nous allons prendre les mesures nécessaires. Concernant les 3 kiosques, le restaurant et la cafétéria composant l'aire de repos décidée par l'ex-wali, l'opération a été à juste titre annulée par l'actuel wali. Situé à la lisière d'une route à grands trafics, l'endroit sera aménagé en espaces verts». Contacté à propos du marché de gros, objet d'une controverse, le P/APC de Sétif, Dr Ouahrani, nous oriente vers la

direction du commerce prenant en charge le futur marché de gros s'étendant sur 29 hectares. «De dimension nationale, le futur marché de gros de Sétif, doté d'une enveloppe financière de 2,2 milliards de dinars, sera en principe fonctionnel dans 26 mois. Placé sous la coupe de l'EPE-SPA Magro, chargée de la réalisation et de la gestion, le marché disposant de 195 carreaux commerciaux, sera une très grande base commerciale. Celle-ci comportera également une banque, une agence d'assurance et un hôtel. Situé à proximité de l'autoroute Est-Ouest, le futur marché de gros de la capitale des Hauts plateaux engrangera des centaines de postes de travail», déclare M. Daachi, un cadre de la direction du commerce.

DESSIN: SOUHAYLA

## LA CITÉ AU QUOTIDIEN

Par K. Beniaiche

### SÉTIF BROIE DU NOIR

Sétif est en congé sabbatique forcé. Jadis belle et propre, la capitale des Hauts plateaux tombe dans la décrépitude. Le vieux slogan «Sétif ville propre» ne tient plus la route. Même si certains amnésiques ne veulent toujours pas voir la triste réalité en face. Mis entre parenthèses, de nombreux quartiers pataugent dans l'insalubrité. Délabrée le cadre de vie de l'agglomération, s'engouffrant dans un tunnel noir, exacerbe les nostalgiques d'un temps révolu. Irrégulier dans de nombreux endroits de la périphérie, le ramassage des ordures est l'autre talon d'Achille de la cité. Sétif, la travailleuse, l'exemple, est mise en veilleuse. Référence dans un passé pas lointain, l'antique Sétifis dégringole. On lui impose l'hibernation.

La passivité, pour ne pas dire la complaisance et complicité de ses élus est dans une certaine mesure responsable des malheurs de la cité séculaire. Mieux encore, les actes cèdent la place aux promesses sans lendemain. Même le bricolage s'est lui aussi inscrit aux abonnés absents. Pour preuves, les rares feux tricolores disponibles sont en panne depuis la nuit des temps. Indisposant les automobilistes, la carence décriée à maintes reprises, n'offusque personne. La réparation de 3 feux rouges devient une affaire d'Etat à Sétif. Eventré, le réseau routier voit rouge. Mobilisés pour redorer le blason des chemins troués, des milliards somolent dans les caisses. Annoncé en grande pompe, le tri sélectif et la parabole collective restent des vœux pieux. Ayant fait l'objet de séquences télévisées commandées par le chef, les deux opérations font partie des actions «momifiées». Hormis le terre-plein de l'avenue principale, les autres espaces verts tombent dans l'oubli. Le square de la cité Cheminot en est le parfait exemple. Mal conçus et mal entretenus, des regards et avaloirs submergés par les averse de mardi soir s'incrument dans le paysage d'une cité broyant du noir.

K. B.

## BIR EL ARCH LE SIÈGE DE L'APC FERMÉ PAR LES CITOYENS

Des dizaines d'habitants de la localité de Stita, relevant de la commune de Bir El Arch, ont fermé, hier, le siège de l'APC pour porter haut leurs revendications. Les villageois ont cadenassé le portail de la mairie, et se sont agglutinés dès les premières heures de la matinée devant l'Hôtel de ville, empêchant le personnel d'y accéder. Les manifestants ont déployé des banderoles sur lesquelles était écrit, entre autres : «démissionnez M. le maire !». Les protestataires se plaignent du laxisme des autorités qui n'ont pas tenu leurs promesses de trouver une solution définitive aux problèmes auxquels font face les citoyens. A la tête des revendications, les protestataires réclament l'eau potable qui n'a pas coulé dans les robinets depuis plus de 15 longues années. «Une enveloppe de 10 millions de dinars a été consacrée à la réalisation de trois forages qui se sont avérés négatifs, et d'un réservoir d'une capacité de 100 000 litres. Un réseau de distribution, censé alimenter tout le village de Stita et approvisionner le réservoir du village Lebrari, a été réalisé, sans pour autant éteindre notre soif», diront des manifestants qui ne manquent pas d'arguments. «On est en principe alimenté à partir du forage du parc communal. Mais ce dernier approvisionne aussi une entreprise publique de pas moins de 8000 litres par jour. On doit aussi savoir que 3000 litres sont accordés quotidiennement à un agriculteur pour l'arrosage de ses arbres et le remplissage de son Hammam. De ce fait, la capacité de pompage du réservoir a beaucoup diminué, et le village risque de vivre une autre pénurie d'eau. Pour une bonne gestion d'un tel produit, on doit rationaliser la distribution», tonnent les manifestants, excédés par une pénurie qui perdure. Notons par ailleurs, que la foule n'a été dispersée qu'après l'intervention musclée des forces de l'ordre. L'on apprend que les échauffourées se sont soldées par l'arrestation de 3 personnes et la blessure d'un policier.

Benabdallah A.

## EQUIPEMENTS PUBLICS

### La bureaucratie bloque des écoles primaires

Inscrites dans le lot des infrastructures scolaires à livrer avant la rentrée scolaire 2014-2015, une bonne partie des 16 écoles primaires et 87 salles de cours du même cycle, ne sera pas réceptionnée avant la prochaine rentrée.

Les lenteurs bureaucratiques en sont la cause. Prenant le plus souvent plus de 12 mois, les procédures administratives pénalisent à la fois les utilisateurs, à savoir le secteur de l'éducation nationale, devant une nouvelle fois composer avec la surcharge des divisions pédagogiques, et les entreprises chargées du dossier. «Il est vrai que nous sommes chargés de la réalisation d'une partie d'un programme aussi ambitieux. Sans ODS (ordre de service) nous ne pouvons entamer les travaux. Il ne faut plus se voiler la face, car l'opération traîne depuis

plus d'une année. Pour les motifs précités, de nombreuses écoles primaires prévues à Sétif, Ain Arnat, Ain Oulmene et ailleurs, ne seront pas livrées en septembre. Car elles demeurent prisonnières d'une bureaucratie à la peau dure. Pour que les choses soient claires. Ni les entreprises, ni le secteur de l'éducation ne sont responsables des retards enregistrés dans la réalisation et la livraison des établissements scolaires», déclarent non sans amertume des entrepreneurs contactés par nos soins. Pour avoir la version de l'administration, nous avons pris attache avec un cadre de la DEP (direction des équipements publics) qui jette la balle dans le camp des organes de contrôle. «Tant que le dossier n'est pas visé par le contrôleur financier, on ne peut délivrer l'ODS», dira-t-il. K. B.

## DÉBRAYAGE DES CHAUFFEURS DE TAXIS

En conflit avec la direction des transports, près d'une centaine de chauffeurs de taxis exerçant à Sétif-ville, a déclenché ces trois derniers jours, un mouvement de contestation pour protester contre l'instauration obligatoire du taximètre.

Les frondeurs refusent d'installer des compteurs, arguant que les courses ne seront plus rentables avec ce système. Cette décision, qui a paralysé le transport urbain durant les trois derniers jours, a été prise lors d'une réunion d'évaluation tenue avec leur syndicat. «Même si l'ambition du ministère des Transports reste noble quant à la volonté de moderniser le secteur, les transporteurs émettent des réserves quant au succès d'une telle opération menée de façon cavalière et solitaire, sans concertation préalable avec les premiers concernés, à savoir les chauffeurs de taxis». Décidés à aller jusqu'au bout de leurs revendications, les protestataires sont déterminés à ne pas rester les bras croisés si les négociations échouent. Ils interpellent les responsables du secteur pour annuler cette nouvelle mesure. Il est à rappeler que les chauffeurs de taxis de Sétif avaient entamé un mouvement pareil en début de l'année en cours. Dans le but de connaître la position de la direction des transports, nos tentatives n'ont pas abouti.



Dounia B.



SECTEUR AGRICOLE À OUARGLA

# Nouvel élan pour l'investissement

● Des actions ont été lancées pour accompagner les investisseurs désireux d'élargir leur activité au secteur de l'agroalimentaire.

**P**ronant le déblocage à tous les niveaux et appelant à une synergie locale, le wali de Ouargla, qui avait annoncé la localisation par le Calpiref de 500 projets d'investissement d'ici à fin 2014, lance un nouveau défi à sa propre administration : passer de 65 000 ha à un million d'ha de surface agricole dans la wilaya de Ouargla.

## REDYNAMISATION DU CALPIREF

Vingt-cinq titres de concessions ont été remis ce mercredi à des investisseurs de la wilaya de Ouargla lors d'une cérémonie organisée à la direction des Domaines de la wilaya.

Il s'agit d'une nouvelle cohorte d'investisseurs ayant obtenu l'aval du Comité d'assistance à la localisation, la promotion de l'investissement et de la régulation foncière Calpiref, présidé par le wali, qui multiplie depuis sa nomination, en mars 2013 à la tête de la wilaya de Ouargla, les actions de facilitation et d'accompagnement des investisseurs désireux de se lancer ou d'opérer des extensions d'activité, voire carrément investir de nouveaux créneaux industriels, agroalimentaires et de services. Ainsi, Ali Bouguerra a souligné lors de cette remise d'actes de concession, la troisième depuis sa prise de fonction, que la relance de l'investissement par le montage de projets d'investissement dans les segments industriel, touristique et des services, est devenue une réalité dans sa wilaya.

Il a, par ailleurs, rappelé que quelque 949 dossiers ont été examinés par le Calpiref dont 760 approuvés. Le directeur du développement industriel et de la promotion de l'investissement de la wilaya a précisé que le comité a tenu 45 sessions depuis l'année dernière. Abdelaziz Harrouz note que la cadence du comité dont il assure le secrétariat a localisé 523 projets



Cérémonie de remise des actes de concession

à travers les différentes communes de la wilaya de Ouargla. A retenir dans cette foison de chiffres que 223 actes de concession ont été remis aux bénéficiaires, donnant lieu à l'établissement de 58 permis de construire, ce qui représente au final le nombre réel de projets en cours de réalisation sur le terrain. Interrogé sur les grandes tendances actuelles de l'investissement dans la wilaya de Ouargla, M. Harrouz a précisé que 49 % des projets validés concernent l'industrie, notamment les différents matériaux de construction, le recyclage des huiles, le conditionnement des dattes sèches, les complexes du froid agroalimentaire ainsi qu'une quinzaine de laiteries. Pas moins de 78 stations-service ont reçu l'aval du comité, tandis que le tourisme enregistre 63 valida-

tions dont 56 localisées, notamment des hôtels, des complexes touristiques et des aires de loisirs et de détente. Les activités de services connaissent également un boom avec une multitude de crèches, deux hypermarchés et deux complexes de bien-être et de la remise en forme.

## DATTES, CÉRÉALES POMMES DE TERRE, LE TIERCÉ GAGNANT

Le wali de Ouargla, Ali Bouguerra, qui a souligné les efforts de débureaucratisation consentis par l'administration locale, a appelé ses services à davantage d'efficacité et d'accompagnement des promoteurs afin d'aider à la concrétisation sur le terrain des projets avalisés par la wilaya. Le chef de l'exécutif a présidé une seconde cérémonie de remise d'actes

de concessions, agricoles cette fois-ci, qui ont bénéficié à une quinzaine de promoteurs. La cérémonie a également enregistré la remise de 147 attestations de présélection à des agriculteurs des quatre communes de Ngouça, Aïn Beïda, Hassi Ben Abdallah et El Hadjira. Une fois de plus, l'état des lieux confirme l'augmentation de la surface agricole dans la wilaya de Ouargla, qui a connu un bond qualitatif, passant de 30 000 à 65 000 hectares en une année. Les perspectives sont immenses à en croire les déclarations de Ali Bouguerra, qui place la barre très haut avec 1 million d'ha de terres agricoles à exploiter en priorité pour la création d'un pôle agricole axé sur les dattes, les céréales et les pommes de terre.

*Houria Alioua*

PHOTOS: EL WATAN

## 5<sup>e</sup>, BEM ET BAC À ILLIZI DANS DE BONNES CONDITIONS

Tout est fin prêt dans la wilaya d'Illizi pour accueillir les candidats au BEM et au bac, a affirmé, hier, Boulekroune Rachid, directeur de l'éducation de la wilaya.

En effet, le coup d'envoi officiel des épreuves de fin de cycle primaire pour l'année scolaire (2013-2014) a été donné par Ali Madoui, le premier responsable de la wilaya au primaire Abdelhamid Ibn Badis au chef-lieu de la wilaya, en présence des autorités civiles et militaires. Selon M. Boulekroune, «au total 1257 candidats, dont 573 filles ont subi mercredi, les épreuves de fin de cycle primaire dans les 9 centres qui ont été retenus à travers toute la wilaya» et d'ajouter : «Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assurer une bonne prise en charge des élèves des agglomérations éparses qui sont au nombre de 123 dont 73 filles.» Ainsi, 6 centres seront ouverts pour le baccalauréat et 7 pour le BEM.

Selon les chiffres communiqués par Chakheni Brahim, chef du bureau des études et examens, 730 postulants sont attendus aux épreuves du baccalauréat (session 2014), prévues du 1<sup>er</sup> au 5 juin prochain, dont 198 candidats libres. S'agissant des épreuves du BEM, qui se dérouleront du 9 au 11 juin prochain, les centres d'examen accueilleront 960 candidats dont 475 filles, précise M. Chakheni.

Il est à noter enfin qu'une commission de coordination et de suivi présidée par le directeur de l'éducation de la wilaya a été installée le 1<sup>er</sup> avril dernier, avec pour mission essentiel -le d'assurer le bon déroulement des épreuves dans les trois paliers scolaires. Par ailleurs, près de 562 surveillants et 171 encadreurs ont été mobilisés pour garantir le bon déroulement des épreuves.

*Bouda Brahim*

## GHARDAÏA

# La Garde républicaine s'ouvre sur le public

**L**a Garde républicaine vient d'organiser des portes ouvertes à l'ODEJ de Ghardaïa. Inaugurées mardi dernier par le wali, Mahmoud Djamaï, en présence des membres de la commission de sécurité de la wilaya et ouvertes par le commandant du secteur opérationnel de Ghardaïa, le colonel Abderrazak Maâmeri, au nom du commandant de la IV<sup>e</sup> Région militaire (RM), cette manifestation, qui s'étalera sur trois jours, a pour but de faire connaître au public les efforts déployés pour le développement des unités de ce corps de l'ANP chargé de la protection et de la sécurité de l'institution présidentielle et des différentes autres infrastructures dépendantes.

Le public, qui s'est déplacé assez nombreux, s'est enquis, à travers des expositions, des missions des différentes unités de ce corps, dont la cavalerie, les unités de combat et de protection des résidences et installations présidentielles, ainsi que de la section musique. Un aperçu sur les différentes unités, les accessoires de la cavalerie présidentielle et les tenues des éléments de ces unités sont également exposés aux visiteurs qui peuvent aussi



La Garde républicaine sous un autre angle

prendre connaissance du fonctionnement et des missions dévolues à ces unités. Cette manifestation permettra également à la population locale de prendre connaissance de l'activité des différentes unités de ce corps de sécurité, dont, a poursuivi notre interlocuteur, la troupe musicale avec ses beaux atours et les sabres au clair, présente à toutes les réceptions présidentielles et sa célèbre fanfare de cornemuse, la cavalerie et les unités de

combat et de protection des résidences et installations rattachées à la présidence de la République.

Trois jours durant, les visiteurs découvriront les accessoires des différentes unités de ce corps de sécurité, principalement les tenues de la cavalerie présidentielle, de la troupe de musique et, enfin, la nouvelle tenue de combat des éléments de la section d'intervention, toutes exposées pour le plaisir des yeux des jeunes et des moins

jeunes. Les visiteurs, notamment les jeunes, peuvent, en outre, s'informer sur le fonctionnement mais aussi et surtout sur les critères de recrutement au sein de la Garde républicaine, ce corps de l'ANP, accessible à tout jeune, âgé entre 18 et 23 ans, pour suivre un stage d'officier, de sous-officier ou homme de troupe.

Tout jeune candidat désireux de suivre une formation d'homme de troupe ou de sous-officier devra être obligatoirement de nationalité algérienne, jouir d'une bonne constitution physique, être célibataire, avoir une taille supérieure à plus 1,75 m et avoir un niveau scolaire au minimum de 2<sup>e</sup> AS.

Pour ceux désireux de suivre une formation d'officier, ils devront être titulaires du baccalauréat avec une moyenne de 12/20 et plus, avoir entre 18 et 21 ans au 31 décembre de l'année en cours et, une taille de 1,78 m. Beaucoup de jeunes, à travers des questions des plus pointues et des plus pertinentes, se sont montrés intéressés par une carrière dans les rangs de ce corps de prestige de la République, synonyme de faste et de respect dans la mémoire collective.

*K. Nazim*

SAISON ESTIVALE À BOUMERDÈS

# Huit nouvelles plages aménagées

● Pas moins de 25 hôtels d'une capacité totale de 2300 places sont en cours de réalisation dans la wilaya.

Les services devant assurer un bon accueil aux touristes qui séjourneront prochainement dans la wilaya de Boumerdès semblent avoir tiré quelques leçons des ratages de ces dernières années. Malgré les insuffisances signalées ça et là, tout indique que la prochaine saison estivale sera meilleure que celle qui l'a précédée, notamment en ce qui concerne les commodités et les conditions d'accueil sur les 34 plages qui seront ouvertes à la baignade sur la bande côtière de la région.

Les responsables de la direction du tourisme et les élus des localités balnéaires n'ont, cette fois, pas attendu jusqu'à la dernière minute pour songer au bien être de ceux qui s'y rendent en été pour se détendre et oublier les tracas de la vie. Ainsi, pas moins de huit plages ont été aménagées pour permettre aux vacanciers d'y passer un agréable séjour. Il s'agit des plages Guedouari, Corso, Boumerdès Centre, Sghirate (Thénia), Sable d'or (Zemmouri), Carrière et la plage familiale (Cap Djenet), Les Saline Ouest (Afir). Ces plages ont été dotées d'éclairage, de parking, de toilettes et de douche pour un montant global de 336 millions de dinars, dégagé fin 2013 sur le budget de wilaya. Le directeur du tourisme, Nour Zoulim, se dit très satisfait du travail accompli, en précisant que ses services ont tout fait à l'avance pour être prêts le jour J. « Cette année, même les budgets ont été dégagés à temps. Les projets ont été lancés en janvier dernier. Et ils ont tous



La wilaya de Boumerdès compte 24 plages

été achevés dans les délais », se félicite-t-il. Mais le tourisme ce n'est pas que les plages. C'est avant tout une culture qui doit s'ancrer dans la tête des uns et des autres. L'essor de ce secteur névralgique qui fait la vocation de la wilaya passe surtout par la réalisation de structures hôtelières et de loisirs digne de ce nom et la modernisation des moyens de transport et des réseaux routiers pour faciliter la mobilité des touristes. Les prix (entre 3000 et 6000 DA) pratiqués par les hôteliers restent très élevés.

Les familles préfèrent louer des bungalows ou des appartements chez les privés que de se rendre aux hôtels. Il faut dire que même les restaurants haut de gamme sont quasi-inexistants au bord des plages de la région, comme c'est le cas à Figuier,

Sablrière, Sghirat, Cap Djenet ou Afir. « Pour le moment, nous avons 19 hôtels, dont 14 sont classés, pour une capacité d'accueil de 3000 places. Nous prévoyons d'ici septembre prochain l'ouverture de deux autres à Boumerdès », indique M. Zoulim. Celui-ci souligne que 25 autres hôtels d'une capacité globale de 2300 places sont en cours de réalisation, dont 10 à Boumerdès, 3 à Cap Djenet, 3 à Zemmouri, 2 à Corso et 2 autres à Dellys. S'agissant du problème de mobilité des touristes, de nombreux endroits tels que le boulevard du front de mer ou la maison de la culture Rachid Mimouni de Boumerdès ne sont pas desservis par les moyens de transport. Outre cela, des milliers de citoyens dénoncent « la concession des plages » aux jeunes désœuvrés,

dont certains pratiquent du racket déguisé sur les espaces qui leur sont concédés à des prix symboliques. Ce phénomène qui se généralise au fil des années est pratiqué même au niveau des parkings aménagés au bord des plages grâce à l'argent du contribuable. Certaines assemblées élues, gagnées par l'immobilisme, ne tirent aucun dividende de la gestion de ces espaces qu'elles octroient gratuitement à ceux qui les ont soutenus pour prendre les rênes de la commune.

À Boumerdès, le manque à gagner pour la trésorerie communale à cause de ce problème est évalué à 10 milliards de centimes/an. Les gérants des parkings de la localité exigent parfois 100 DA aux automobilistes, soit le double du prix fixé par l'APC. **R. Koubabi**

## EXAMENS DE FIN D'ANNÉE 38 054 CANDIDATS ATTENDUS

Le nombre de candidats attendus aux différentes épreuves de fin d'année scolaire dans la wilaya de Boumerdès est de 38 054, dont 14 837 élèves sont appelés à passer l'épreuve de fin de cycle primaire (5è) au niveau de 65 centres d'examen, 11 216 candidats dont 6 884 filles sont appelées à subir les épreuves du baccalauréat entre le 1er et le 5 juin prochain au niveau de 35 centres d'examen et 12 001 candidats, dont 6 884 filles, se présenteront aux épreuves du brevet d'enseignement moyen (BEM) entre le 9 et le 11 juin prochain au niveau de 48 centres d'examen. 1 150 candidats sont inscrits aux épreuves de tamazight, dont 453 candidats au BAC et 697 au BEM. La correction des examens de fin d'année scolaire aura lieu au CEM Mohamed Bouchettal de Thénia pour les épreuves de fin de cycle primaire, le lycée Mohamed Laid El-Khalifa de Boumerdès pour les épreuves du baccalauréat et le CEM Rahil Rahab pour la correction des épreuves du BEM. L'ensemble de ces candidats seront encadrés par 7 875 fonctionnaires. **N. Abdeslam**

## KHAROUBA LE BUREAU DE POSTE TROP EXIGU

Le bureau de la poste de Kharouba, le seul dont dispose toute la commune, est trop exigu. Cette agence qui fonctionne avec deux agents ne peut contenir les citoyens qui y viennent en grand nombre pour effectuer leurs opérations postales. « Nous sommes durement pénalisés par ce problème. Parfois nous faisons la queue durant plus d'une heure pour retirer notre argent », se plaint un retraité, qui souhaite l'extension de la structure pour améliorer la qualité des prestations à ses usagers, notamment ceux qui viennent des villages Benoura et Djelloula.

En sus de l'éloignement, ces villageois sont pénalisés par le manque de moyens de transport pour rallier le chef-lieu communal. Certains d'entre eux, comme ceux de Benoura, préfèrent se rendre à Boudouaou pour retirer leurs durs. Car ils doivent d'abord rallier la première commune précitée pour prendre ensuite un bus vers Kharouba. Le calvaire des habitants est accentué par l'absence de distributeur automatique de billets au niveau de ladite agence postale. **Z. Youcef**

## CHABET EL AMEUR UNE DÉCHARGE SAUVAGE AU BORD DE LA RN68

Les habitants de la cité 5 juillet et du village socialiste agricole (VAS), dans la commune de Chabet El Ameur, se plaignent des désagréments causés par la décharge sauvage se trouvant aux abords de la RN68. « Nous avons adressé plusieurs correspondances aux autorités locales et de wilaya pour la fermeture de cette décharge, mais aucune suite favorable ne nous a été donnée », dénonce Boukabous, président du comité de la cité susmentionnée. Les citoyens habitant non loin de la décharge vivent un véritable calvaire en raison des odeurs nauséabondes et la fumée qui s'y dégageant après l'incinération des ordures ménagères. « Il y a plusieurs personnes qui ont contracté des maladies respiratoires et pulmonaires en raison de la fumée qui se propage dans les alentours », indiquent certains d'eux. Même les automobilistes empruntant la RN 68 et les exploitants des terres avoisinantes en sont pénalisés. La direction de l'environnement avait inscrit un projet de décharge contrôlée pour la commune, mais le projet n'est pas encore entamé en raison de l'opposition des exploitants du terrain devant l'abriter, a-t-on appris. Les citoyens de la région attendent avec impatience la réalisation du Centre d'enfouissement technique (CET) de Zaâtra pour éradiquer le dépôt en question.

Par ailleurs, les éboueurs de la localité ont observé, la semaine écoulée, un mouvement de grève pour dénoncer les mauvaises conditions au travail et réclamer l'affectation de matériels et équipements pour assurer leur tâche dans de bonnes conditions. **Z. Y.**

SIDI DAOUD

## Erosion du sol et risques sur les routes

L'érosion de terre survenue récemment au niveau de certaines routes et sentiers de la localité de Sidi Daoud expose les automobilistes à de réels dangers. Certains citoyens de la localité nous diront que le phénomène de l'érosion de terre dans la région remonte à plusieurs décennies. Selon eux, les nombreuses tentatives entreprises par les autorités locales pour y remédier, se sont toutes avérées vaines puisque dès les premières averses le problème se repose avec beaucoup plus d'acuité. « Si les pouvoirs publics veulent vraiment résoudre de façon efficace et définitive le problème, notamment au niveau des hameaux de Sidi Fergani, Hamrouna et Ouled M'hamed, ils devraient songer à lui débloquer une enveloppe financière conséquente au lieu de se contenter d'éternels replâtrages », suggère un habitant. « L'état de dégradation avancée de

certaines routes de notre commune notamment le CW 02, nous pénalise au plus haut point. Là aussi, les autorités locales sont fortement interpellées pour apporter des solutions radicales à cette situation qui devient d'avantage compliquée dès les premières pluies », ajoute-il. Contacté par nos soins, le P/APC, Rachid Guenna, nous dira : « Les services de l'APC ont effectué plusieurs opérations de réfection au niveau de certains sentiers, malheureusement le phénomène après chaque averse. Quant au problème du glissement de terrain au niveau du lieu-dit Sidi Fergani, vu sa gravité, lui, sera pris en charge par la direction des travaux publics de la wilaya ». Rappelons enfin que Sidi Daoud a vécu par le passé et à maintes reprises des débordements des eaux à cause de la défaillance des réseaux d'évacuation des eaux pluviales. **N. Abdeslam**

## L'AMBASSADRICE D'AUTRICHE À DELLYS

Louable initiative que celle qui a été entreprise au début de la semaine en cours par l'APC de Dellys et une association de la Casbah de la ville pour faire connaître le legs culturel des habitants de la région. Cette activité, marquée par l'organisation d'une riche exposition d'objets artisanaux, a été rehaussée par la présence de l'ambassadrice d'Autriche en Algérie, Son excellence Mme Aloisia Worgetter. Elle serait à sa troisième visite dans la ville de l'ex-Rusuccurus. Une exposition et des communications mettant en valeur le travail de la femme et son apport au développement de la culture ont été présentées par la même occasion. Les participants ont mis en exergue le rôle de la femme considérée comme l'héritière des us et coutumes locales, en soulignant que c'est elle qui a transmis le legs culturel des habitants de la région de génération en génération. **S.B.**



## ENTREPRISE DE TRANSPORT URBAIN DE JIJEL

# Les grévistes intraitables

● La dégradation d'un employé est à l'origine d'un bras de fer qui perdure entre la direction et le personnel.

Solidaires avec leur collègue, qu'ils disent dégradé abusivement de son statut de cadre à un simple agent par la direction, les travailleurs de l'entreprise de transport urbain de Jijel (ETUJ), qui ont soulevé des revendications socio-professionnelles, sont en grève depuis plus de trois semaines. Rencontrés hier aux abords du siège de la wilaya, où ils sont venus tenir leur troisième sit-in en l'espace de quelques jours, les grévistes, visiblement éprouvés par la tournure des événements, mais néanmoins déterminés à aller jusqu'au bout de leurs revendications, ont tenu à rappeler les péripéties de leur mouvement. « Nous avons entamé notre mouvement au mois de mars dernier ; après trois semaines, nous avons été reçus en audience par le wali en présence du directeur du transport et bien entendu nous avons mis fin à notre grève », raconte Abdelkrim Boukertouta, responsable syndical de cette entreprise. En plus de la réintégration de leur collègue dans son poste, la plateforme des revendications porte sur l'instauration des primes de panier et de transport, ainsi que sur l'annulation des retenues sur salaires décidées par l'administration, suite à la grève qu'ils ont lancée. Pour sa part, le directeur de l'ETUJ affirme que ce mouvement est illégal, en plus qu'il ne concerne qu'une partie des



Aucune partie ne veut céder

travailleurs par rapport à l'ensemble de l'effectif total de l'entreprise. « En plus des réserves émises par l'inspection du travail sur les procédures suivies par les grévistes, la justice, que nous avons saisie suite au dépôt du préavis de grève a décrété illégal ce mouvement ; mais même si la question salariale soulevée relève des prérogatives du ministère, nous sommes prêts à

ouvrir un débat à ce sujet avec les travailleurs », soutien-t-il. Pour rappel, l'ETUJ qui emploie une centaine de travailleurs, couvre des lignes de transport dans la ville de Jijel. Sur la quinzaine de bus qu'elle compte, la moitié est en activité, selon le directeur, pendant que le responsable syndical avance le nombre de quatre bus qui continuent à assurer les différentes lignes.

## KHENCHELA

## Des agriculteurs sinistrés attendent leurs indemnités

Des dizaines d'agriculteurs victimes des inondations qui ont touché la région de Khenchela pendant les mois d'août et octobre 2013, réclament les compensations promises par l'Etat. Les paysans sinistrés ont tenu un sit-in lundi, devant la direction des services agricoles pour protester contre le retard dans le versement des indemnités promises par le Premier ministre le 12 novembre de l'année écoulée.

Ce dernier avait donné à l'époque des instructions fermes pour indemniser les fellahs touchés dans les brefs délais, pour leur permettre de préparer la saison agricole. « Cela fait presque une année qu'on attend et l'administration n'a fait qu'estimer nos pertes sans nous indemniser », déclare un agriculteur qui affirme avoir tout perdu et déplore que les responsables de l'Etat qui ont promis de les rembourser, n'aient pas respecté leurs engagements. A souligner que ces agriculteurs activant dans les communes de Kais, Tawezianet, Baghaï et M'toussa ont protesté à plusieurs reprises durant cette année. Selon certaines sources les enveloppes des indemnités ont été dégagées des budgets des années 2013 et 2014, sans être remises à ce jour aux destinataires.

Mohamed Taïbi

## OUM EL BOUAGHI

## Un mort et deux blessés dans un accident à Rehia

Un camion de marque Hyndai et une Renault 21, immatriculés tous deux dans la wilaya de Constantine, se sont télescopés mardi vers 16h sur la RN10, au lieu-dit Aïn Dhiab, dans la commune de Rehia, daïra de Meskiana. L'on déplore la mort sur le coup de S. Abdelhak, âgé de 56 ans, conducteur de la voiture. Le chauffeur du camion et son accompagnateur, souffrant de blessures plus ou moins graves, ont été évacués par la Protection civile à l'hôpital de Meskiana, alors que la dépouille du défunt a été déposée à la morgue du même établissement. A signaler que ce tronçon de la RN10 est dans un état de dégradation avancée. Il est source de plusieurs accidents mortels.

L. Baâziz

## COMMERCE INFORMEL À BATNA

## Le maire veut ménager la chèvre et le chou

Des dizaines de vendeurs à la sauvette ont été reçus mardi par le président de l'APC de Batna. Ils étaient venus se plaindre contre les agents de la police venus les déloger des trottoirs qu'ils occupent aux abords des immeubles de la cité des 84 Logements. Une cité, pour rappel, qui étouffe sous l'emprise d'un véritable étaiu que constituent les marchands du prêt-à-porter et de l'électroménager.

Ces locaux, situés au rez-de-chaussée d'immeubles, destinés à l'origine à l'habitation, ont été transformés en échoppes. Une transformation qui, au demeurant n'a respecté aucune norme, et devient un danger certain, d'autant que dans certains cas, les murs porteurs ont été détruits. La cité, ainsi transformée en centre commercial, a fini par capter un grand nombre de commerçants illicites, venus s'agglutiner autour du quartier, ne laissant aux riverains aucun passage d'accès à leurs appartements. Cela dure depuis des

années et les habitants n'ont jamais arrêté de se plaindre à toutes les autorités locales. Dimanche encore, ils se sont adressés aux services du wali, qui les a orientés vers le maire. Ce dernier leur a promis de s'en occuper, mais le lendemain, ce sont les mis en cause qui ont envahi le siège de l'APC. Mis devant le fait accompli, le P/APC a choisi de ménager la chèvre et le chou. En effet, il a accepté les exigences des vendeurs informels, en les laissant exercer jusqu'après le mois de Ramadhan.

En attendant, il s'est engagé à former une commission qui se chargera de contrôler tous les occupants du rez-de-chaussée (dont la plupart ne possèdent pas de registre de commerce), afin de les déloger. D'ici là, les résidents vont s'abstenir d'organiser une quelconque fête. Ils devront espérer ne pas avoir de morts à entermer durant cette période, vu qu'il n'y a pas assez d'espace pour le passage d'un cerceuil.

Lounes Gribissa

## GUELMA

## Les habitants de Ksar El Azeb réclament le téléphone

Les habitants de Ksar El Azeb, agglomération secondaire de Aïn Regada, 50 km au sud-ouest de Guelma, réclament pour la énième fois, la dotation et l'installation d'un réseau de téléphonie fixe et par là même une liaison Internet pour cette agglomération enclavée, de quelque 3000 âmes. En effet, une centaine de chefs de famille, ont, dans une pétition adressée à la direction opérationnelle des télécommunications de la wilaya, dont une copie nous a été remise hier, aspirent à un désenclavement total, d'autant qu'à l'exception du réseau Mobilis, les autres font toujours défaut. Quant au WLL (Wireless Local Loop), il serait, selon nos interlocuteurs, sujet à des pannes récurrentes.

Karim Dacdi

## TÉBESSA

## Plainte en justice contre les urgences d'Allia Salah

La famille Gueharia, dont l'enfant, âgé de 4 ans, a succombé à ses blessures vendredi dernier à l'hôpital Allia Salah, a déposé plainte auprès du procureur de la République contre le service des urgences de cet établissement pour négligence et non-assistance à personne en danger, ayant entraîné la mort du jeune garçon, apprend-on auprès de la famille de la victime. Le jeune Khalil Allah Guehaira a été admis aux services des urgences des suites de brûlures. Trois jours après son admission, il a rendu l'âme, avant même d'être évacué vers l'hôpital des grands brûlés de Annaba.

Lakehal Samir

## Des habitants de Negrine en colère

Des habitants de la commune de Negrine, à 160 km au sud de Tébessa, ont pris d'assaut lundi dernier les sièges de l'APC et de la daïra qu'ils ont fermés, interdisant ainsi tout accès au personnel. Les protestataires s'insurgent contre leurs conditions de vie, marquées surtout par le chômage et le retard dans l'attribution des logements ruraux qui traîne depuis plusieurs années. Les manifestants se disent déterminés à aller jusqu'au bout de leurs revendications, lit-on dans une pétition dont nous avons reçu une copie.

L. S.

## OULED RAHMOUN (CONSTANTINE)

## Prochaine distribution de 370 logements

Les 370 logements construits dans la commune de Ouled Rahmoun seront distribués avant le mois du Ramadhan», a déclaré Bachir Far, chef de la daïra d'El Khroub, lors d'une conférence de presse animée hier au siège de la daïra. Selon lui, cette conférence a été organisée pour informer l'opinion publique sur l'avancement des projets et expliquer les causes du retard dans la distribution de ces logements. Le chef de daïra a voulu par la même occasion démentir toutes les rumeurs ayant circulé ces derniers jours sur ces logements sur la présence de personnes étrangères à la commune sur la liste des bénéficiaires. « Cette liste sera affichée aujourd'hui jeudi, et elle sera aussi publiée dans le

quotidien En-Nasr », a précisé le même responsable. Pour ce dernier, le retard dans la distribution de ces logements est dû à deux problèmes. Le premier est lié au non-achèvement de plusieurs travaux, dont ceux de raccordement réseaux divers, en plus des nombreux programmes de logement lancés dans cette commune, estimés à 3629 unités dans différentes formules. La deuxième cause a trait, selon Bachir Far, au temps mis pour l'étude des dossiers. « Nous avons enregistré 7 444 demandes de logement. Nous avons étudié tous les dossiers qui datent de 1989 jusqu'à 2011 et la plupart des demandeurs vont bénéficier d'un logement », a-t-il expliqué.

Yousra Salem

## ARRESTATION D'UN DEUXIÈME COMPLICE À AÏN SMARA

Le deuxième complice qui a participé à l'acte de vol de bijoux et d'agression d'une fille dans un appartement à Aïn Smara, commis la semaine écoulée, a été arrêté, apprend-on auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Il s'agit d'un jeune de 16 ans. Cette arrestation survient après l'arrestation en début de semaine, d'un premier suspect appréhendé par les services de sécurité, alors qu'un troisième complice est encore recherché selon certaines sources. Alors que l'enquête se poursuit toujours dans cette cité, où les habitants sont encore sous le choc après ce véritable coup perpétré en plein jour, l'on apprend de source policière qu'une opération de grande envergure sera menée dans la commune de Aïn Smara pour la sécurisation des lieux.

N. B.

# QUATRE POLICIERS TUÉS DANS L'ATTAQUE DU DOMICILE DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

## La Tunisie de nouveau frappée par le terrorisme

Tunis  
De notre correspondant

La ville tunisienne de Kasserine, à 45 km de la frontière algérienne, n'a pu trouver le sommeil mardi soir. Et pour cause ! Le silence de la nuit a été rompu par des rafales de mitraillette provenant de l'attaque dirigée contre le domicile familial du ministre tunisien de l'Intérieur, Lotfi Ben Jeddou, à la cité Ezzouhour, quartier fétiche de cette ville martyre, l'un des bastions de la révolution du 14 janvier 2011. Les riverains n'ont pas d'émblée compris ce qui se passait. Il y avait un mélange de bruits de feux d'artifice et de coups plus secs provenant d'armes automatiques.

Les versions des voisins immédiats du domicile attaqué et de ceux qui ont vu la camionnette Dimax débrousser chemin, ont abouti au déroulement suivant des faits : selon le jeune Hayder Daïssi, présent à deux rangées de maisons du lieu de l'attaque, un groupe de personnes armées était aux aguets au rond-point de la cité Ezzouhour, menant au domicile du ministre. L'une de ces personnes possédait un lance-roquettes. Un autre membre du groupe armé a allumé des feux d'artifice,



avant même le retentissement des rafales de mitraillette. C'était le signal du début de l'opération, pense Hayder, car d'autres feux d'artifice ont été allumés lors du repli, signal donc de la fin de l'opération. Le repli a été assuré par une camionnette Dimax, qui a été

poursuivie à coups de pierre par les citoyens du quartier, selon la version du même Hayder, lequel parle d'un blessé parmi les terroristes.

Yamina, une voisine de la maison attaquée, parle pour sa part d'une camionnette Dimax qui s'est arrêtée

devant le garage attenant à la maison du ministre et d'où sont descendues plusieurs personnes armées. Ces dernières ont investi le garage en tirant des coups de feu. «Les assaillants sont entrés dans le garage et en sont ressortis rapidement, sans que les rafales des armes automatiques ne se soient arrêtées», ajoute Yamina, qui précise que «certains assaillants avaient des tenues similaires à celles des forces de l'ordre».

### RIPOSTE AU COUP DE BEN GUERDANE

Pour ce qui est du propriétaire de la camionnette Dimax, utilisée lors de l'attaque, et qui s'est rendu à la police hier matin, il a affirmé avoir été kidnappé par les terroristes qui lui ont barré la route et l'ont obligé à les transporter jusqu'à l'entrée de Kasserine, avant de le ligoter en le menaçant de l'abattre si jamais il bougeait.

Le chauffeur a également indiqué que les terroristes disposaient aussi d'une voiture Golf 7. Le propriétaire de la Dimax est un habitant de la Cité Ezzouhour. «Ce choix a été fait pour ne pas attirer l'attention sur la camionnette, circulant régulièrement au quartier», explique l'expert

sécuritaire Nasr Ben Soltana. Tous les témoignages s'entendent sur le constat évaluant le groupe de terroristes à une quinzaine, voire plus.

L'attaque de Kasserine survient quelques jours après le démantèlement d'un réseau de terroristes à Ben Guer-dane, lequel planifiait de s'attaquer à plusieurs institutions et personnalités en Tunisie. 18 personnes ont été arrêtées et une cache importante d'armes et d'explosifs a été découverte. Les aveux des personnes arrêtées ont levé le voile sur un plan terroriste préparé à partir de la Libye pour déstabiliser la Tunisie.

Toutes les indications mènent vers le groupe terroriste de Ançar el charia, sous ses différentes appellations. Selon l'expert, Nasr Ben Soltana, l'attaque de Kasserine est un message des terroristes signifiant qu'ils «sont toujours actifs», même s'ils ont subi des revers. Cette attaque survient aussi au lendemain de l'appel lancé avant-hier par le dirigeant de Ançar el charia en Libye, Mohamed Zehaoui, qui a demandé, lors d'une conférence de presse, d'attaquer les mécréants partout dans le monde. Il est donc clair que le chemin de la lutte contre le terrorisme est encore long.

Mourad Sellami

ÉRIC DENÉCÉ. Directeur du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R)

## «Il n'y aura pas de paix au Sahel sans le règlement de la crise libyenne»

Entretien réalisé par Hassan Moali

Le MAE algérien vient d'annoncer la reprise des négociations inter-maliens en juin. Quelles sont, d'après vous, les chances de succès d'une telle initiative soutenue par Bamako ?

C'est très difficile à dire. Ces négociations auraient dû reprendre depuis longtemps, mais le gouvernement malien ne semble pas avoir voulu les conduire à leur terme. La réconciliation nationale ne paraît pas être sa priorité, ce qui explique l'instabilité persistante du pays. Il importe que les acteurs extérieurs qui comptent (France, Algérie) fassent comprendre à Bamako que, malgré les événements passés, la réconciliation est absolument impérative pour commencer à rétablir la paix et la stabilité dans le Nord et éviter une reprise des affrontements.

Est-il juste de dire que l'opération Serval a échoué, au-delà de la mission strictement militaire, à imposer une feuille de route politique pour la pacification du Mali ?

Non. Serval était une opération destinée à empêcher la prise de contrôle du sud du Mali par les groupes terroristes et à affaiblir significativement ces derniers. Elle a donc été une réussite totale. La France n'a jamais dit qu'elle allait éradiquer les bandes armées djihadistes-criminelles du Sahel. Elle n'en a ni les moyens ni l'ambition. Cela ne peut être qu'avec une action conduite par les États de la région, certes avec des soutiens extérieurs. Toutefois, depuis la fin de l'opération Serval, la situation ne s'est pas améliorée : les militaires maliens ne font guère preuve d'efficacité sur le terrain, le gouvernement de Bamako ne brille pas par son sens politique vis-à-vis des Touaregs, les autres Occidentaux (Européens et Américains) se sont à peine engagés sur le terrain pour stabiliser la situation. De plus, Paris n'a pas d'objectifs aussi clairs que pendant la campagne de 2013, d'autant que ses moyens militaires, de plus en plus limités, sont sollicités sur de nombreux théâtres.

La recrudescence des actes de violence à Kidal est-elle un simple soubresaut ou une preuve que la crise entre le nord touareg et Bamako reste entière ?

Ce ne sont pour l'instant que des soubresauts,



PHOTO: JOR

des réactions d'exaspération devant certains impairs de Bamako. Mais les torts sont partagés. Les Touaregs sont extrêmement sensibles et surréagissent souvent à la moindre occasion. Ils ne doivent pas non plus oublier qu'ils ont été les alliés des djihadistes, quelle qu'en ait été la raison, et qu'ils ont pris la vie de nombreux militaires de l'armée malienne. Les blessures sont longues à cicatriser des deux côtés. D'où la nécessité de négocier. La question touareg demeure d'une extrême complexité.

Certains prêtent à la France une volonté de s'installer durablement au nord du Mali via une base militaire. Qu'en est-il exactement, selon vous ?

Non, il n'y a aucune volonté de cette nature. Mais devant la persistance des mouvements terroristes et l'incapacité des États de la région à y faire face, la France risque de rester quelque temps dans la région sahélienne. Nous avons des accords de défense avec plusieurs pays de la bande sahélienne, des ressortissants et, bien sûr, des intérêts économiques à protéger. C'est pour cela que notre dispositif français a été réorganisé entre le Mali, le Burkina, le Niger et le Tchad. Si demain, les forces françaises se repliaient (et tant que l'armée algérienne se refuse à intervenir hors de ses frontières), il est certain que tous les États de la région connaîtront une situation chaotique. Paradoxalement, nous sommes critiqués si nous intervenons... tout comme lorsque nous n'intervenons pas ! L'idée d'un néocolonialisme français

est un fantasme qui a cours en Afrique depuis longtemps et qui va durer. Mais c'est une contre-vérité absolue. La France n'en a ni la volonté ni les moyens. Nous avons assez de problèmes à régler chez nous. Pourquoi voulez-vous que nous en ajoutions d'autres ?

Quel a dû être, selon vous, l'objet de la visite de M. Le Drian en Algérie, au-delà du communiqué officiel évoquant sommairement la coopération sécuritaire dans le Sahel ?

D'une part, expliquer aux autorités algériennes les objectifs de la France dans la région ; d'autre part, demander la coopération d'Alger dans la lutte contre les groupes djihadistes, dont certains continuent à trouver refuge sur son territoire. Enfin, évoquer la situation en Libye, qui est un vrai «nid de guêpes» terroristes. Il me paraît essentiel que nous multiplions les échanges de vue et de renseignement entre nos deux pays, car Alger et Paris disposent chacun d'expériences et de compétences reconnues en la matière.

Pensez-vous qu'on puisse régler le conflit au Mali compte tenu de la persistance de la crise en

Libye, principal pourvoyeur d'armes aux extrémistes maliens ?

Non, le retour à la paix et à la stabilité dans l'espace sahélo-saharien ne pourra être obtenu sans que soit résolue la question libyenne. Et il convient de rappeler une nouvelle fois que nous, Français, même si nous ne sommes pas les seuls, portons une responsabilité majeure dans le chaos qui règne dans ce pays. Je suis d'ailleurs totalement scandalisé que nous ayons autorisé, il y a quelques semaines, la venue de Abdelhakim Belhadj, ancien leader du Groupe islamiste combattant libyen en France ! Je me demande parfois quelle est notre logique ? Il existe cependant deux raisons d'espérer : d'une part, les Occidentaux sont vraiment inquiets de l'évolution de ce pays et songent à intervenir. Espérons qu'il ne recommenceront pas les erreurs de 2011. D'autre part, l'élection du maréchal Al Sissi en Egypte devrait être un facteur majeur de stabilisation de la région. Le Caire doit absolument être étroitement associé à la recherche de solutions, politique ou militaire concernant son turbulent voisin.

H. M.

عرض الدفع بالتقسيط ساري المفعول

عمرة أوائل رمضان

برفقة : الشيخ أبو عبد السلام و الدكتور كمال بوزيدي

ضمان النقل 24 ساعة

A partir de 185 000,00 DA / per

الفتور 100% جزائري وكنك في منزلك

Majestic Voyages est votre meilleur voyageur

Bvd Claude Debussy N°28, 1er étage Alger centre

021 71 95 25 / 021 71 95 28 / 0560 96 24 62 / 0560 96 24 63



## PORTRAIT

# BOUDJEMAÛ SALAH. Officier de l'ALN (W II) compagnon de Zighoud Youcef, ancien ambassadeur

## «1958 : Déjà obnubilés par le pouvoir...»

Qui appelez-vous pouvoir ?  
Un logement dans un palais ?  
La machine à décrets ?  
Les hommes qui se courbent ?  
Les hommes qui se couchent ?  
La télévision à la botte ?  
Un président qui règne, qui gouverne, qui juge, qui légifère ; monarchie et un pouvoir absolu ? J'ai prononcé le mot qu'il fallait taire : absolu...»  
**François Mitterrand**

Par Hamid Tahri

**A** 80 ans sonnants, il n'a certes pas la forme d'un homme dans la force de l'âge, mais ses atouts restent son envie et sa vitalité. En dégageant toujours la même élégance et le même raffinement, Salah Boudjemaâ est né le 18 avril 1934 à Mezjdj Edchiche, village anonyme du côté de Skikda, qui s'est distingué par son héroïsme lors de la lutte de libération, mais que le football a davantage fait connaître grâce à l'équipe locale de football qui a fait, il y a quelques années, un parcours plus qu'honorable en coupe d'Algérie. Salah, peu avare en paroles, aussi pertinent qu'impertinent, au naturel enjoué et chaleureux, nous décline sa vie avec ses hauts et ses bas, ses splendeurs et ses misères. Il évoquera bien sûr son enfance, sa scolarité dans son village, en faisant un clin d'œil à Abdelali Lakhdari et l'influence de la zaouia Belhamlaoui. Puis, ce sera la célèbre medersa Kettania de Constantine qu'il ralliera en 1947. Dans cet antre du savoir, il n'omettra pas de signaler à ses côtés des condisciples comme Mohamed Nafir, Ali Kafi, Houari Boumediène, Mohamed Salah Bouslama, Abdelmajid Kahlerras, qui se signalèrent quelques années après par leur engagement patriotique. Salah, à l'instar des Algériens, vivra dans sa chair les difficiles conditions imposées par l'occupant, marquées par le mépris, la discrimination et l'oppression. C'est sans doute cet état de fait qui éveilla en lui ce sentiment de révolte et de colère qu'il traduira naturellement par un engagement sans failles dans sa lutte discontinue. D'autant que le terrain était propice et qu'El Harrouch, son fief, s'imposait déjà comme un terreau favorable.

### RENCONTRE AVEC DIDOUCHE

C'est ainsi que Salah rencontre, le 5 novembre 1954 dans cette contrée, Didouche Mourad, «un homme exceptionnel doué d'une intelligence hors normes, ayant le sens de l'organisation», en présence de Mohamed Kedid. «Le courant est vite passé et consigne m'a été donnée de constituer des cellules. Vous n'ignorez pas que la conjoncture était difficile du fait de la rupture entre les centralistes et les messalistes et de la position des membres du CRUA. Mais il fallait agir. Je me rappelle toujours de Didouche, de sa sagesse et de sa foi. Il se contentait d'écouter. Il avait cette particularité de ne pas beaucoup parler et connaissant très bien la situation, il ne demandait pas l'impossible. Malgré cela, beaucoup n'ont pas voulu le suivre. Il disposait de 40 pièces d'armes, la plupart réformées. Et c'est Zighoud, le forgeron, son adjoint, qui les réparait.» A Constantine, Didouche avait créé la première cellule composée de Boudjeriou Messaoud, Zigat Smaïn et de Aouati Mostefa. Il a réussi à mettre en



PHOTO : H. LAHRI

place un système pour assurer la continuité de l'action. «C'est de Constantine que nous parvenaient l'argent, les médicaments, la nourriture... Didouche est parti à Mila chez Bentobal et à Annaba pour voir Badji Mokhtar à propos de problèmes logistiques et d'accords avec les Tunisiens.» Il faut rappeler que le 1<sup>er</sup> Novembre 1954, Zighoud est aux côtés de Didouche responsable du Nord constantinois et qui devait devenir la Wilaya II de l'ALN. Lorsque Didouche tomba au champ d'honneur le 18 janvier 1955, à l'âge de 28 ans, c'est Zighoud qui le remplacera à la tête de la région. C'est dans cette fonction que Zighoud organise et dirige la grande offensive du 20 août 1955 qui fut une éclatante démonstration de l'ampleur de la mobilisation populaire. Un an jour pour jour, le 20 août 1956, eut lieu le Congrès de la Soummam qui mit définitivement en place les structures politiques et organiques de la lutte armée. Zighoud y fut nommé membre du Conseil national de la révolution algérienne, élevé au grade de colonel de l'ALN et confirmé comme commandant de la Wilaya II. L'homme au chapeau de brousse que l'on voit sur les rares photos de l'époque, le «loup maigre et sec» a pourtant hérité d'une Wilaya coupée des autres à la mort de Didouche. Justement, Zighoud accéléra la cadence en déplaçant la lutte au cœur des zones occupées du Nord constantinois en brisant l'état de siège imposé à la Wilaya I et le mythe de l'invincibilité de l'armée française et c'est mû par une foi inébranlable qu'il lance les premières attaques au matin du 20 août 1955. «Un jour, à Smendou, Didouche a été repéré par les gendarmes. Il n'a pas fui. Un accrochage s'en est suivi et il en est mort. Zighoud qui a pris sa relève a su suivre tout l'agenda de Didouche qui était un homme politique alors que Zighoud, homme d'action, avait pris le relais à Toumat et Smendou et son champ d'action s'est développé aux conforts de Skikda. Didouche comptait beaucoup sur les étudiants. Après sa mort, les choses s'étaient compliquées. Vu les nouvelles conditions et son isolement, Zighoud avait une autre vision des choses.» Des actions sporadiques avaient eu lieu : élimination de harkis,

fermes brûlées... «Un jour, il nous avait réunis à Sidi Mezghiche où il nous révéla son intention de lancer une grande opération le 20 août. Je crois qu'il avait pris seul cette décision. Nous étions restés isolés dans une forêt quinze jours durant sans rien. On a beaucoup souffert. Toujours est-il que le 20 août a eu un écho retentissant. Fait du hasard, ces actions coïncidèrent avec la commémoration de la déportation du roi Mohamed V et des révoltes qui éclatèrent le même jour en plusieurs points du Maroc, notamment à Oued Zem où plusieurs morts ont été enregistrés lors d'émeutes sanglantes. Les Français avaient peur, car ils pensaient à une action concertée et à un plan synchronisé et que la lutte s'est étendue à l'Afrique du Nord. Le 20 août 1955 dans le Nord constantinois a eu des répercussions au Maroc, et Hassan II lors de l'une de ses visites à Alger qui s'en est félicité l'a rappelé à l'hôtel Aurassi au président Chadli.» Salah admet que le Congrès de la Soummam en 1956 a donné une autre impulsion à la lutte. Salah racontera la péripétie de Zadi Chérif, qui activait aux côtés de Zigad Smaïn et de Sadi Bekhouche et qui ont été éliminés, car soupçonnés de connivence avec les messalistes.

### LA RELÈVE DE ZIGHOUD

C'est Bentobal qui aura la charge de la Wilaya II après la mort de Zighoud. «En 1957, la direction est partie à l'extérieur. Ils ont allumé la mèche et nous ont laissé brûler ? J'étais officier responsable et j'ai ressenti cela comme une trahison. Déjà, à l'époque, certains pensaient au pouvoir et non pas à bâtir un Etat digne de ce nom pour lequel sont tombés tant d'hommes et

de femmes. La facture a été lourde et le résultat est là», commente amèrement Salah qui avait été pris dans une embuscade avec Zighoud. «La rafale l'a atteint de plein fouet. Notre groupe s'est ensuite difficilement replié. Le 20 octobre 1958, Bentobal m'a désigné dans la région de Collo avec Brahim Chibout et d'autres.» Puis, Salah a été désigné chef de la région de Azzaba. «Nous avons ainsi poursuivi notre combat, bon an mal an, jusqu'à la délivrance. Le 5 juillet 1962, j'étais au PC de la wilaya à Constantine, Saout El Arab (Boubnider), revenu de Tlemcen où il avait rencontré Ben Bella et Boumediène, expliquait à ses troupes les résultats de ses discussions en mettant l'accent sur la légalité pour laquelle sont morts des milliers de chouchada et qu'on ne peut effacer comme ça d'un coup de force. Ce n'est pas de cette manière qu'on construit un Etat civil, moderne et fort, avait-il tempéré. Djamel Houhou, qui était présent, avait acquiescé. Mon groupe et moi retournâmes à Skikda, mais on avait appréhendé les conséquences qui découlaient de la position des nouveaux «maîtres» de l'Algérie. C'est Abdelmadjid Bouzbid qui m'a aidé à m'enfuir en Tunisie où j'ai rencontré Abdelhamid Mehri. Harbi m'a fait savoir que le problème était entre Saout El Arab et les autres. Je suis rentré en Algérie où j'ai adhéré avec des amis comme Boubnider aux thèses de Boudiaf qui a créé le Parti de la Révolution socialiste. Mais j'ai conclu que ce n'était pas la solution. Je suis rentré dans mon douar.» Salah parle avec flamme de son passé, avec du souffle, de l'originalité et parfois, ce qui ne gâte rien, avec un humour corrosif. Rebelle à la résignation comme à la suffisance, Salah réanime les personnages «uniques» qu'il a eu à côtoyer en les décrivant sous leur meilleur visage. Derrière la complexité un peu distante de l'homme se cache, on n'en doute pas, l'instinct de l'extraction paysanne dont il relève. Avec tout son bon sens et ses belles valeurs. «Fin 1962, Boumediène m'a convoqué à Alger avec Kahlerras et Bousenane. Il m'avait rassuré quant à mon intégrité physique. J'ai eu des rapports courts avec lui par la suite. Après le coup d'Etat de 1965, j'ai été envoyé au Caire pour remplacer Saout El Arab au Haut commandement arabe uni. J'en ai profité pour poursuivre mes études. Nasser me tenait en haute estime, connaissant ma proximité avec Boumediène qui était déjà étudiant avec moi à Constantine à la fin des années quarante...» En 1971, Salah est désigné attaché militaire au Liban pour être interlocuteur des Palestiniens compte tenu de l'attachement de Boumediène à cette question, surtout après la débâcle de 1967. «L'Etat algérien voulait être plus près des convulsions du Moyen-Orient et surtout de la question palestinienne et il a trouvé en moi l'homme idoine.» En 1980, Salah est

désigné comme ambassadeur en Syrie. Poste qu'il occupera jusqu'en 1985 avec des aventures et des mésaventures. A Damas, poste stratégique s'il en est, car la capitale syrienne abritait la plupart de mouvements révolutionnaires palestiniens, Salah dut jouer l'équilibriste vu les divergences entre les différentes factions palestiniennes. Il raconte avec beaucoup d'émotion «l'affaire» qu'il vécut en 1971 lorsqu'il était attaché militaire au Liban. «Les Israéliens traquaient les Palestiniens partout. Dans le quartier Verdun de Beyrouth, ils étaient sur les traces des lieutenants de Arafat, au nombre de quatre et qui avaient dîné avec moi dans un restaurant pas loin de l'ambassade. J'ai appris quelques heures après qu'ils avaient été pris pour cibles et succombé après une attaque des services du Mossad. Les assaillants nous avaient suivis depuis l'ambassade et ne cessaient de nous épier. Après filature, ils sont passés à l'acte et ont assassiné les quatre dirigeants de l'OLP, bien connus pour être très proches de Yasser Arafat. Les tueurs, dirigés par Ehud Barak, qui deviendra quelques années plus tard Premier ministre, étaient venus en Zodiac. L'affaire à l'époque avait fait grand bruit.»

### FUITE EN TUNISIE

Après Damas, Salah est nommé à Oman en 1985. Il dirigera la mission diplomatique jusqu'en 1990, date à laquelle il accèdera à la retraite. Depuis, il s'est totalement éloigné de la politique et de ses dirigeants. «Après 1962, après le congrès de Tripoli, j'avais compris que les choses n'allaient pas se dérouler comme l'exigent la réalité et la logique. Moi, je n'ai jamais couru après un quelconque pouvoir. Après tant de sacrifices et de morts, je ne veux pas qu'une goutte de sang soit versée dans une lutte fratricide aux conséquences désastreuses.» Le cours des événements relève davantage du soulèvement des peuples que de l'action volontaire d'hommes décidés ou du déterminisme historique. «Je pense que les hommes ne sont pas toujours maîtres de leurs trajectoires qui relèvent, à mon sens, du destin ou du hasard. Pour l'anecdote, un jour alors que j'étais ambassadeur en Syrie, M. Messaâdia qui était patron du Parti FLN me fit cette réflexion : «Pourquoi toi, cadre supérieur de la Nation, de surcroît ambassadeur, tu n'es pas encarté au parti». Je lui ai répondu que c'est une conviction personnelle et que mon engagement pour l'Algérie suffit. C'est dire que je n'aime pas être embrigadé en faisant partie des appareils, d'autant que je n'ai pas d'autre ambition que de faire mon travail et servir le plus honnêtement possible mon pays. Je ne suis pas de ceux qui font des croche-pieds pour prendre un poste ou des privilèges», explique-t-il. Salah parle de certains épisodes avec un mélange d'ironie et de tendresse. A la vérité, tant d'obstination peut difficilement s'expliquer s'il n'y a pas à la base une conviction profonde elle-même chevillée à l'orgueil. «La philosophie du pouvoir est d'utiliser les gens, de les presser et de les jeter quand il s'avère qu'ils ne répondent plus aux desiderata de ce même pouvoir», résume-t-il.

H. T.

htahri@elwatan.com

### PARCOURS

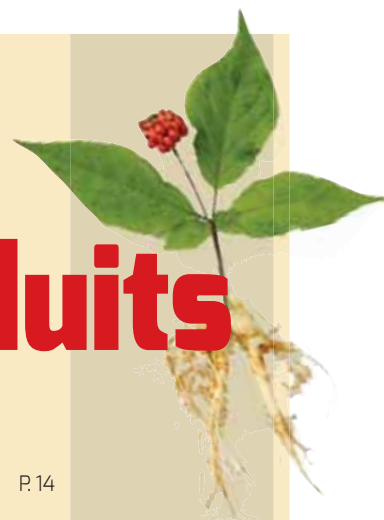
■ Naissance le 18 avril 1934 à Mezjdj Edchiche dans la wilaya de Skikda. Très jeune, il s'imprègne des idées nationalistes qu'il adopte dans sa scolarité, notamment à la medersa El Kettania de Constantine. Rejoint l'ALN au mois de novembre 1954. En janvier 55, il rencontre Didouche. A la mort de ce dernier, il active sous la direction de Zighoud à la Wilaya II. Il est officier de l'ALN et poursuit le combat jusqu'à l'indépendance. Il est nommé au Commandement arabe uni au Caire, puis attaché militaire au Liban. Ambassadeur en Syrie et à Oman. Il prend sa retraite en 1990 et coule des jours paisibles parmi les siens.



APHRODISIAQUES ET STIMULANTS SEXUELS

# Ces nouveaux produits qui débarquent

P.14



>> GRAND ANGLE

Alger,  
grandeur et  
décadence

P : 15

>> CASSE-TÊTE

kidnappings  
revoir  
l'arsenal  
juridique

P : 16

>> HORS-CHAMP

L'homme  
qui veut  
sauver le  
patrimoine  
musical  
algérien

P : 17

D.R.

TRACTEUR ROUTIER DONGFENG 4X2

CRÉDIT A **0%** REMISE EXCEPTIONNELLE DE **250 000 DA**

LIVRAISON IMMÉDIATE

Moteur Cummins  
Boîte à vitesse ZF

PIÈCES D'ORIGINE ET SERVICE APRÈS-VENTE GARANTIS

**DONGFENG**

INFORMATION CLIENTS  
**021 98 00 30**

**DIAMAL**



VIAGRA, APHRODISIAQUES ET STIMULANTS SEXUELS



## Ces nouveaux produits qui débarquent chez les herboristes

### El Hammama ou le couscous blidéen à base d'herbes

L'Atlas blidéen est riche en herbes et plantes, et cette richesse a créé un plat typique à la région, appelé El Hammama, ou le couscous blidéen. Ce plat ancestral est à base de semoule mélangée à des herbes sauvages comme le Halhal (lavande sauvage), Fliou (menthe de pouliot), Timersat (marrube noir), Benaâman (Coquelicot), Zeitra (Thym), Akil (Romarin). Une fois que le printemps s'installe, la cueillette des plantes et ingrédients constituant ses ingrédients commence. C'est pour cette raison que ce plat est qualifié de couscous du printemps. On raconte que ce plat contenait jusqu'à 70 variétés de plantes et herbes lorsqu'il était préparé par les montagnards, des connaissances quoi ! Aujourd'hui, l'Atlas blidéen s'est vidé de sa population et celle qui prépare El Hammama, actuellement, est généralement composée de «citadines» qui ont hérité une partie du secret de la recette de leurs ascendants. La technique de préparation d'El Hammama consiste, tout d'abord, à laver et débarrasser les plantes et herbes utilisées de leurs racines, avant de les hacher, puis les mélanger au couscous roulé à la main et cuit à la vapeur dans un couscoussier. Une fois cuit à la vapeur, ce plat doit être enduit avec de l'huile d'olive et servi, généralement, avec du lait fermenté. Le mélange des herbes et plantes lui donne un aspect noirâtre et un goût un peu amer. C'est pour cette raison que certains préfèrent l'assaisonner avec du sucre. El Hammama compterait, en croire certains témoignages, de nombreux bienfaits sur la santé. «C'est le vaccin annuel et naturel des Blidéens», insiste un sexagénaire de la ville des Roses. «Ca favorise une meilleure circulation sanguine et c'est recommandé pour les personnes anémiques», ajoute-t-il. Pourquoi l'appellation El Hammama ? Selon Youcef Ouragui, 77 ans, spécialiste du patrimoine de Blida, le nom de ce plat est lié au hammam (bain maure). «Dans le passé, les femmes affaiblies, notamment après un accouchement, consommaient ce plat au hammam tout en bénéficiant de la vapeur de ce dernier. Une manière de nettoyer leur corps et l'immuniser à la fois», raconte-t-il.

M. Benzerga

Par Djamel Alilat

Le régime thé à la menthe cacahuètes a longtemps été l'aphrodisiaque du pauvre. Le piment aussi possède cette sulfureuse réputation. En plus de mettre du feu dans les papilles gustatives, ce condiment est censé également souffler sur les braises du désir. D'autres vous diront qu'il n'y a rien de mieux qu'un bon plat de truffes, le «terfess» de chez nous. Tout cela fait désormais figure de remède de grand-mère par rapport à la révolution apportée par la petite pilule bleue. Cette fameuse pilule qui permet de redresser la fierté des messieurs quand celle-ci vient, pour une raison ou une autre, à décliner. Aujourd'hui, la petite pilule bleue s'est tellement démocratisée qu'elle se vend dans les drugstores et chez les herboristes. Sous le comptoir ou

sous le manteau. Si le viagra et ses génériques se vendent déjà très bien en pharmacie, le viagra chinois, sous une multitude d'appellations, est en train d'envahir le marché par des circuits parallèles. Pas seulement du viagra, mais toute une panoplie de produits aux noms étranges ou évocateurs. Même si vous n'arrivez pas à déchiffrer l'idéogramme chinois qui orne la petite boîte dont le vendeur s'empresse de vous raconter qu'elle fera de vous un incomparable amant, le bel étalon cabré qui orne l'emballage est déjà tout un programme. Virée chez quelques «herboristes» et petit tour d'horizon des produits proposés. Une pommade pour agrandir son phallus, des gélules pour avoir du cœur à l'ouvrage, des pilules pour que monsieur ne soit pas consterné par une virilité qui indique six heures et demi au moment fatidique, du chewing-

gum pour émousser madame et un gel qui se vante de rendre ses voies plus étroites. Vaste choix. Il existe désormais plusieurs artifices chimiques pour réveiller une libido en berne. Ce n'est pas encore le sex-shop, mais c'est déjà une petite révolution. Au hit-parade des stimulants soft, le ginseng sous différentes formes. Cette plante qui nous vient de Chine précédée d'une solide réputation vantant ses vertus aphrodisiaques, se vend en sachet, en pots mélangée avec du miel et sous différentes formes. Il y a aussi le traditionnel pot de miel mélangé à la noix ou à d'autres arachides. Cela vient d'Egypte ou des pays du Golfe. Il a toujours ses adeptes mais un herboriste ayant pignon sur rue nous a confié, sous le sceau de l'anonymat ceci : «Avant, j'écoulais jusqu'à 150 pots par mois. Depuis l'arrivée du viagra chinois, j'en écoule à peine une quinzaine»,

dit notre homme. Il vaut mieux s'adresser au Bon Dieu qu'à ses saints, semblent se dire tous les clients qui ont lâché l'improbable confiture censée vous redonner de la vigueur à long terme pour une petite pilule à effet immédiat. D'après un autre vendeur, ce sont des hommes qui ont un rendez-vous galant qui en prennent. Selon les confidences de certains vendeurs, ce sont beaucoup plus les maîtresses occasionnelles ou attirées qui en bénéficient plutôt que les épouses légitimes. En dehors, bien évidemment, des hommes dont la libido est chancelante, la vigueur vacillante ou la prostate défaillante. Il faut également ajouter la catégorie, assez fournie, de ceux qui craignent la honteuse panne sèche la nuit tant attendue de leurs noces. Plus besoin d'aller voir un taleb qui vous fournira un improbable harz. Un petit tour chez le pharmacien ou le droguiste du coin fera l'affaire.

D. A.

## BLIDA : TERRE DES «POTIONS MAGIQUES»

Par Mohamed Benzerga

Le nombre d'herboristes ne cesse de croître à Blida. Au centre-ville, ils sont nombreux à proposer leurs «mixtures» à des «patients» faisant plus confiance à la phytothérapie qu'à la médecine moderne. Ils viennent des quatre coins de l'Algérie pour ouvrir boutique à Blida. Et dire qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, les produits chimiques font peur. «Les médecins eux-mêmes reconnaissent que les antibiotiques sont, à la longue, néfastes pour la santé. Ils affaiblissent notre système immunitaire. Sur les chaînes étrangères, notamment françaises, on voit souvent des médicaments qui sont retirés de la vente pour leurs effets dangereux. Ce qui expliquerait le retour, en force, du recours à la phytothérapie, que ce soit ici en Algérie ou dans les pays développés», témoigne une quinquagénaire, l'air instruit, rencontrée chez un herboriste à Blida. Souffrant de problèmes du colon, elle dit qu'elle a vu son état de santé s'améliorer grâce aux conseils «verts» de Ammi Idir.

### DOYEN DES HERBORISTES À BLIDA

Ammi Idir Benkakimi figure parmi les plus anciens herboristes de Blida. Alors âgé d'à peine 8 ans, il commençait à aider son père propriétaire de la boutique d'herboriste «Droguerie Indigène». Depuis 1949 à ce jour, Ammi Idir, septuagénaire, s'est forgée une expérience avérée dans le domaine de la phytothérapie. Une expérience de plusieurs décennies qui lui a valu une notoriété non seulement à Blida, mais dans toute la région centre du pays. Il a des remèdes à presque tout et le client ne repart jamais bredouille. Problème de colon ou de poids

(obésité ou maigreur), stérilité, impuissance, chutes de cheveux, effets de la ménopause... constituent les principaux motifs de «visite». Mais l'herboriste qui se fait aider par ses enfants pour une histoire de relève, aussi, reconnaît l'avancée de la médecine moderne et propose même à ses clients d'aller voir un médecin en cas de besoin. Pour l'histoire, en 1940, une famille d'origine kabyle ouvre une boutique d'herboriste, appelée «Droguerie Indigène». Implantée au cœur de Blida, au lieu-dit «Souk», la boutique ne désemplit pas. Depuis son ouverture à ce jour, elle accueille une centaine de personnes par jour, à la recherche d'une «potion magique» capable d'apporter un remède à leurs maux. Sa boutique n'est pas vraiment spacieuse mais est capable, paradoxalement, de contenir un monde fou. L'odeur des épices et des herbes, sentant fort indique bien la vocation des lieux. Les «potions magiques» sont généralement servies dans du papier journal. Pas besoin d'un packaging «noble» et du marketing pour pouvoir vendre ! C'est la conviction du client en phytothérapie ainsi que le savoir détenu par Ammi Idir qui constituent la force de vente. «Ici, on ne ressent pas l'exiguïté des lieux tant que cette boutique représente pour nous une lueur d'espoir», déclarent des personnes attendant d'être servies par le connaisseur Ammi Idir.

### 199 PLANTES MÉDICINALES RÉPERTORIÉES À CHRÉA

Le Parc national de Chréa contiendrait 199 plantes médicinales, et ce, selon le dernier inventaire des espèces floristiques de ce parc effectué en 2011 par des chercheurs universitaires. Mais ce chiffre augmente en fonction des explorations des

chercheurs dans ce domaine. Considéré comme étant un carrefour climatique connu pour être un lieu de brassage d'ambiances d'airs venus du versant nord et du versant sud, le Parc national de Chréa bénéficie donc de ce brassage. La diversité de la flore est l'une des conséquences, mais sans pour autant être optimisée. «Après les recherches et les inventaires, il n'y a plus rien après», se désole M. Dahal, directeur du Parc de Chréa. Pour notre interlocuteur, la partie concernée par les études de recherches n'est finalement que la partie visible de l'iceberg. «La vraie richesse de notre parc réside dans ses tréfonds et dans ses endroits inaccessibles», ajoute-t-il. La verveine, la lavande, l'origan et l'ortie, pour ne citer que ces plantes médicinales y existent en abondance sans être utilisées en industrie phytopharmaceutique.

### UN ARBUSTE BON POUR LE CANCER !

Les ifs, arbustes généralement centenaires, voire millénaires, sont rares au monde. Parmi les régions qui font l'exception figure Chréa. Des glucosides synthétisés à partir d'extraits de l'if, dont le Docétaxel, sont utilisés en oncologie pour traiter certains cancers. «Des molécules toxiques de cet arbuste sont utilisées par de grandes firmes pharmaceutiques pour ses propriétés anticancéreuses. Mais ces firmes ne viennent jamais à Chréa. On aimerait bien qu'elles viennent chez nous pour développer les recherches pharmaceutiques et médicales dans ce domaine», espère M. Dahal. Pour le moment, les plantes médicinales des hauteurs de Blida sont récoltées par des «vieilles connaissances» dans le domaine et qui les vendent chaque matin aux différents souks de la ville.

M. B.

QUE DIRAIT LA CAPITALE SI ELLE SE METTAIT À PARLER ?

# Alger, grandeur et décadence

Il y a différents chemins pour accéder à Alger. Par train, à la gare de l'Agha, où se chevauchent des rails d'acier rouillé, venant de tout le pays ; au Caroubier par bus, où tous les accents se côtoient sans se rencontrer, ou encore par routes, qui tant bien que mal finissent pas s'y plonger. Il y a aussi les airs, par l'aéroport Houari Boumediene, où vous serez accueillis par quelques posters géants du Président réélu, côtoyant des réclames pour des forfaits téléphoniques, mais là ce n'est déjà plus Alger.

Par Djawed Belkhodja

**A**lger, c'est le centre-ville, ou plutôt les côtes de la ville, où les immeubles faussement blancs se déversent dans une Méditerranée faussement chaude. Où les rivières sont faites de bitume et les collines de béton briqueté. Alger vue d'en haut plonge inexorablement vers la mer, comme si cette dernière voulait récupérer ces îles — d'où vient le nom d'El Djazaïr — et qui furent rattachées aux côtes en 1566, dans un effort sécuritaire. Dernier rempart aux attaques venues des mers.

## ALGER, L'ÉTAT

C'est dans la plus petite wilaya d'Algérie (1190 km²) que se trouve le Palais présidentiel d'El Mouradia, mythique sous Boumediene, si peu sous Bouteflika. D'ici s'annonce une descente sur la baie d'Alger qui dessert le lycée Bouamama (ex-Descartes) où se laisse apercevoir le siège de l'ENTV ainsi que l'hôtel Saint Georges dont on aime à dire qu'il a reçu bon nombre de personnalités comme Winston Churchill, Eisenhower, Che Guevara et bien d'autres. Smaïl, 38 ans, habite à Larbaâ. Il se réveille chaque matin à 4h pour rejoindre la capitale avec, dans sa besace, des crayons de couleur, une console et du papier couché. «Prendre le train, puis le bus est épuisant» avoue ce dessinateur de rue, artisan indépendant, autodidacte malgré lui. Tout à l'image d'Alger, capitale malgré elle, longtemps menacée par des projets de nouvelle capitale, qui se maintient par le poids du passé. En triant minutieusement ces précieux crayons de couleur, Smaïl se met à l'œuvre en essayant d'ignorer les remarques désobligeantes des gamins qui passent. Il capte chaque jour les visages des Algérois pour 600 DA en noir et blanc et 2000 DA en couleur. «Les couleurs coûtent cher», précise-t-il avant de se replonger dans son dessin. Alger a tant de couleurs. Surtout du bleu, au travers de chaque boulevard. Le bleu étincelant de la mer qui semble narguer le gris omniprésent des murs. Assorti au bleu de l'Etat : il y aurait un agent de police pour 40 Algérois. Ainsi, «il faut se faire discret, trop de curiosité attire les soucis», confie Smaïl, qui a pris l'oubli comme abri. Comme Alger qui aime se cacher d'elle-même.

## ALGER, L'OUBLI

De la place Addis-Abéba, le bitume continue sa descente, s'engouffrant dans un couloir d'immeubles vétustes (Sacré cœur), condamnées plus bas au vis-à-vis urbain (boulevard Didouche Mourad). Ici ont résonné tant de cris de révolte : étudiants, femmes, jeunes et moins jeunes ont battu le pavé ; ici, comme dans d'autres quartiers, les cris se sont tus. Les avenues ne suffisent pas à porter les noms de tous les martyrs, il fallait donc en oublier certains. Smaïl, lui, n'a pas oublié. «Jeune, j'attendais la fin des programmes pour écouter de la musique classique sur l'ENTV» raconte-t-

il, nostalgique. Une musique qui comme Alger survit à travers le temps, à défaut de cassettes, CD ou de disques durs, Alger semble ne rien pouvoir enregistrer de son passé, dans un combat entre l'amnésie et l'espoir, les Algérois sont les victimes. A chaque génération sa ville. Chaque matin Smaïl longe les trottoirs à la recherche d'une place disponible ; il rase les murs comme pour assurer ses arrières dans Alger qui semble avoir oublié ses batailles. Alger ne parle pas de ses victoires, ne parle pas de ses morts, ne parle pas d'elle-même, ou parfois au détour d'une stèle qui ne parle pas le langage de l'art.

## ALGER PARLE

L'hôtel Aurassi domine le Témely, la Bibliothèque nationale, et le Palais du gouvernement. Ici, Charles de Gaulle déclara en 1958 le fameux «Je vous ai compris». Ici, le 11 avril 2007 a explosé une bombe, faisant

«Alger ne parle pas de ses morts, ne parle pas d'elle-même ou parfois aux détours d'une stèle qui ne parle pas le langage de l'art.

30 morts et 75 blessés, il est donc logique que si Alger devait parler, elle ne s'exprimerait pas de ce palais d'où seuls ses propriétaires s'expriment. Aurore Vinot, photographe, ne connaît pas ces dates, mais évoque «cette ville éclatante de lumière, complexe et fascinante». Loin des clichés, porteuse d'un projet intitulé «Makeda», cette jeune Française zoome sur le métissage interculturel des couples. «Les gens souhaitent rarement se laisser photographier. Je suis face à leurs appréhensions, à cette ville souvent hermétique à se laisser représenter.» Que dirait Alger si elle se mettait à parler ? Peut-être commencerait-elle par écrire sur ses trottoirs, sur ses murs, sur ses immeubles, en lettres majuscules : «Lavez-moi !». A l'image de ces automobiles garées, portant souvent cette mention écrite à l'encre des doigts sur une page de crasse. Pourtant, au milieu d'un bourdonnement omniprésent, des accents de toutes les régions sont audibles, passant du kabyle au français, de l'arabe à la «dardja». Quand elle prend une photo, Aurore ne parle pas, elle regarde. «Souvent, les regards s'effleurent et se frottent avec les yeux, cela semble déjà si important ici», confie la photographe venue passer quelques jours à Alger, le temps de quelques rencontres, à l'affût de couples mixtes. Quand elle ne parle pas, Alger chante chaâbi, une poésie crue, racontant désirs, légendes ou tragédies du quotidien. De son berceau, cet art porte une âme que seules les sinueuses venelles de La Casbah peuvent faire si complexes.

## ALGER, CASBAH

En son noyau, Alger cache jalousement son cœur historique, sur près de 120 mètres

de dénivelés, se chevauchent terrasses et amonts. Traversant les générations, La Casbah a fini par céder aux assauts du temps. Loin des regards de l'Etat, elle se laisse oublier. Ici prirent naissance la Bataille d'Alger, les toiles d'Etienne Dinet. Ici, le 15 mars 1997, suite à une embuscade où 5 militaires sont tués, une vaste opération de ratissage est engagée. Sept cadavres de citoyens sont retrouvés dans les ruelles. L'Algérois est lui-même touriste à La Casbah tant il la connaît peu. Plusieurs associations se battent encore pour garder les derniers vestiges de ce site classé patrimoine mondial par l'Unesco en 1992. Vue d'ici, Alger semble décliner toute invitation à la modernité. Aujourd'hui, quelques jeunes téméraires relèvent leurs manches pour nettoyer bénévolement les rues. La Casbah parle l'inépuisable vérité de son métissage, de sa pudeur, de son imposante ossature, de son vide, de sa mort annoncée, de son déclin. Aurore reprend le chemin du retour ; ici les rencontres semblent l'avoir ensorcelée. Elle part outre-mer pour exposer les photos qu'elle a prises de son périple. L'émotion lui fait dire : «J'ai presque envie de rater mon vol tant Alger et ses Algérois sont attachants.»

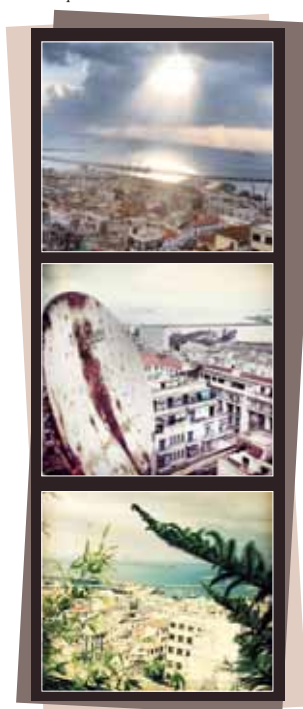
## ALGER, ROIS

Le front de mer urbain du centre-ville d'Alger offre des vues dignes de cartes postales, promenades que de jeunes couples avides de loisirs sillonnent, pour s'engouffrer dans le centre-ville aux prémisses du boulevard Amirouche. Ici, le 30 janvier 1995, explose une voiture piégée près du commissariat central d'Alger, 42 morts. Ici, Alger mêle le présent au passé, le ronronnement de la ville au sourd cri du chaos. Alger, ses escaliers, ses ruelles, ses câbles électriques traversant les boulevards, ses balcons tombants, ses paraboles, ses places de parking difficiles à trouver, font de l'Algérois un métropolitain asservi à son urbanisme. Pour les trois millions d'Algérois qui prennent le bus tous les jours, il n'est pas toujours facile d'aimer cette ville. «On subit», lâche Zahir, la trentenaire, en s'extrayant d'un bus. «Alger nous oblige à être Algérois», ajoute-il avant de quitter la station. Ailleurs, dans les boulevards de la capitale, le ton est autre. «On tombe tous les jours amoureux», lance Riad, un jeune homme rencontré à la place du 1<sup>er</sup> Mai. Elancé, le regard alerte, Riadh se penche précipitamment vers la droite pour suivre du regard une jeune femme de passage. «La beauté algéroise, allah ybarék, ça remonte le moral», lâche-t-il à voix haute pour qu'elle l'entende. La jeune femme ne se retourne pas. Sans sourciller, le dragueur cherche une autre beauté à interpeller.

## ALGER, LA NUIT

Tapissée de ses lumières, la ville entre dans une autre dimension. Silence. Alger flotte. Quelques voitures ralentissent en face du TNA, il y aurait un concert ce soir. Elles déposent des spectateurs avisés. Au square Port Saïd, les marchands de devises viennent de terminer leur journée. Ici se tiendra ce

soir le concerto de l'Orchestre symphonique d'Alger réservé à une caste d'Algérois à laquelle Riadh, le jeune chômeur, n'appartient pas. La nuit à Alger, la population se divise en deux, ceux qui restent chez eux, et ceux qui sortent. Rues vides, stores fermés, lumières jaunâtres. Quelques établissements à porte fermée distillent les derniers clients déjà éméchés. Certains d'entre eux prennent inconsciemment le volant, arpentant les ruelles, évitant les barrages de police, maîtres d'Alger la nuit. Les plus chanceux résident à deux pas. Moins chanceux, les sans domicile fixe qui se partagent quelques places publiques, arrêts de bus, halls, rarement le confort relatif d'une cage d'escalier. «Le plus important est de mettre nos jeunes enfants en sécurité», confie une dame, la quarantaine, sans domicile fixe, nomade de ce grand désert qu'est la nuit d'Alger. Une mère avant tout. Elle est pressée de s'en aller. Il est déjà tard. Elle serre son fils dans ses bras et se dérobe aux regards, comme une ombre que personne ne doit voir. Que personne ne voit d'ailleurs. «Les barrages de police sont déprimants mais ils rassurent», confie Hassina, jeune Algéroise, employée de banque, rejoignant sa voiture pour démarrer en trombe. Alger est un théâtre qui vit de ses émotions, tous les verbes lui conviennent. Alger rit de son insouciance, pleure de ses oublis. Alger chante son passé et présage un chaos à venir. Alger étouffe de son espoir et respire sa crasse. Alger hante ses Algérois et les supplie pourtant d'y demeurer. Alger désire. Alger promet de la grandeur, sans s'inquiéter de sa décadence. **D. B.**





**ARAR ABDERRAHMANE.** *Président du réseau Nada pour la défense et la protection des enfants en Algérie*

## «Réactualiser l'arsenal juridique pour réduire les enlèvements d'enfants»



D.R.

En 2013, les services de sécurité ont enregistré un pic de plus de 200 cas de kidnapping d'enfants en Algérie. Le 9 janvier 2014, le code pénal a été amendé par le Parlement. Il prévoit un durcissement des peines à l'encontre des kidnappeurs, pouvant aller jusqu'à la peine capitale. Dans cet entretien, M. Arar, président du réseau Nada, décortique le phénomène de la violence contre les enfants et apporte sa propre lecture de la nouvelle loi.

Entretien réalisé par  
Mammeri Ryad

**Comment expliquer le nombre important d'enlèvements en 2013 ?**

La recrudescence des cas d'enlèvement en Algérie était prévisible. Il y a cinq ans, nous avons tiré la sonnette d'alarme sur un phénomène qui, aujourd'hui, touche toutes les classes sociales, avec une nette prédominance en zones rurales. Les mutations profondes qu'a connues la société, résultat direct de près de 15 années de violence terroriste, ont accru les atteintes aux droits des enfants.

Il n'y a pas que les enlèvements, d'autres formes de violence ont pris des proportions inquiétantes à la suite de ces mutations : le travail forcé, la mendicité, les agressions sexuelles contre les enfants...

**Pourquoi les zones rurales sont-elles plus exposées à ce phénomène ?**

En zone rurale, l'enfant est une proie facile en raison de la faiblesse de la couverture sécuritaire et d'un manque de vigilance de la part des parents. Aghilès Hadjou, un écolier de 8 ans, séquestré, violé, puis assassiné le 20 novembre 2013 dans la localité d'El Kouif, dans la wilaya de Tébessa, en est l'exemple parfait. Il a été enlevé deux jours avant, devant son domicile, au moment où se déroulait la rencontre de football qualificative à la Coupe du monde entre l'Algérie et le Burkina Faso. Aghilès est sorti du domicile familial pour se retrouver seul dans la rue,

sans surveillance, avec le risque de faire de mauvaises rencontres....

**Quelle est la motivation principale des auteurs d'enlèvement ?**

Il s'agit, dans la plupart des cas, de règlements de comptes entre membres d'une même famille. Rares sont les cas de vengeance extrafamiliale ou de demande de rançon en 2013, où une moyenne de 15 enlèvements et tentatives d'enlèvement par mois a été enregistrée. Les agressions sexuelles commises contre des enfants kidnappés visent, en général, à faire diversion et à brouiller les enquêtes judiciaires. Souvent, le mobile du crime n'est pas sexuel. La véritable motivation relève d'un règlement de comptes familial.

**Existe-t-il en Algérie une véritable politique de lutte contre les enlèvements ?**

Pas vraiment. Les pouvoirs publics adoptent plutôt une approche sécuritaire face à ce phénomène. Celle-ci demeure inefficace. Le réseau Nada, en collaboration avec une centaine d'associations réparties à travers 35 wilayas du pays, s'efforce d'apporter une alternative en consolidant le mouvement associatif pour la défense des droits des enfants. C'est une urgence. Chaque année, entre 8000 et 11 000 enfants comparaissent devant les tribunaux pour divers délits. Qu'en est-il alors du nombre d'enfants victimes de violence ? Plus inquiétant, quelque 13 millions d'enfants sont potentiellement exposés aux violences du fait d'un système éducatif reproduisant sans cesse l'échec et l'écèlement de la cellule familiale.

**Les nouvelles dispositions du code pénal feront-elles reculer le nombre d'enlèvements ?**

Pas tout à fait. La nouvelle loi prévoit la peine capitale seulement s'il y a un acte d'enlèvement, suivi de viol et d'assassinat, tout en sachant que la peine de mort n'est plus appliquée depuis 1994 en Algérie. Pour réduire le nombre d'enlèvements, il est nécessaire de réactualiser l'arsenal juridique relatif à la protection de l'enfance. L'adoption du projet de loi sur l'enfance et celui sur les mécanismes de signalement et d'alerte en cas d'enlèvement constituera un pas important en ce sens. Ceci dit, l'accentuation de la violence contre les enfants n'est que le reflet d'une société qui a du mal à retrouver ses repères. **M. R.**

« Les agressions sexuelles commises contre des enfants kidnappés visent, en général, à faire diversion et à brouiller les enquêtes judiciaires. Souvent, le mobile du crime n'est pas sexuel. La véritable motivation relève d'un règlement de comptes familial.

**GAM ASSURANCES**  
للتأمينات

ASSURANCES TOUTES BRANCHES

**Assurances de Transport**

Avec les formules d'assurances de la GAM, la mobilité de vos biens et moyens de transport est en lieu sûr

Un réseau de plus de 215 agences à votre disposition

**Générale Assurance Méditerranéenne**  
Capital social de 2.747.500.000,00 DA  
Centre d'Affaires Al Qods, 7<sup>ème</sup> étage - Chéragas - Alger  
Tél.: +213 (0) 982 40 40 40 - Fax : +213 (0) 21 34 10 56

BOUZIANE ERRAHMANI. Fondateur des éditions Atlas

# L'homme qui veut sauver le patrimoine musical algérien



Par Ali Cherarak

Quelque part au 143, avenue Ali Khodja à El Biar, sur les hauteurs d'Alger, un octogénaire tente, tant bien que mal, de dépoussiérer la mémoire de la musique algérienne. Il s'appelle Bouziane Errahmani, fondateur des éditions Atlas. L'une des premières dans l'histoire de l'Algérie indépendante, avec la Voix du globe, Oasis et SAR. Dans ses veines, ce n'est pas le sang qui coule. Ce sont plutôt les éternelles mélodies des maîtres de la musique algérienne. Malgré le poids des années, sa mémoire n'a pas vieilli. Dans son magasin, on se croirait dans un musée. Des CD d'anciens cheikhs du chaâbi, d'andalou, du malouf, haouzi, sahraoui, de différentes régions d'Algérie, ornent les étagères. Des cassettes audio occupent encore une bonne partie de ce magasin. Un peu plus haut, les portraits des maîtres de la musique, tels Dahmane El Harrachi, Cheikh El Hasnaoui, Cheikha Fatma, Ahmed Ouahbi, El Hachemi Guerrouabi, etc., accueillent ce qui reste des mélomanes du chaâbi qui y viennent. Bouziane Errahmani est conscient de la situation. Ces vingt dernières années, les gens écoutent de moins en moins l'ancien répertoire musical algérien. Ses tourments en découlent. Quand il se met à raconter son histoire, les mots abondent. L'air serein, l'homme retrace son long parcours dans l'édition. Avec le peu de moyens de l'époque, il ne semblait guère se plaindre. Les éditions Atlas, jadis «Sawt Echaâb», ont vu le jour dans un petit studio qui appartenait à Mahboub Bati. C'était en 1963. «Les chanteurs de l'époque comme Abdelkrim Dali, Ahmed Wahbi, etc. ne demandaient pas beaucoup d'argent. Cheikh Hamada m'a offert deux de ses albums pour que je puisse travailler», raconte M. Bouziane qui, à ses débuts, a commencé par rassembler le répertoire chanté pendant la guerre de libération par Khelifi Ahmed, Ahmed Wahbi, Blaoui El Houari, etc. De grands noms de la chanson, à l'instar de Nadia Benyoucef, Abdelkader Chaou, Amar Al Achab, Guerrouabi, Cherifa, Matoub Loumès, Aït Menguellet sont passés par les éditions Atlas. Moins d'un demi-siècle après, les choses ont beaucoup changé. L'oreille musicale des Algériens semble apprécier d'autres genres. L'entrée des «Chebs» dans le monde musical et l'émergence d'autres genres de musique comme le raï, ont fait que la nouvelle génération s'éloigne de plus en plus de l'héritage inestimable légué par les «Cheikhs». A cela s'ajoute la révolution d'Internet qui a encouragé davantage le téléchargement gratuit de la musique. Si cet éditeur s'accroche encore aujourd'hui, c'est pour que ce patrimoine national survive. Mais après de longues années en compagnie de Mahboub Bati, Guerrouabi, Abdelkader Chaou, Amar El Achab, Amar Ezzahi, Ahmed Wahbi, Dahmane El Harrachi, etc., le vieil homme se sent seul. Il se sent aussi délaissé par les responsables en charge de préserver l'héritage culturel national. «En 2004, le président de la République a demandé à sa ministre de la Culture de m'aider afin que je puisse accomplir ma mission de préserver ce patrimoine. J'ai reçu une somme d'argent en guise de récompense à ce que j'ai fait durant de longues années. Mais cela ne semble pas plaire à Khalida Touni, ex-ministre de la Culture, et aux responsables de l'ONDA. Quand cet organisme a décidé de verser les

droits voisins aux éditeurs et artistes il y a quelques années, je ne faisais pas partie de la liste. Ils m'ont privé de mes droits sous prétexte que j'avais déjà bénéficié d'une aide», raconte encore l'éditeur. Plus le temps passe, plus l'espoir d'avoir de l'aide s'atténue.

Une déception en cache bien une autre. Bouziane Errahmani affirme que le ministère de la Culture a fait 14 ou 15 coffrets des anciens chanteurs algériens dont la majorité des chansons sont les siennes, et ce, sans qu'il soit informé. «J'ai répertorié plus de 130 chansons. Ce qui me blesse dans cette

du pays. De plus, Bouziane Errahmani a la certitude qu'à l'époque où Khalida Touni était à la tête du ministère de la Culture, «le chaâbi a rendu l'âme». «Avant, dit-il, les choses marchaient bien.» Au cours de sa longue carrière, Bouziane Errahmani n'a pas fait qu'éditer. Mais il s'était mis à la recherche de vieilles chansons algériennes chantées dans d'autres pays arabes. Sa quête n'a pas été vaine. Il a fait découvrir au public algérien des perles musicales jusque-là introuvables sur le marché national. D'Irak, de Syrie, de Tunisie et d'Egypte, il n'était pas revenu les mains vides. «Il y a des chansons algériennes

L'amour qu'il porte pour la musique l'a certainement sauvé. Certes, le magasin ne fait pas recette. S'acquitter du loyer, le salaire de ses deux employés, etc., c'est le calvaire que vit le vieux Bouziane à chaque fin de mois. Pour revenir à l'édition, il dit que les textes et musiques qui lui parviennent de temps à autre sont de piètre qualité. Le parcours du combattant pour le vieux Bouziane ne fait que commencer à présent. S'il a réussi jusqu'ici à garder son magasin, c'est grâce au dévouement qu'il a pour son travail. Il est prêt à mettre un trait sur le calvaire qu'il a



EL WATAN

histoire, c'est qu'ils ont fait tout ça quand j'étais hospitalisé», regrette-t-il. Le combat alors a commencé pour faire valoir ses droits. Les documents fournis aux services concernés, mais aucun dédommagement ne lui a été versé. «Des dizaines de lettres ont été envoyées à Khalida Touni et à l'actuel responsable de l'ONDA, mais aucun d'eux n'a daigné donner suite à mes doléances», a-t-il souligné. L'on se rend bien compte de l'ampleur du préjudice qui lui a été causé, quand on sait que la réalisation d'un coffret coûte jusqu'à 30 millions de centimes. Pourtant, poursuit l'éditeur, quand le ministère de la Culture a eu l'idée en 2007 de consacrer un coffret aux deux icônes du chaâbi, El Hadj M'hamed El Anka et El Hachemi Guerrouabi, il leur a offert tout le répertoire des deux chanteurs. «Ils m'ont proposé de l'argent et j'ai refusé. Je l'ai fait pour l'amour de la musique algérienne. Par contre, je leur ai demandé une chose : me faire de la publicité pour faire découvrir ce patrimoine au grand public. A ce jour, personne n'est revenu me voir», témoigne-t-il. Et de s'interroger : «Je me demande si les responsables en charge du secteur de la culture sont contre la promotion du patrimoine algérien...». Son interrogation ne reste pas sans réponse. En 2011, M. Bouziane se rappelle d'un ressortissant saoudien qui est venu en Algérie dans le cadre de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique». Ce dernier a acheté des CD d'anciens chanteurs de chaâbi pour un montant de 60 millions de centimes. Quant à nos responsables, notre interlocuteur affirme qu'ils ne viennent jamais. Ou peut-être qu'ils ignorent l'existence-même de ce magasin. Cela renseigne amplement sur l'intérêt que portent les uns et les autres à l'héritage culturel en général et musical en particulier

que j'ai ramenées d'Irak, de Syrie, de Tunisie et d'Egypte, notamment celles d'Achmed Ouahbi, Agoub Aïssa, Mehdi et le récit qui a fait Larbi Ben Sari et son fils en 1932 au Caire», souligne-t-il, l'air content d'avoir accompli ce travail de la sauvegarde du patrimoine national. Il dit avoir également acheté la célèbre chanson d'Ali Maâchi, Hobi El Akbar, à 50 dollars de la chaîne qatarie Al Jazeera. Il envoie la chanson au chef de l'Etat et en contrepartie un chèque de 20 millions de centimes lui a été remis par la présidence de la République en guise de récompense. Mais dans sa noble mission, le fondateur des éditions Atlas ne voit pas les mains se tendre vers lui pour l'appuyer à mener son combat.

enduré dans le passé. Son vœu est de trouver la relève qui continuera le chemin. «A 80 ans, je suis vieux et malade. Si je meurs, qui prendra ma place ? Le travail que j'ai accompli pendant un demi-siècle ne doit pas cesser après moi. Si le ministère de la Culture voudrait reprendre les éditions Atlas, je serais entièrement d'accord. Abandonner ce patrimoine, c'est un crime», lance-t-il. Pour tenir allumée la flamme du répertoire musical national, et surtout les 5000 albums qu'il a jalousement préservés cinq décennies durant, Bouziane Errahmani luttera jusqu'au dernier souffle. «J'ai beaucoup d'espoir que la nouvelle ministre me rétablira dans mes droits», espère-t-il. A. C.

PUBLICITÉ

**HYPPONE TOURS**  
وكالة هيبون للتسليحة  
Depuis 1999

**عمرة بالتقسيط**  
بدون فوائد  
من شهر ماي 2014  
إلى فيفري 2015

**OMRA PAR FACILITÉ**  
sans intérêt  
Du mois de Mai 2014  
à Février 2015

**هيبون تور. وكالة الثقة والأمان**

Alger : 023 82 22 22 / 023 82 21 85 / 0780 803 481  
Annaba : 038 83 69 87 / 038 84 35 72 / 0560 912 306 / 0560 913 680



## JUSTE UN MOT

## Ciné-train

Nous n'allons pas revenir aujourd'hui sur la fameuse série de films d'actualité réalisés par Dziga Vertov durant la révolution bolchevique dans les années 1920. Nous allons tout simplement raconter l'histoire drôle et sympathique de deux jeunes gens qui ont pour lieux de rencontre le train et le cinéma. Lui est un jeune homme sérieux et consciencieux. Il habite Boufarik et, chaque matin à la même heure, il se rend à la gare pour prendre le train jusqu'à l'université de Bab Ezzouar où il y étudie. Elle, c'est une belle jeune fille brune. Ce matin-là, une fois de plus, le train a eu du retard. Assis sur sa banquette, notre étudiant pensait tristement au cours qu'il allait encore rater, quand la jeune fille, qui voyageait dans le même compartiment, s'approcha de lui, l'air un peu perdu et lui dit que c'était la première fois qu'elle venait à Alger et très poliment lui demanda de l'aider à retrouver une adresse. Souriant, avec beaucoup de simplicité, l'étudiant se mit aussitôt à lui expliquer l'itinéraire à prendre. Puis, devinant son angoisse et sa matinée libre, il lui proposa de l'accompagner. La jeune fille accepta avec un sourire aussi grand que le sien. Une fois la mission accomplie, et avant de se quitter, nos jeunes gens décidèrent de se retrouver le surlendemain à 14h, devant le cinéma Le Balzac, à... Oran. Ainsi, pour la première fois, de sa vie, notre ami prit le train de 7h30 en sens inverse, afin de se rendre dans la

capitale de l'Ouest qu'il ne connaissait pas. Heureusement, le train n'eut aucun retard et il se débrouilla si bien qu'à l'heure dite il était au rendez-vous devant le cinéma. L'heure avançant très vite dans ce genre de situation, il parcourait d'un regard inquiet les alentours et commençait à s'impatisser. Mais, avant qu'il ne se dise comme Jouvett : «*Elle est en retard, donc elle arrivera*», voilà qu'une dame élançée, portant avec élégance un haïk blanc à l'oranaise, ne laissant apparaître qu'un seul œil, s'arrêta près de lui. D'un ton tout à fait naturel, elle lui dit : «*C'est moi que tu attends ! J'espère que tu as les places, car le film va commencer*». Alors, nos deux futurs amoureux se retrouvèrent dans une salle magnifique, à distance idéale de l'écran, pour assister à la projection de *Rocco et ses frères*, un fabuleux film de Luchino Visconti. C'est un ami qui nous raconta cette belle histoire la semaine dernière. Mais, c'est avec un brin de désespoir qu'il l'avait conclue en nous disant : «*De nos jours, les salles de cinéma et les trains ont presque totalement disparu de nos vies et je ne me fais pas à l'idée que mes enfants, adolescents aujourd'hui, pourraient ne jamais vivre*



Par Boudjemaâ Karèche

une histoire comme la mienne, il y a vingt ans.» Optimistes invités, nous lui avons alors répondu, tentant par là-même de le reconforter : «*Tu ne devrais pas t'inquiéter, car pour les jeunes, malgré tout et contre tous, il y a toujours un train qui roule, un cinéma qui tourne et au bout, une belle histoire d'amour ! Malgré l'incapacité des ex-responsables de la culture qui n'ont pas ouvert une seule salle de cinéma alors qu'ils étaient aux commandes pendant plus de douze ans.*»

B. K.

P. S. : Une information bien sympathique nous a été donnée cette semaine par ce Canadien, un Québécois plus précisément, qui a fait le tour du monde à pied en 11 ans et qui raconte les moments forts de son long périple dans un magnifique livre souvenirs et pour notre part nous avons retenu celui qui se rapporte à notre pays et voici ce qu'il y écrit : «*Figurez-vous, en Algérie, dans la ville de Annaba, je suis tombé malade, assez gravement même. J'ai été hospitalisé. J'ai été convenablement soigné, j'ai même été gâté et en plus de tout ça... gratuitement*». Dire qu'aujourd'hui des politiciens, des apprentis-sorciers veulent supprimer la médecine gratuite chez nous !

## VU À LA TÉLÉ

## Vive l'impunité !

Par A. Merad

En France, l'affaire Bygmalion a soulevé des tempêtes, en Algérie l'affaire Saâdani n'a fait que des vaguelettes avant de mourir de sa belle mort. Le patron du premier parti d'opposition, l'UMP, pris en flagrant délit de malversations, a été poussé vers la porte de sortie avant que son cas ne soit traité par la justice. Le patron du parti majoritaire algérien, le FLN, ne semble nullement inquiet par les révélations de la presse sur les biens non déclarés qu'il possède à l'étranger et notamment leur origine, ni sur la provenance des fonds qui lui ont permis de capitaliser



une grosse fortune par rapport à ses revenus en tant que responsable politique. Jean François Copé a trahi la confiance des militants de son parti et devra pas conséquent se justifier dans la transparence. Amar Saâdani, parachuté à la tête du vieux parti unique, a plutôt esquissé un gros rictus face au scandale qui l'éclaboussait de toutes parts, façon de nous dire que rien de grave ne pourrait lui arriver. Ce sont-là deux cas de figure qui donnent à réfléchir sur les modèles de société auxquels nous appartenons. Pourquoi risquer une telle comparaison qui semble si évidente sinon pour dire que si de l'autre côté de la Méditerranée la justice et la presse restent les valeurs les plus sûres de la démocratie, chez nous ces deux secteurs sont encore à la recherche de leur véritable statut d'autonomie et ont beaucoup de chemin à parcourir avant de prétendre jouer un rôle identique pour la construction de la démocratie. Et tant que la presse et la justice resteront sous haute surveillance, l'impunité demeurera le principal atout du Pouvoir, sa carte maîtresse qui lui permet de créer ses propres moyens de reproduction. Le fait est comme inscrit de manière indélébile dans la logique et le mode de pensée. Chaque responsable désigné ou élu, quels que soient sa fonction ou son grade, arrive à son poste de responsabilité avec la certitude d'avoir les coudées franches pour tout entreprendre dans les limites de ses prérogatives sans jamais être tenu de rendre des comptes sur sa gestion et son activité de manière générale. Dans sa tête, il est plus redevable à ceux qui l'ont placé là où il se trouve qu'à l'environnement sociétal au service duquel il devrait être théoriquement mobilisé. C'est comme cela en vérité que le système politique tisse ses ramifications et se transforme en hydre à plusieurs têtes qu'il est difficile d'abattre. Il ne s'agit pas de jeter l'opprobre gratuitement sur tous les cadres honnêtes et compétents que compte le pays dans tous les domaines de la vie active — il en existe et c'est grâce à leur probité que de nombreux secteurs tiennent plus ou moins bien la route — mais force est de reconnaître que le lien qui existe entre le Pouvoir et ses subordonnés cache mal les velléités de corruption directes ou indirectes qui ne disent pas leur nom, mais qui dans la pratique font que les responsables qui ont la bénédiction des gens du sérail sont au départ prémunis contre toute mesure coercitive, même si leurs bilans sont catastrophiques. En somme, ceux qui servent avec zèle et parfois outrecuidance le système ont ce sentiment d'être protégés même quand leurs casseroles sont tonitruantes, et les abus qu'ils ont commis fortement répercutés par la vox populi. La spécialité en Algérie est de voir de nombreux responsables de haut niveau dans la hiérarchie politique ou administrative s'en retourner avec des «promotions» au lieu de sanctions après des passages jugés par des spécialistes de catastrophiques. C'est souvent le sort réservé à des ministres qui sont remerciés pour leur «loyauté», mais à qui on ne demande jamais de se justifier sur des contre-performances flagrantes alors qu'ils avaient des moyens colossaux pour réussir des résultats autrement plus flatteurs. Mais il faut dire qu'entre le fait de mal gérer son secteur pour incompétence ou manque carrément de conviction, et celui d'abuser de sa position pour favoriser le clientélisme et la gabegie à son propre profit, autrement dit pour faire ce qu'on appelle par euphémisme des affaires, il y a des nuances sur lesquelles la presse et la justice ne peuvent pas se taire. Dans les pays démocratiques, tout responsable, toute personnalité publique qui viole le contrat de confiance établi avec les citoyens est soumis aux rigueurs de la loi. Même les présidents de la République ne sont pas épargnés quand ils confondent moralité et affaires sales. Aux révélations fracassantes des médias, la justice s'autoisaisait automatiquement et ouvre les enquêtes d'usage. Il en est, hélas, autrement dans notre pays où des ministres dont les noms sont mis sur la place publique parce que suspects de malversations ou dilapidation de deniers publics bénéficient d'une «couverture» qui illustre bien la théorie du donnant-donnant appliquée par la famille dirigeante. Sans revenir sur les cas de Chakib Khellil, Amar Ghoul, ou près de nous Amar Saâdani qui ont défrayé la chronique et sur lesquels s'est intéressée la presse internationale avec des rapports lourds, celui de l'ex-ministre de la Culture se passe de tout commentaire. Voilà un membre du gouvernement que des cadres du ministère en connaissance de cause ont violemment critiquée pour sa gestion désastreuse, documents comptables à l'appui, qui a utilisé un argent fort du Trésor public sans justifier dans le détail sa destination, qui a laissé un secteur en complète décomposition, et qui donc a été naturellement ciblée par la presse pour bilans étouffés, sans que la justice ne vienne s'intéresser à ce dossier. L'exemple n'est pas isolé, loin s'en faut. Le wali d'Alger, en se montrant complaisant avec son fils en lui facilitant l'acquisition d'un logement AADL, alors qu'il n'avait pas le droit, méritait lui aussi d'être interpellé sur ce piston qui a soulevé des gorges chaudes. Ailleurs, il aurait à tout le moins démissionné face à un tel scandale. Ici, ça paraît presque naturel... Tout comme le dramatique suicide au consulat de Lyon où l'affaire du passe-droit paraît plus scabreuse qu'on l'imagine. Il y a un mort, mais pas d'enquête approfondie sur les raisons du drame. Combien d'injustices sont commises et non rapportées au public ? Dieu seul le sait...

A. M.

## LA CHRONIQUE DE MAURICE TARIK MASCHINO

## Faussaires et mercenaires

Affaire Calas, affaire Dreyfus, guerre d'Espagne, guerre d'Algérie... De Voltaire à Zola ou à Victor Hugo, de Victor Hugo à Malraux et à Sartre, il fut un temps où les intellectuels français payaient de leur personne, prenaient des risques et dénonçaient les atteintes aux droits des hommes et des peuples. Ce temps-là est révolu. Beaucoup d'intellectuels, comme le dénonçait déjà Paul Nizan, sont devenus les «chiens de garde» d'un système mortifère et, comme le démontre Pascal Boniface, des «faussaires experts en mensonges» qui font la loi dans les médias. Universitaire, spécialiste de géopolitique, l'auteur des *Intellectuels faussaires* eut le plus grand mal à trouver un éditeur : par crainte de choquer ou de perdre leurs auteurs, 14 refusèrent son manuscrit<sup>(1)</sup>. Il est très dur en effet, mais ses attaques contre les turpitudes des intellectuels et les partis pris des médias, qui les soutiennent, sont toujours fondées. L'ambition des intellectuels, souligne-t-il, n'est pas de dénoncer de scandaleuses injustices ni de soutenir les revendications de peuples en lutte pour leur liberté, mais d'être célébrés par les médias, réinviés dans des émissions, flattés dans les compte rendus de leurs ouvrages. Cela exige qu'ils montrent patte blanche. Qu'ils n'abordent pas certaines questions, ou les abordent dans une certaine perspective. En clair : qu'ils s'alignent sur les positions d'Israël, passent sous silence les revendications des Palestiniens et entretiennent, d'une façon ou d'une autre, la peur, sinon la haine, des Arabes. Scandalisé par le silence du Parti socialiste, dont il était membre en 2003, Pascal Boniface, dans une note interne, mit en avant «la contradiction entre les principes de la gauche et le soutien à l'occupation de territoires et à la répression d'un peuple». Il fut «immédiatement accusé d'antisémitisme». Le PS n'avait qu'un souci, trouver des voix qui soutiendraient la politique d'Israël<sup>(2)</sup>. On en trouve. Pascal Bruckner, Alain Finkielkraut, Charlie Hebdo, André Glucksmann, Bernard-Henri Lévy (BHL), qui occupent très souvent le devant de la

scène, défendent systématiquement Israël et font l'impasse sur les Palestiniens et les pays arabes. Ils s'apitoient sur les massacres du Darfour, mais ne protestent pas contre les exécutions massives de musulmans en République centrafricaine. Ou bien ils inventent des concepts parfaitement creux, mais qui, en réveillant des peurs enfouies, portent. Tel «l'islamo-fascisme» ou «l'islamo-gauchisme», interchangeables. S'ils ne dénoncent jamais «le christiano-gauchisme», alors qu'il existe des chrétiens d'extrême-gauche, s'ils ne mentionnent jamais le «judéo-fascisme», alors que les juifs d'extrême-droite ne sont pas rares — certains



siègent même dans le gouvernement israélien —, les maîtres-penseurs d'aujourd'hui se gargarisent, depuis quelques années, d'«islamo-gauchisme». Alain Finkielkraut reproche aux militants de cette tendance, jeunes immigrés et chrétiens progressistes, d'être indifférents à la Shoah, et BHL explique dans son livre *La pureté dangereuse*, que «l'islamisme n'est que la troisième modalité d'un dispositif dont le communisme et le nazisme avaient été les précédentes versions». Evoquant la guerre israélienne contre le Liban, il la compare à la guerre d'Espagne et fait «jouer à Israël le rôle des républicains espagnols». D'une façon plus générale, les intellectuels médiatiques constituent, sous la direction de B-H. Lévy, une sorte de commando chargé de discréditer l'Islam, d'attiser chez les Européens la peur des musulmans et la haine des Arabes. Sans le moindre fondement, évidemment et toujours avec démesure. Tel ce propos d'André Glucksmann dans *L'Express* du 17 novembre 1994 : «*La voile est une opération terroriste. En France, les lycéennes zélées savent que leur foulard est voile de sang.*» Avec pareilles sottises en tête et pareille haine au cœur, comment ces intellectuels dénonceraient-ils le racisme anti-arabe et l'islamophobie si

violents en France actuellement ? Toujours prêts à s'indigner de la condition des femmes dans les pays arabes, ils ne s'émeuvent pas que toutes les 7 minutes, en France, une femme soit violée, ni que chaque année 400 000 soient battues. De tous ces «chiens de garde» se détachent quelques figures, dont Pascal Boniface montre, citations à l'appui, à quelles bassesses ils se livrent. Telle la «serial-menteuse» Caroline Fourrest, qui fait dire aux intellectuels qu'elle exerce ce qu'ils n'ont jamais dit — citations tronquées, hors contexte, de Tarik Ramadan — tel B.H. Lévy qui cite des auteurs qu'il n'existent pas, comme ce Jean-Baptiste Botul inventé par un journaliste du *Canard enchaîné*, déprogramme des émissions, obtient d'une rédaction qu'un journaliste qui a éreinté l'un de ses livres soit interdite de critique littéraire, et comme la revue *Entrevue* de ne pas publier un reportage sur les conditions de travail des ouvriers dans une entreprise spécialisée dans le commerce du bois en Côte d'Ivoire, buvant une eau polluée, presque tous les ouvriers sont malades, n'ont pas les moyens de se soigner et sont «considérés comme des semi-esclaves»<sup>(3)</sup>. Cette entreprise, la Becob, appartient à B.H. Lévy.

M.T.M.

1) Pascal Boniface, *Les intellectuels faussaires, Le triomphe médiatique des experts en mensonge*, J.C. Gawsewitch et Pocket, 2011 et 2014.

2) Cf. Pascal Boniface, *Est-il permis de critiquer Israël ?*, R. Laffont, 2003.

3) D'après le rapport d'un ONG britannique, cité par P. Boniface.

Actuellement, un génocide s'accomplit en Centrafrique, où chaque jour des centaines de musulmans sont tués par les chrétiens.

## CULTURE

## FESTIVAL D'ALGER DU CINÉMA MAGHRÉBIN

## Une participation record

● 38 films seront en compétition pour la deuxième édition du Festival d'Alger du cinéma maghrébin.



L'actrice Leatitia Aïdo dans *Fadhma N'soumer* de Belkacem Hadjadj

La deuxième édition du Festival d'Alger du cinéma maghrébin se tiendra du 4 au 11 juin prochain à la salle El Mougar et à la Cinémathèque d'Alger. Un large aperçu du programme a été dévoilé, hier matin, lors d'une conférence de presse animée à la salle El Mougar par certains membres du commissariat. D'emblée, le commissaire du festival, Abdelkrim Aït Oumeziane, a tenu à préciser que la date du festival a été décalée à juin en raison de la saturation des événements artistiques en novembre. Le festival en question s'assigne plusieurs objectifs dont, entre autres, faire connaître au public algérien les meilleures productions du cinéma maghrébin et de promouvoir la coproduction et la distribution des films maghrébins dans l'espace du Maghreb, c'est du moins ce qu'a déclaré le commissaire du festival. Le comité de visionnage et de sélection après avoir passé 58 films n'en a retenu que 38 dans les trois catégories en compétition, dont 11 longs métrages, 17 courts métrages et 10 documentaires. Au total, 11 films algériens, 11 marocains, 12 tunisiens, deux films mauritaniens et deux autres libyens seront en lice pour décrocher l'«Amayas d'or» (léopard en langue amazighe). Mieux encore, dix-neuf avant-premières Maghreb seront à l'honneur. Parmi ces derniers figurent, entre autres, le long métrage algérien *Révolution Zendi* de Tariq Tegua (Algérie, France, Liban et Qatar) et le long métrage tunisien *Eziara* ou *Lune noire* de Nawfel Saheb-Ettaba (Tunisie, Algérie, Maroc). Les langues des œuvres admises au festival sont l'arabe et le tamazigh. On signale également que seules les productions réalisées durant les deux der-

nières années précédant la tenue du festival par des cinéastes issus des pays du Maghreb sont acceptées en compétition. La période de production retenue pour la première édition du festival concernera les années 2011-2012 et 2013. Dans la section courts métrages du festival, *Passage à niveau*, réalisé par Anis Djaâd et *Maktoub*, de Lamia Brahimi Belhadj seront présentés au grand public. Parmi les documentaires qui ont été sélectionnés dans le cadre du festival, les cinéphiles pourront découvrir *Khadda, le signe et l'olivier*, de Jaoudet Gassoumaï et *Mouloud Gaïd, la nuit coloniale*, de Rezika Mokrani. Cette année, aucun hommage ne sera rendu durant le festival. Le commissaire s'en défend en disant que le meilleur hommage qu'on puisse rendre à une personne c'est durant son vivant. Outre les projections de longs métrages, courts et documentaires, le programme du festival comprend l'organisation de deux tables rondes et d'un atelier d'écriture. La première table ronde intitulée «L'image du Maghreb dans le cinéma en France et en Europe» sera modérée par l'universitaire Fadhela Méhal. La deuxième conférence portant sur la thématique «Quelles sont les tendances actuelles dans l'écriture du scénario au Maghreb ?» sera, quant à elle, modérée par le cinéaste et universitaire Tahar Boukella. L'atelier d'écriture de scénario sera encadré par le réalisateur tunisien Mahmoud Ben Mahmoud. Il est à noter que l'entrée sera gratuite aux potentiels intéressés et que des séances de projection en plein air seront également proposées sur la placette de la Grande Poste. Le film *Fadhma N'soumer* de Belkacem Hadjadj ouvrira le festival en hors compétition.

Nacima Chabani

## ■ BLOC-NOTES

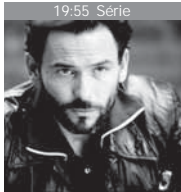
■ **VENTE-DÉDICACE**  
- Librairie du Tiers-Monde  
Place émir Abdelkader-Alger  
Samedi 31 mai à 14h  
L'auteur Rachid Boudjedra signera son nouveau roman intitulé *Printemps*, paru aux éditions Barzakh  
- Salle Frantz Fanon  
Riadh El Feth-Alger  
Samedi 31 mai à 14h  
Le D<sup>r</sup> Hachemi Larabi signera son ouvrage *Debbih Cherifet l'ultime bataille d'Alger* et animera une conférence-débat.

■ **MUSIQUE**  
- Festival culturel européen en Algérie  
(Alger, Oran, Tlemcen, Annaba et Constantine)  
Du 8 au 30 mai 2014  
Salle Ibn Khaldoun  
Jeudi 29 mai à 19h  
Concert du groupe Zenet (Espagne)  
- Coupole Mohamed Boudiaf  
Complexe olympique du 5 juillet-Alger  
Vendredi 30 mai 2014 à 20h30, concert de Stromae (complet).



## TÉLÉVISION

TF1



FALCO

Falco a beaucoup de mal à supporter la mort de Ménard, qui était son meilleur ami et détenait les clés de leur passé commun. Il est appelé sur une nouvelle affaire : une journaliste de 41 ans a été retrouvée morte dans son salon. Elle a été tuée à l'arme blanche et gît sur une table, entourée de bougies.

2



ENVOYÉ SPÉCIAL

Les dessous des contrôles sanitaires. Julien et Denis, inspecteurs de la répression des fraudes et de la Direction générale de l'alimentation, veillent à ce que les normes sanitaires soient respectées dans les supermarchés ou les restaurants. Mais un récent rapport de la Cour des comptes...

3



LES SEPT MERCENAIRES

Terrorisés par Calvera et sa bande de pillards, les habitants du village d'Isxatlan décident de faire appel à des mercenaires pour se protéger. Une délégation se met en route pour la ville voisine. Les exploits de deux cow-boys inventifs, Chris et Vin, à califourchon sur un corbillard qu'ils parviennent à mener au...

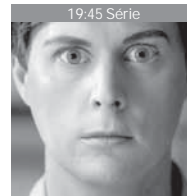
CANAL+



SCANDAL

Sally Langston annonce officiellement aux médias qu'elle se porte candidate à la présidentielle. Mais contre toute attente, elle choisit de ne pas démissionner de sa fonction de vice-présidente. Olivia, redevenue directrice de campagne de Grant, apprend que Jake Ballard est désormais à la tête du B-613.

arte



REAL HUMANS

Alors que Florentine et Douglas mettent au point les derniers détails de leur mariage, Albert découvre que sa future belle-mère n'est pas humaine. Hans décide de se débarrasser de Vera et la vend à Silas qui l'emmène au Hub Battle Land. Mimi est consternée par cette nouvelle et s'inquiète pour son avenir.

M6



LA PLUS BELLE RÉGION DE FRANCE

Pour la deuxième fois, les téléspectateurs sont invités à voter pour leur région française favorite. Afin de les aider à faire leur choix, les jurés en visitent cinq nouvelles, accueillies par des personnalités locales chargées de leur faire découvrir un paysage marquant, un produit du terroir...

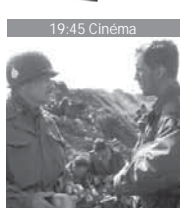
5



LA GRANDE LIBRAIRIE

À Rouen, le journaliste reçoit les écrivains Régine Detambel, Cécile Ladjali, Erik Orsenna, Eric-Emmanuel Schmitt et Gérard Mordillat. Les invités proposent ainsi la « valise idéale » à l'approche de l'été, en compagnie des libraires Matthieu de Montchalin (librairie de l'Armistice à Rouen), ...

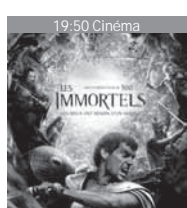
4



BAND OF BROTHERS

Après la bataille d'Iwo Jima, les marines sont sur l'île d'Okinawa. La violence des combats n'a pas faibli. Sledge, Shelton, Leyden et les autres essaient jour après jour les tirs de l'artillerie. Sous la pluie et dans la boue, le sort des soldats est particulièrement difficile. Ils se heurtent à la résistance sans faille...

Direct 8



LES IMMORTELS

Les armées du roi Hypérion ravagent la Grèce, détruisant chaque village sur leur passage. Le roi sanguinaire ne laissera personne l'empêcher d'atteindre son but : libérer le pouvoir des Titans endormis afin d'anéantir les dieux de l'Olympe et l'humanité tout entière. Rien ni personne ne semble pouvoir...

tmc



LE GRAND RESTAURANT

Le chef d'un Etat sud-américain vient dîner au grand restaurant dont M. Septime est le grand maître. Soudain, le souverain disparaît. Cet enlèvement spectaculaire provoque une série de catastrophes dans la vie de M. Septime qui fait figure de suspect numéro un.

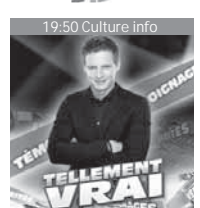
W9



LE GRAND BÉTISIER

L'animatrice présente un florilège des images les plus drôles de l'année, qu'elles aient été diffusées en France ou à l'étranger. Au programme notamment de cette soirée placée sous le signe de la bonne humeur : des chutes, des dérapages, des lapsus, des problèmes techniques, ...

M6



TELEMENT VRAI

A partir d'enquêtes et de témoignages, Matthieu Delorme propose de découvrir quatre destins à suivre en parallèle.



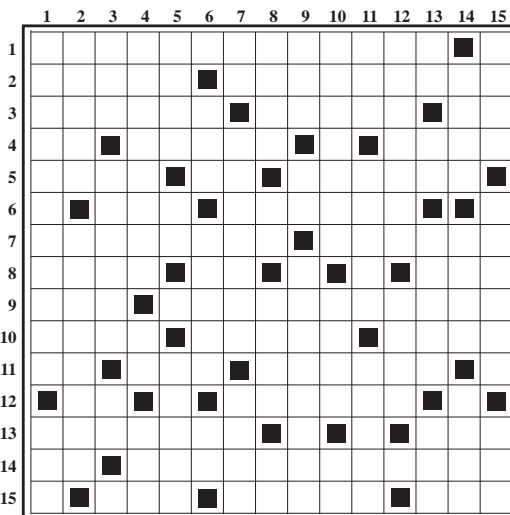
## JEUX - DÉTENTE

**HORIZONTALEMENT :** 1. Qui manifestent une admiration passionnée 2. Rat palmiste. Tourment 3. Apprécier. Partie du port. C'est-à-dire 4. Article. Sectateur fanatique. Itou 5. Ville d'Allemagne. Edenté. Plante vénéneuse 6. Bout de cercle. Alla dehors 7. Désirs ardents et immodérés. Poème de Virgile (l'...) 8. Tracte. Site irakien. Moyen de transport 9. Partira. Lierait 10. Cours de France. Fabrique. Arbre 11. Phase lunaire. Actionnés. Raconte 12. Avant nous. Saules 13. Vain. Carré de campagne 14. Pronom. Marquerait le début de 15. Extirpe. Gaz rare. Puissance.

**VERTICALEMENT :** 1. Raison. Sainte abrégée 2. Divinité marine. Capacité d'engendrer 3. Sélection. Monnaies. Article 4. Avec brutalité (à la...). Réunion d'étoilés. Se bidonne 5. Grivoise. Débute une épithète. Soulage un besoin 6. Aber. Mises de rat. Présent 7. Stère. Qui parlent aisément et avec élégance. Produit de ferme 8. Parfum de mer. Squelette. Aspects. Grade 9. Perroquet. Devant une altesse. Relatif à l'acné 10. Rigoureuse. Appelle de loin. A demi rond 11. Non dits. Frottée d'huile. Hérétique 12. Fatigue. Eructations 13. Pronom. Princesse disparue. Homme volant. Ville de France 14. Veto russe. Ruminant. Attrapé 15. Question de test. De la couleur de l'herbe. Lettre grecque.

**SOL. QUINZE SUR 15 PRÉCÉDENT :** HORIZONTALEMENT : 1. INTERJECTIONS 2. NORMAUX. ROSEOLE 3. CT. ULVES. NEON 4. EON. LECON. TUT 5. NI. MINUTES. RE 6. DRIVAIT. FERME 7. IES. ILES. RAILLE 8. AMEUTERAIENT. SE 9. IE. SACRILEGE 10. RNA. RESINE 11. ETIRERENT. ECU 12. DEVINERAIT. RE 13. LEVE. TU. INOUI 14. AI. ELU. VOLEUSES 15. DETRESSE. ERRERA.

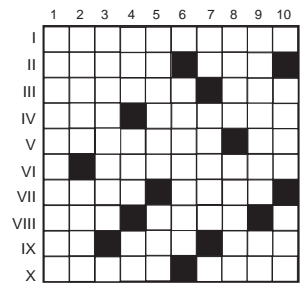
**Quinze sur 15** N° 3827



**VERTICALEMENT :** 1. INCENDIAIRES. AD 2. NOTOIREMENT. LIE 3. TR. ISE. AIDE 4. EMU. MV. UN. REVER 5. RALLIAIT. REVELE 6. JUVENILES. RI. US 7. EXECUTERAIENT 8. SOT. SAC. NEUVE 9. TR. NEF. IR. TR 10. ION. SERTIR. AILE 11. OSEE. RA. LESINER 12. NEO. OMISES. TOUR 13. SONT. ELEGIE. USE 14. UR. ENCRIER 15. REITERER. EUE. SA.

**Mots Croisés** N° 3827

Par M. IRATNI



**HORIZONTALEMENT**

I- Agit d'une manière insensée. II- Tenir la boutique - Digne de confiance. III- Parfumes à la badiane - Suite indéterminée. IV- Celui du bébé n'est pas indécemment - Essayer. V- Passe en revue - Cours primaire. VI- Circonspects. VII- Saisons - Plantes. VIII- Pas décorée - Soudés IX- Règle - Retranche - Poudre de bois. X- Logique - Segment d'ADN.

**VERTICALEMENT**

1- Folies passagères. 2- Gaz - Rayée du monde. 3- Broyée. 4- Chose latine - Possessif - Un dur au cœur tendre. 5- Restes de sardines - Ses appels partaient en fumée. 6- Tranquille. 7- Virtuose - Favorisé. 8- Surveillance - Echec. 9- Canaux organiques - Printemps de vie. 10- Osés - Abonné au zéro.

**SOLUTION N° 3826**

**HORIZONTALEMENT**

I- BATHYMETRE. II- EPOUSER - EN. III- URNE - NEFLE. IV- GENRES - OIE. V- UTILE. VI- ANAR - ROI. VII- AU - ENA. VIII- TE - PRESSER. IX- ETC - ASE - PI. X- SAOUL - TUEE.

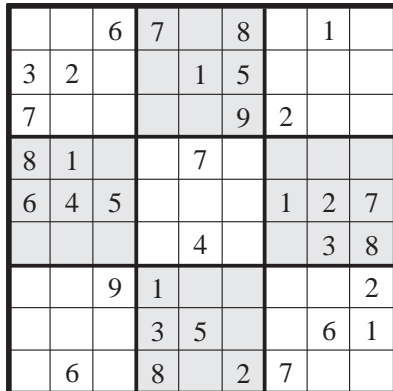
**VERTICALEMENT**

1- BEUGLANTES. 2- APRE - ETA. 3- TONNEAU - CO. 4- HUER. 5- YS - EU - ARAL. 6- MENSTRUÉS. 7- ERE - IO - SET. 8- FOLIES. 9- RELIE - NEPE. 10- ENEE - PARIE.

**Sudoku** N° 126

**REGLE DU JEU**

Une grille est composée de plusieurs carrés. Chaque carré contient tous les chiffres de 1 à 9. Chaque ligne comme chaque colonne contient aussi tous les chiffres de 1 à 9. Certains chiffres vous sont donnés, à vous de trouver les autres. Pour cela, procédez par déduction et élimination.



**Solution  
Sudoku  
précédent**

9	6	8	2	1	7	4	3	5
1	4	3	8	5	9	6	7	2
2	5	7	3	4	6	8	9	1
4	9	1	7	6	2	3	5	8
7	3	6	4	8	5	2	1	9
5	8	2	1	9	3	7	6	4
6	2	4	5	3	1	9	8	7
8	1	9	6	7	4	5	2	3
3	7	5	9	2	8	1	4	6

**Tout Codé** N° 3827

**Définition  
du mot encadré**

En vous aidant de la définition du mot encadré, complétez la grille, puis reportez les lettres correspondant aux bons numéros dans les cases ci-dessous et vous découvrirez le nom d'un personnage célèbre.

Ce qui constitue le point essentiel d'une question, la difficulté d'un problème.

1	2	3	4	5	6	5	7	8	9	10	2	3
11	H	5	12	7	5	12	13	5	14	5	3	9
8		5	2		7	8	3	10	14	5	5	13
15	12		3	2	5	12	6		16	6		12
5	7	2	6	5			7	5	15	10	5	7
12	5	15	5		1	11	5	17	5	9	13	
7		5	12	9		8		5	13	5		11
5	9		7	8	14	16	5	7		13	16	8
12	7	10		16	5	16	10	9	5		7	10
13	2	3	3	5		5	7	12	1	9	5	7
5	16	2	12	13	5		5	5		5	9	8
16	8	13	1	8	15	5						
4	5	7	7	8								

**SOL. TOUT CODÉ PRÉCÉDENT :**

SICAIRE - MATT DAMON

**SOLUTION FLÉCHÉS EXPRESS PRÉCÉDENTS :**

**HORIZONTALEMENT :** GRANDELET / AMADOUER / AMANT / TRI / MUA / ETAT / PARSEME / TO / NI / AN / LISE / SAC / CERISIER / DA / ROIS / LIE / OEUF / DECU / NERI / SERA / SET. **VERTICALEMENT :** GRAMMATICALES / AMAUROSE / ICE / ANANAS / ERREUR / DDT / EN / IO / NEO / EMISSION / LUTTE / AISEES / REERA / ACE / URE / TRITON / REFIT.

**Fléchés Express** N° 3827

modifiables	partie antérieure amour passer	bat le pavé	convoitait	apparus
coussin long		coelenterés marins	propos frivoles	
cécité transitoire parleras en hésitant				
rusé			négaration	la vie future
durillon		sommet d'une vague	faire revenir à la vie	
demeurât				cours court
pour heure de référence		pénètre		
symbole		qualification		
ria		unité de vitesse milieu de requins		parcours des yeux
s'emporterait de colère	esprit		vaut 576 m environ	
	appris		contracté	
peiner			affaibli	

Jeux proposés par **gym C Magazine**

## ON VOUS LE DIT

## 1900 DVD et CD contrefaits saisis à Khemis El Khechna

Les éléments de la brigade de la section économique et financière de la police judiciaire, relevant de la sûreté de wilaya de Boumerdès, ont saisi, avant-hier, dans un cybercafé du centre-ville de Khemis El-Khechna, 1900 DVD, DVX et CD contrefaits, ainsi qu'un matériel informatique sophistiqué, dont des graveurs, des unités centrales et des micro-ordinateurs portables, a-t-on appris de source policière. Lors de cette importante opération, 3 individus, dont 2 frères, ont été arrêtés et placés sous mandat de dépôt. Quant au matériel saisi, il a été remis à la direction régionale de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins qui s'est porté partie civile dans cette affaire, a indiqué la même source.

## Y a-t-il un conducteur dans la voiture ?

Le géant américain de l'Internet, Google, a commencé à construire ses propres voitures électriques sans conducteur, et projette de fabriquer une centaine de prototypes. «Si tout va bien, nous aimerions lancer un petit programme pilote, ici en Californie, dans les deux prochaines années», a indiqué le groupe sur son blog, alors qu'un prototype aux formes arrondies, rappelant le design de la mythique Fiat 500, a été présenté mardi soir. Les véhicules pouvant transporter deux passagers «n'auront pas de volant, de pédale d'accélérateur ou de pédale de frein, parce qu'ils n'en ont pas besoin. Nos logiciels et nos capteurs font tout le travail», a assuré Google, qui prévoit toutefois d'effectuer dans les mois à venir des tests avec des conducteurs disposant d'un contrôle manuel. La vitesse maximale des prototypes ne dépassera pas 40 km/h. Jusqu'à présent, Google travaillait à équiper des voitures des constructeurs japonais Toyota et Honda pour leur permettre d'être autonomes.

## 5 morts dans un accident de la route à M'sila

Cinq personnes sont mortes carbonisées et deux autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu mardi dernier sur la RN 46 (M'sila-Biskra), au lieu-dit Oued Chaïr, dans la commune de Ben Srou (140 km au sud-ouest de M'sila), selon la Protection civile. Une violente collision entre un camion semi-remorque et un véhicule de tourisme a provoqué l'incendie de la voiture légère, dont les 5 occupants, âgés de 12 à 40 ans, ont trouvé la mort, précise cette source. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances précises de ce nouveau drame de la route.

## Deux bus hors de contrôle à Boumerdès

23 étudiants ont été blessés suite à une collision survenue hier à l'entrée de Boumerdès, entre deux bus de transport universitaire. Les victimes, dont la plupart sont des étudiantes, ont été évacuées immédiatement vers l'Unité médico-chirurgicale (UMC) de la ville, a-t-on appris. Trois d'entre elles, grièvement touchées, ont été transférées vers un cabinet médical privé pour des radios du thorax, car l'appareil de radiologie de l'UMC n'assure pas ce type d'examen, a-t-on encore indiqué. Selon des témoins, le bus à bord duquel se trouvaient les blessées a percuté de plein fouet un autre bus assurant la ligne Hammadi-Boumerdès. Cet accident, qui s'est produit à un endroit très dangereux, serait dû à l'excès de vitesse et le non-respect de la distance de sécurité, soulignent certains étudiants que nous avons rencontrés à l'UMC.

## 4 millions de chômeurs de plus dans le monde

Environ quatre millions de personnes sont venues grossir les rangs des chômeurs dans le monde en 2013, dont le nombre s'élève désormais à 199,8 millions, selon le rapport annuel sur le travail publié, mardi, par l'Organisation internationale du travail (OIT), une agence de l'ONU, basée à Genève. Le taux de chômage en 2013 est «resté largement inchangé à 6%» de la population active, a ajouté le rapport, qui relève cependant que 90% des nouveaux emplois dans le monde seront créés dans les pays en développement à moyen terme. Le monde compte désormais 30,6 millions de chômeurs de plus qu'avant la crise financière de 2008.

## GESTION DE LA CONTINUITÉ DE SERVICE

## Le nouveau défi des entreprises

● Comparex Algeria a organisé, récemment, une journée d'étude sur la Business continuité management, autrement dit la gestion de la continuité de service.

Une problématique pertinente pour les managers, surtout ceux des entreprises dont l'activité repose en grande partie sur les TIC (banques, assurances, télécommunications, compagnies aériennes, administrations publiques).

La Business Continuity management définit simplement comment assurer le maintien de son activité en cas de panne ou toute sorte de problèmes imprévus ou survenus aléatoirement. Cette rencontre a été organisée en partenariat avec IBM, Microsoft, VMware et Intel Security. Dans un environnement incertain et concurrentiel, les entreprises et administrations doivent s'adapter en permanence afin de relever les nouveaux défis qui se présentent à elles. La mise en œuvre d'une telle démarche s'avère être un facteur clé de succès pour développer l'efficacité et la flexibilité des entreprises et atteindre un niveau d'excellence opérationnelle. Avec la complexité des réseaux de télécommunications, jumelée au besoin de la clientèle de maintenir un niveau d'opération et de disponibilité constant, la Business continuité management est une nécessité. Et aucune entreprise ne peut être à l'abri d'un fâcheux incident. L'exemple le plus récent est eBay, entreprise américaine de courtage en ligne, connue par son site Web de ventes aux



PHOTO: D. R.

enchères, qui avait annoncé, mercredi 21 mai, avoir été victime d'une cyber attaque ayant compromis la base de données de ses clients, et avait demandé à ses utilisateurs de changer de mot de passe. La base de données concernée contenait les noms, mots de passe chiffrés, adresses email et adresses postales, numéros de téléphone et dates de naissance des utilisateurs. D'après plusieurs études, les entreprises considèrent les interruptions IT et télécom imprévues comme leur principale menace et classent l'abus de données en deuxième position. Les cyber attaques et l'influence des médias sociaux sur la réputation de l'entreprise représentent également

des dangers critiques. La liste est longue et inclut aussi, entre autres, les perturbations de la chaîne de livraison, les intempéries et les troubles civils. Un nombre croissant de services sont aujourd'hui proposés et utilisés par voie électronique. L'importance d'Internet ne cesse de croître pour l'Etat, l'économie et la société, accentuant notre dépendance à l'égard de cette infrastructure de communication critique. La Business continuité management permet de déceler et de traiter suffisamment tôt les impacts potentiels des défaillances de l'infrastructure TIC qui représentent une menace pour l'entreprise.

Kamel Benelkadi

## CHU NEDIR MOHAMED DE TIZI OUZOU

## Identification du matériel médical par laser

● Cette méthode réduira le vol d'équipements.

Un nouveau moyen d'identification du matériel médical vient d'être mis en pratique dans les différents services du CHU Nedir Mohamed de Tizi Ouzou. Ce système d'identification et de traçabilité des équipements médicaux, inventé par un gestionnaire spécialiste en la matière, propriétaire d'un bureau d'étude en informatique, Ramdane Cherif Omar, consiste à marquer des instruments de manière permanente et ineffaçable, de sorte à leur établir une carte d'identité portant tous les renseignements nécessaires. Dans cette identité, il est mentionné notamment la date de fabrication, la durée de validité, le mode d'emploi, le nom du fabricant, le pays d'origine, le numéro de série de l'instrument, etc. Ainsi, l'ensemble des équipements dans les services du CHU, seront désormais identifiés avec cette méthode, a indiqué l'inventeur. Cette technique, qui reste une solution pour les hôpitaux et les industries de

fabrication, permettra, selon lui, de réduire remarquablement les détournements et les vols d'équipements et d'instruments médicaux dans les établissements de santé, tout en réduisant également les risques de contamination des patients dans les services où ce système est utilisé. Dans le secteur de l'industrie, cette méthode peut minimiser, par sa prévention, les risques économiques, par exemple la contrefaçon de pièces de rechange, ajoute-t-il. Unique en son genre à l'échelle nationale, ce système est en essai depuis décembre dernier dans différents services du CHU, tels que la gastrologie, les urgences chirurgicales et la réanimation. «Une fois l'identification des instruments médicaux réussie, nous travaillerons sur les médicaments avant de généraliser cette méthode dans les hôpitaux, les administrations et les industries en Algérie», explique Ramdane Omar Cherif.

Rabéa Saïm

## FORUM MÉDICAL

## Une première à Chlef

Des médecins algériens, français et espagnols participeront au Forum médical national de Chlef, organisé par l'Association du corps médical privé de la wilaya ce week-end, à la maison de la culture de la ville. Ce rendez-vous scientifique et médical, auquel sont conviés également des praticiens privés et publics du pays, coïncide avec le 15<sup>e</sup> anniversaire de la création de cette association. Ce forum est donc l'aboutissement de quinze années riches en activités, marquées par l'organisation de plus de 120 journées médicales, dans le cadre de la formation continue des professionnels de la santé.

Le programme du forum sera essentiellement consacré à des thèmes en cardiologie, oncologie, dermatologie, pédiatrie, diabétologie et en odontostomatologie (chirurgie dentaire). En plus des conférences, cinq ateliers thématiques seront organisés pour aborder les problèmes de santé majeurs et les moyens d'y faire face.

En oncologie, par exemple, les travaux seront axés sur les cancers gastriques, colorectaux et de la prostate, considérés comme les plus répandus en Algérie.

Sur le plan organisationnel, toutes les conditions sont réunies pour assurer la réussite de cette importante manifestation scientifique, a affirmé le président de l'ACMPC, le D<sup>r</sup> Ahmed Benkhalel, lors d'un point de presse animé, dimanche, à l'hôtel Hadeef de Chlef. Il a indiqué que plus de 200 participants, nationaux et étrangers ont confirmé leur présence et que les travaux s'annoncent très intéressants pour les praticiens.

Le vice-président de l'association, le D<sup>r</sup> Mohamed Radjeh, a mis l'accent sur l'importance que revêt cette rencontre, autant pour le corps médical que pour les patients.

A. Yechkour



## SPORTS

## MONDIAL 2014

## ÉQUIPE NATIONALE

# La Suisse, dernière ligne droite avant le Brésil

● La sélection nationale, en stage depuis plus de deux semaines à Alger, s'envolera, aujourd'hui, à destination de Genève (Suisse), pour son second stage de préparation en prévision du Mondial brésilien.



Les Verts, lors de l'unique séance d'entraînement ouverte à la presse

Plus que 14 jours avant le coup d'envoi du Mondial 2014 qu'abritera le pays de la samba, le Brésil, et les préparatifs battent leur plein chez les Verts qui s'apprennent à disputer le quatrième Mondial de leur histoire, le second de suite. En stage depuis plus de deux semaines au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, même si la préparation a débuté timidement avec un groupe réduit et qui ne s'est complété que jeudi dernier avec l'arrivée du gros de la troupe, le Mondial 2014 débutera effectivement pour Halilhodzic et ses capés dès aujourd'hui, à l'occasion de ce second stage qu'effectuera la sélection nationale en Suisse. En effet, c'est

aujourd'hui que le technicien bosnien et ses 23 capés s'envolent à destination de Genève pour un stage d'une semaine, dernière étape de la préparation de la sélection nationale avant de rallier le Brésil et son camp basé à Sorocaba (à 100 km de Sao Paulo). Un second stage précompétitif décisif, dans la mesure où les Verts disputeront deux joutes amicales, les deux seules confirmées avant d'aborder la compétition proprement dite, en affrontant l'Arménie, ce samedi à Sion (Suisse) avant de boucler ce stage par une ultime confrontation le 4 juin prochain, à Genève face à la Roumanie. Les joueurs bénéficieront d'un quartier libre et rendez-vous leur sera

donné pour le 7 juin à Sidi Moussa, pour embarquer le soir même à destination de Sao Paulo à bord d'un avion spécial de la compagnie aérienne nationale. Il est à noter que la sélection reste toujours à la recherche d'un dernier sparring-partner à affronter, au Brésil avant l'entame du Mondial 2014.

## GUEDEIOURA, YEBDA OU BELKALEM, DÉCISION AUJOURD'HUI

C'est aujourd'hui donc que la sélection s'envolera à destination de Genève (Suisse) pour son dernier stage précompétitif. Un déplacement qui s'effectuera avec 23 joueurs seulement et non 25 comme prévu initialement. En effet, le technicien bosnien a décidé d'effectuer

ce stage en Suisse avec les 23 éléments qui prendront part au Mondial brésilien. Ainsi, et après avoir écarté, mardi soir, le portier Azzedine Doukha, Halilhodzic devait faire de même avec un joueur de champ avant le déplacement des Verts en Suisse.

A ce propos, le sélectionneur national devra faire un choix entre trois joueurs qui ont très peu joué cette saison avec leur club, à savoir le défenseur central Essaid Belkalem et les milieux de terrain Adlène Guedioura et Hassen Yebda, en écartant l'un deux pour ficeler sa liste des 23, et ce, à en croire certaines indiscretions, avant même que la délégation algérienne ne s'envole pour Genève. T.A.S.

## Les Russes reprennent leur préparation à Moscou

La Russie, troisième adversaire de l'Algérie en Coupe du monde 2014, a repris sa préparation hier après la journée de repos accordée aux joueurs au lendemain du match amical remporté contre la Slovaquie (1-0), a indiqué la Fédération russe de football. Le staff technique, sous la conduite de l'Italien Fabio Capello, a prévu deux séances d'entraînement avant le déplacement de l'équipe pour Oslo prévu le 30 mai pour affronter la Norvège le 31 mai au stade Ullevaal en match amical de préparation. De retour de Norvège, les joueurs russes bénéficieront d'une journée de repos le samedi 1<sup>er</sup> juin, avant de poursuivre leur préparation par une séance d'entraînement (ouverte aux médias) au stade Eduard Streltsov à Moscou.

Trois autres séances sont au programme des hommes de Capello du 2 au 5 juin, suivies d'un match amical contre le Maroc le vendredi 6 juin au stade Locomotive à Moscou. Le départ de la délégation russe pour le Brésil est prévu le 8 juin, soit neuf jours avant son entrée en lice dans la compétition. APS

## La Belgique à pied d'œuvre en Suède

La sélection belge de football, premier adversaire de l'Algérie au Mondial 2014, a entamé mardi un stage préparatoire à Stockholm, qui sera ponctué par un match amical face à la Suède dimanche prochain, rapportait hier la presse locale. Les joueurs du sélectionneur Marc Wilmots poursuivent leur préparation en vue de la Coupe du monde, deux jours après avoir donné la réplique en match amical au Luxembourg (5-1) lundi à Genk.

Outre la Suède de Zlatan Ibrahimovic, la Belgique aura un autre test amical avant son déplacement pour le Brésil, le 10 juin. Les Belges seront opposés à la Tunisie, le 7 juin à Bruxelles. Au Brésil, les joueurs de Wilmots disputeront un dernier match face aux Etats-Unis, le 12 juin à Sao Paulo.

## La Corée du Sud s'incline face à la Tunisie (0-1)

La Corée du Sud, deuxième adversaire de l'Algérie au Mondial 2014, s'est inclinée face à la Tunisie sur le score de 0-1 (mi-temps : 0-1) hier à Séoul en match amical de préparation pour les deux sélections. L'unique but de la rencontre a été inscrit par Zohair Dhaouadi (44'). La Corée du Sud se prépare pour le Mondial 2014 et la Tunisie pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2015. Après le match face à la Tunisie, l'équipe se rendra à Miami (Etats-Unis) pour un second stage au cours duquel, les Sud-Coréens disputeront une rencontre amicale contre le Ghana le 9 juin.

## CHLEF Simulation de la Coupe du monde 2014

La Coupe du monde 2014 comme si vous y étiez, c'est ce que tenteront de reproduire les écoles de football de la wilaya lors de la deuxième édition de Chlef World Cup qui aura lieu du 1<sup>er</sup> au 8 juin. Les organisateurs ont repris le même schéma organisationnel du rendez-vous planétaire qu'accueillera le Brésil du 12 juin au 13 juillet. Ainsi, 32 écoles de football, vêtues de maillots aux couleurs des équipes nationales qualifiées, simuleront les matchs de la Coupe du monde au niveau des stades de Chlef, de Boukadir, de Oued Fodda et de Ténès. La cérémonie d'ouverture, qui sera présidée par la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, se déroulera le 31 mai à 9h, sur le front de mer de Ténès.

La compétition est régie par le même règlement technique avec les éliminatoires et une finale prévue le 8 juin au stade Mohamed Boumezrag de Chlef. La manifestation, signalons-le, est organisée par l'académie des sports de la DJS, en collaboration avec les autorités locales et différents partenaires locaux. Elle vise, selon ses initiateurs, à «faire vivre le Mondial à Chlef, à inculquer aux jeunes les notions de fair-play, à détecter des talents et à encourager la formation à la base».

Ahmed Yechkour

## JSK Benamara 5<sup>e</sup> recrue

Après Harrouche (RCA), c'est au tour de Youcef Benamara, défenseur latéral de l'USMA, de s'engager officiellement avec la formation de la JSK, en paraphant un contrat de deux années. C'est la 5<sup>e</sup> recrue estivale de la formation kabyle qui devrait connaître l'arrivée d'une 6<sup>e</sup> recrue, aujourd'hui, en la personne du défenseur central de l'US Chaouia, Abdelghani Khiaat. Par ailleurs, la direction de la JSK, après avoir résilié le contrat de Si Salem, vient de faire de même avec l'autre émigré Bencherif et Madi. M.R.

## CÉDRIC SI MOHAMED. Gardien de l'EN

# «On n'ira pas au Brésil en touristes»

Dans cet entretien, le gardien Cédric Si Mohamed, du CS Constantine, qui a été finalement préféré par le coach, Vahid Halilhodzic, à Doukha pour figurer parmi les 23 qui iront au Brésil, a déclaré que les Verts feront tout pour se qualifier au second tour.

Propos recueillis par Abdelghani Aïchoun

### Comment se déroule la préparation ?

On est en train de faire une très bonne préparation avec des conditions de travail excellentes. On a suivi un entraînement très intense. Du côté des gardiens, chacun des portiers s'acquittent de sa tâche comme il se doit. Je pense que



PHOTO: SAMI K.

les Algériens n'ont pas de soucis à se faire là-dessus. Il nous reste ce stage en Suisse avec deux rencontres amicales pour peaufiner notre préparation. On se donne à fond pour être prêt le jour J.

Un gardien quitte le groupe. Comment est gérée cette situation sur le

### plan psychologique ?

Sur le plan psychologique, ça se passe très bien.

On a débuté le stage avec un groupe de 25 joueurs. On sait que 2 d'entre nous devront partir. Cela sera un déchirement pour l'un comme pour l'autre ainsi que pour l'ensemble du groupe. On est une famille. On vit ensemble depuis un moment. C'est une situation délicate pour la personne concernée et pour les autres aussi.

### Pensez-vous que l'Algérie a des chances d'accéder au second tour ?

L'Algérie s'est retrouvée dans un groupe difficile, avec la Belgique, la Russie et la Corée du Sud. On se prépare donc en conséquence. Ce qui est sûr, c'est que l'on ne va pas aller au Brésil pour faire du tourisme.

On ira avec la ferme intention de passer au second tour. Nous sommes motivés et chacun de nous est décidé à donner le meilleur de lui-même pour réaliser un bon parcours. A.A.



## LES MÉDIAS MAGHRÉBINS

# La déontologie en débat à Tunis

Les éditeurs de journaux, journalistes et experts des médias maghrébins ont choisi le thème «Quelles menaces sur la presse maghrébine aujourd'hui ?» pour leur deuxième forum qui se tient à Hammamet en Tunisie, à partir d'aujourd'hui et ce jusqu'au 31 mai. Le programme du deuxième forum de la presse maghrébine comporte, pour la première journée, une présentation, par pays, de l'étude sur l'état des lieux de la presse maghrébine, ainsi que l'évaluation de la situation sous un angle

européen. Des experts provenant des cinq pays maghrébins présenteront leurs rapports respectifs, alors que des spécialistes de l'autre rive de la Méditerranée donneront leurs évaluations sur cette thématique. Ce deuxième forum s'inscrit, par ailleurs, dans la logique du suivi des recommandations du premier forum, tenu à Hammamet les 23 et 24 janvier 2013, qui a élaboré un code de déontologie pour la profession de journaliste au Maghreb. Ainsi, dans le cadre de ce suivi, des experts européens assure-

ront, lors de la deuxième journée, une évaluation de l'avancement en matière de formation des journalistes maghrébins sur la déontologie de la presse. Le volet principal de cette deuxième journée sera la réflexion sur des mécanismes pouvant assurer la pérennité du forum. A ce titre, il y aura, d'une part, une séance consacrée à la création d'une structure pour l'organisation du forum de la presse maghrébine ainsi que l'attribution du prix maghrébin de la déontologie. D'autre part, une

débatte autour des mécanismes d'autorégulation et de la création d'un conseil national de la presse écrite, voire d'un conseil maghrébin en la matière. Le thème des mécanismes de soutien économique et politique sera également traité vu son importance. Le deuxième forum de la presse maghrébine, qui se tient avec le soutien de la délégation de l'Union européenne en Tunisie, essaiera donc d'assurer des mécanismes pouvant aider au respect de la déontologie, cher à tous les journalistes maghrébins. **Mourad Sellami**

## KBC (KHABAR BROADCASTING CORPORATION)

## ALI DJERRI, NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL

L'ancien président-directeur général du quotidien *El Khabar*, Ali Djjerri, a été nommé, samedi dernier, directeur général de la chaîne de télévision KBC (Khabar Broadcasting Corporation) du groupe *El Khabar*, et ce, en remplacement de Madani Ameur – le célèbre présentateur de la télévision algérienne, ayant fait une carrière internationale au Qatar et 32 ans de fonction au compteur – qui a rejoint KBC, il y a seulement trois mois et demi. Le nouveau directeur général, Ali Djjerri, a été installé par le conseil d'administration, en présence de l'ensemble de ses membres. «*Madani Ameur a aidé au lancement de KBC. Il faut saluer les efforts de tout le monde. Cela ne nous ressemble pas de critiquer. Le groupe, le conseil d'administration, a estimé qu'il faut passer à un autre stade. Ils (les membres du conseil) ont jugé que les conditions n'étaient pas réunies. Surtout avec des rendez-vous importants comme la Coupe du monde de football, le mois sacré du Ramadan et la rentrée sociale en septembre avec une nouvelle grille. C'est une décision du conseil d'administration. Je me suis dit : 'Pourquoi pas ?' J'estime que j'ai une petite expérience dans la presse écrite, l'audiovisuel, notamment*

*international, en matière de mise à niveau ainsi qu'à côté gestion. Je crois que le conseil d'administration a trouvé un profil qui lui convient. Aussi, je vais essayer de donner un plus avec une petite équipe... Notre vocation est de faire de l'information, proposer des reportages, des talk-shows et oui, toucher un public large et garder la même ligne. Et ce avec une marge de liberté. C'est cela l'atout majeur...*», nous indiquera le frais émolu directeur général de KBC, Ali Djjerri. Pour la création de la chaîne KBC, le conseil d'administration de la SPA *El Khabar* avait alors délégué une commission de trois personnes pour l'étude de faisabilité et technicité d'une éventuelle chaîne TV, et voir comment fonctionne une télévision. Ainsi, des journalistes, des cameramen, des correspondants ont suivi une formation en France, notamment à France 24 et son académie, à TV2 et au Danemark. L'infrastructure de KBC est un bâtiment comportant deux studios prévus pour des talk-shows, un autre réservé au journal télévisé, une station, une régie, des loges pour le maquillage. Et puis, la newsroom, une ruche, la salle de rédaction où les différentes informations sont traitées. **K. Smail**

## POINT ZÉRO

## Fumer tue, mais qui ?

C'est une histoire vraie. Un jeune homme type 2014, regard mi-clos, coupe d'Algérie et gel à tous les étages, entre dans un bureau de tabac. Sans préambule, il demande un paquet de Marlboro «entourage». Le marchand cherche dans ses rayons et tend un paquet de Marlboro avec cette mention : «Fumer nuit à votre entourage.» Le jeune homme repart, avec cette même lueur dans les yeux. Le tabac fait des dégâts et la loi oblige les fabricants de cigarettes à avertir le consommateur en apposant sur les paquets des mentions explicites, «Fumer nuit à vos poumons» ou «Fumer provoque une mort lente et douloureuse», «Fumer nuit à votre entourage» ainsi que le «Fumer diminue vos capacités», équivalent pudique de la mention européenne «Fumer peut provoquer l'impuissance.» C'est le même prix, le même effet et les mêmes cigarettes. Mais comme l'explique le buraliste, certains pensent que les mentions sont précises et que,

par exemple, les cigarettes «Fumer nuit à vos poumons» ne nuisent qu'à vos poumons. Evidemment, le «Fumer diminue vos capacités» se vend très mal, contrairement à ce qu'a acheté le jeune homme qui vient de sortir. Parce qu'il est convaincu que fumer va nuire à son entourage et pas à lui, exactement ce qu'il cherche, ayant probablement des problèmes avec sa famille, ses voisins et peut-être la société dans son ensemble. De fait, il fume trois paquets par jour de cigarettes «entourage», espérant régler son problème car lui, n'est pas le problème. Ce qui rappelle ce fameux débat, le président, le ministre ou le wali est bon mais son entourage lui nuit, le président, le ministre ou le wali n'est pas bon et il nuit à son entourage. Avantage certain dans ce débat fumeux, les cancers du poudron tuent sauvagement en Algérie. Il faut attendre un an pour être traité et on meurt généralement avant. Autre net avantage, un mort n'a plus de problème avec son entourage.

Par Chawki Amari

## COMMENTAIRE

## Cris d'orfraie

Par Omar Berbiche

Jamais ministre de l'Education nationale n'a rencontré une aussi franche opposition dès son installation – pas nécessairement de l'intérieur de la famille de l'éducation mais de milieux bien identifiés de l'extérieur du secteur – comme l'est M<sup>me</sup> Benghabrit Remaoune. Les tirs nourris et croisés émanant des milieux conservateurs visant ce cadre supérieur de l'éducation, qui a fait toutes ses classes dans ce secteur, ne sont pas pour surprendre. Pour qui connaît son riche parcours au sein de la famille de l'éducation, les valeurs et l'ambition qu'elle porte pour la refonte de l'école algérienne dans le sens de la performance et de l'ouverture sur le savoir universel mais aussi et surtout de la désidéologisation du contenu des programmes pédagogiques, sa nomination apparaissait presque comme une hérésie dans un pays où les forces conservatrices sont toujours aux commandes. Ceux qui ont fait appel aux services de M<sup>me</sup> Benghabrit pour diriger ce secteur névralgique ont-ils fait une erreur de casting ?

Quand on découvre les grandes lignes de son projet de réformes qui sont en totale rupture avec le système sclérosé de l'éducation en place et l'idéologie dominante au pouvoir, on ne peut que s'interroger si la nouvelle ministre de l'Education, qui semble vouloir tracer son sillon en dehors des sentiers battus, peut faire bouger les lignes d'un secteur dont l'enjeu est le projet sociétal de l'Algérie de demain. Passons sur les cris d'orfraie que l'on a entendus sur ses origines et qui ne méritent pas que l'on s'y attarde, tant la manœuvre paraît vile et méprisante !

On reproche sans sourciller à la ministre de l'Education le fait de s'exprimer dans la langue de Molière et de ne pas maîtriser la langue arabe. Quelle bonne blague ! Et ce n'est certainement pas un pur hasard si on trouve derrière cette campagne haineuse – qui privilégie l'invective au débat d'idées qui est la vocation de l'école – des forces rétrogrades qui se sentent pousser des ailes dans ce climat politique post-présidentiel dédié à la «réconciliation nationale» pour revenir à la charge sur le combat d'arrière-garde de la langue. Un combat qui est aujourd'hui dépassé à l'ère de la mondialisation. Les enjeux de l'école dans le monde d'aujourd'hui sont ailleurs. Ils sont dans la compétitivité des systèmes scolaires, dans les contenus pédagogiques de l'enseignement qui doivent être affranchis des luttes politiques et idéologiques.

C'est dans ce combat pour une école de qualité, qui se réapproprie les valeurs du savoir et qui voit dans les référents identitaires un puissant marqueur de la réforme du système éducatif et de la cohésion nationale, que M<sup>me</sup> Benghabrit entend puiser cette énergie nouvelle, dynamique, propre, qu'elle ambitionne d'injecter dans le secteur. Quand elle plaide pour que l'enseignement de la langue amazighe soit obligatoire et non plus facultatif, pour supprimer cette trouvaille toute algérienne du seuil des cours duquel sont tirées les épreuves des examens, quand elle dit vouloir se battre pour une école de qualité qui ne fait pas de la question de l'école obligatoire un dogme, son discours dérange forcément et peut même choquer. Elle incarne à la fois la thèse et l'antithèse qui ont cruellement manqué au débat sur le système éducatif, victime de la pensée unique qui a donné l'école sinistrée que nous connaissons.

Aujourd'hui		Demain	
13° 25°	ALGER	15° 29°	
17° 26°	ORAN	19° 30°	
10° 26°	CONSTANTINE	12° 25°	
23° 33°	OUARGLA	26° 35°	